CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

7^e LégislatureSECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1983-1984
(112^e SEANCE)

COMpte RENDU INTEGRAL

2^e Séance du Jeudi 28 Juin 1984.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. PHILIPPE SÉGUIN

1. — **Assemblée de Corse.** — Communication relative à sa dissolution (p. 3833).

2. — **Droits d'auteurs.** — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 3833).

Discussion générale :

M.M. Jacques Brunhes,
Foyer,
Schreiner,
Fuchs,
Bourg-Broc,
Gilbert Gantier,
Alain Bonnet.

M. le président.

M. Lang, ministre délégué à la culture.

Clôture de la discussion générale.

Passage à la discussion des articles.

Renvol de la discussion jusqu'après l'examen de trois textes en navette.

3. — **Substances anabolisantes.** — Transmission et discussion du texte de la commission mixte paritaire (p. 3842).

M. Claude Michel, suppléant M. François Patriat, rapporteur de la commission mixte paritaire.

M. Lang, ministre délégué à la culture.

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE (p. 3842).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire.

4. — **Commerce du beurre et fabrication de la margarine.** — Discussion, en troisième et nouvelle lecture, d'un projet de loi (p. 3842).

M. Claude Michel, suppléant M. François Patriat, rapporteur de la commission de la production.

M. Lang, ministre délégué de la culture.

Passage à la discussion des articles.

Articles 1^{er} à 4. — Adoption (p. 3843).

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

5. — **Etrangers séjournant en France et titres uniques de séjour et de travail.** — Discussion, en deuxième et nouvelle lecture, d'un projet de loi (p. 3843).

M. Roger Rouquette, rapporteur de la commission des lois.

Mme Dufoix, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés.

Discussion générale : M. Montergnole.

Clôture de la discussion générale.

Passage à la discussion des articles.

Article 1^{er} (p. 3845).

Amendement n° 1 de la commission des lois : M. le rapporteur, Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 2 de la commission : M. le rapporteur, Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 3 de la commission : M. le rapporteur, Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 4 de la commission : M. le rapporteur, Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 5 de la commission : M. le rapporteur, Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 6 de la commission : M. le rapporteur, Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 7 de la commission : M. le rapporteur, Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 8 de la commission : M. le rapporteur, Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 9 de la commission : M. le rapporteur, Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 10 de la commission : M. le rapporteur, Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 11 de la commission : M. le rapporteur, Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 1^{er} modifié.

Article 1^{er} bis (p. 3847).

Amendement de suppression n° 12 de la commission: M. le rapporteur, Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

L'article 1^{er} bis est supprimé.

Article 2 (p. 3847).

Amendement n° 13 de la commission: M. le rapporteur, Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 14 de la commission: M. le rapporteur, Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 2 modifié.

Article 3 (p. 3848).

Amendement n° 15 de la commission: M. le rapporteur, Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 3 modifié.

Article 6 (p. 3848).

Amendement n° 16 de la commission: M. le rapporteur, Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

L'article 6 est ainsi rédigé.

Article 7 (p. 3848).

Amendement de suppression n° 17 de la commission: M. le rapporteur, Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

L'article 7 est supprimé.

Article 8 (p. 3848).

Amendement de suppression n° 18 de la commission: Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

L'article 8 est supprimé.

Article 9 (p. 3848).

Amendement de suppression n° 19 de la commission: Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

L'article 9 est supprimé.

Article 10 (p. 3849).

Amendement de suppression n° 20 de la commission: Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

L'article 10 est supprimé.

Article 11 (p. 3849).

Amendement de suppression n° 21 de la commission: Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

L'article 11 est supprimé.

Article 12 (p. 3849).

Amendement de suppression n° 22 de la commission: Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

L'article 12 est supprimé.

Titre (p. 3849).

Amendement n° 23 de la commission: M. le rapporteur, Mme le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Le titre du projet de loi est ainsi rédigé.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

6. — Droits d'auteur. — Reprise de la discussion d'un projet de loi (p. 3849).

Article 1^{er} (p. 3849).

Amendement n° 24 de M. Foyer: MM. Fuchs, Alain Richard, rapporteur de la commission des lois; Lang, ministre délégué à la culture. — Rejet.

Amendement n° 25 de M. Foyer: MM. Fuchs, le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 43 de la commission des affaires culturelles: MM. Metzinger, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendements n° 79 de M. Fuchs et 44 de la commission des affaires culturelles: MM. Fuchs, le rapporteur pour avis, le rapporteur, le ministre. — Retrait de l'amendement n° 44; rejet de l'amendement n° 79.

Adoption de l'article 1^{er} modifié.

Article 2. — Adoption (p. 3850).

Article 3 (p. 3851).

Amendement n° 1 de la commission: MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 3 modifié.

Articles 4 et 5. — Adoption (p. 3851).

Après l'article 5 (p. 3851).

Amendement n° 80 de M. Fuchs: M. Fuchs. — Retrait.

Articles 6 et 7. — Adoption (p. 3851).

Article 8 (p. 3851).

Amendement n° 26 de M. Foyer: MM. Fuchs, le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 27 de M. Foyer: MM. Fuchs, le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 28 de M. Foyer: MM. Fuchs, le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 29 de M. Foyer: MM. Fuchs, le rapporteur, le ministre. — Rejet.

Amendement n° 2 de la commission: MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 8 modifié.

Article 9. — Adoption (p. 3852).

Article 10 (p. 3852).

Amendement n° 3 de la commission: MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 10 modifié.

Article 11 (p. 3853).

Amendement n° 30 de M. Foyer: MM. Fuchs, le rapporteur, le ministre. — Rejet.

Amendement n° 67 de la commission, avec le sous-amendement n° 93 du Gouvernement: MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption du sous-amendement et de l'amendement modifié.

Amendement n° 68 de la commission: MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 11 modifié.

Article 12 (p. 3854).

Amendement n° 81 de M. Fuchs: MM. Fuchs, le rapporteur, le ministre. — Rejet.

Amendement n° 82 de M. Fuchs: MM. Fuchs, le rapporteur, le ministre. — Rejet.

Amendements n° 94 de M. Jacques Brunhes, 31 de M. Foyer, 83 de M. Fuchs et 4 de la commission: MM. Jacques Brunhes, Fuchs, le rapporteur, le ministre. — Rejet des amendements n° 94, 31 et 83; adoption de l'amendement n° 4; les amendements n° 84 et 85 de M. Fuchs n'ont plus d'objet.

Amendement n° 69 de la commission: MM. le rapporteur, le ministre. — Rejet.

Amendement n° 5 de la commission: MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 12 modifié.

Après l'article 12 (p. 3856).

Amendements n° 6 rectifié de la commission et 92 rectifié de M. Foyer: MM. le rapporteur, Fuchs, le ministre. — Adoption de l'amendement n° 6 rectifié; l'amendement n° 92 rectifié n'a plus d'objet.

Articles 13 à 15. — Adoption (p. 3857).

Article 16 (p. 3857).

Amendements n° 70 de la commission et 32 de M. Foyer: MM. le rapporteur, Fuchs, le ministre. — Adoption de l'amendement n° 70.

L'article 16 est ainsi rédigé.

L'amendement n° 32 de M. Foyer ainsi que les amendements n° 49 et 50 de M. Clément n'ont plus d'objet.

Article 17 (p. 3858).

Amendements n° 62 de M. Jacques Brunhes et 71 de la commission: MM. Jacques Brunhes, le rapporteur, le ministre. — Retrait de l'amendement n° 62; adoption de l'amendement n° 71.

L'article 17 est ainsi rédigé.

Les amendements n° 33 de M. Foyer, 51 de M. Clément, 45 de la commission des affaires culturelles et 34 de M. Foyer n'ont plus d'objet.

Article 18 (p. 3859).

Amendements n° 63 de M. Le Meur et 72 de la commission, avec les sous-amendements n° 90 et 91 du Gouvernement: M. Jacques Brunhes. — Retrait de l'amendement n° 63.

MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption des sous-amendements n° 90 et 91 et de l'amendement n° 72 modifié.

L'article 18 est ainsi rédigé.

L'amendement n° 46 de la commission des affaires culturelles n'a plus d'objet.

Article 19. — Adoption (p. 3860).

Renvoi de la suite de la discussion à une prochaine séance.

7. — Dépôt de projets de loi (p. 3860).
8. — Dépôt d'une proposition de résolution (p. 3860).
9. — Dépôt de rapports (p. 3860).
10. — Dépôt d'un projet de loi modifié par le Sénat (p. 3861).
11. — Dépôt de projets de loi rejetés par le Sénat (p. 3861).
12. — Ordre du jour (p. 3861).

PRESIDENCE DE M. PHILIPPE SEGUIN,
vice-président.

La séance est ouverte à vingt et une heures trente.

M. le président. La séance est ouverte.

— I —

ASSEMBLEE DE CORSE

Communication relative à sa dissolution.

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante:

Paris, le 27 juin 1984.

Monsieur le président,

En application de l'article 34 de la loi n° 82-214 du 2 mars 1982 portant statut particulier de la région Corse, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement a prononcé la dissolution de l'assemblée de Corse par décret pris en Conseil des ministres de ce jour. Je vous serais obligé de bien vouloir porter cette information à la connaissance des membres de votre assemblée.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Acte est donné de cette communication.

— 2 —

DROITS D'AUTEUR

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169, 2235).

Cet après-midi l'Assemblée a entendu les rapporteurs et le ministre.

Dans la discussion générale, la parole est à M. Jacques Brunhes, premier orateur inscrit.

M. Jacques Brunhes. Monsieur le ministre délégué à la culture, mesdames, messieurs, toutes les discussions qui traitent depuis plusieurs mois des droits sociaux des artistes-interprètes, des droits d'auteur, de la capacité de production des programmes, notamment du secteur public de radio et de télévision, du développement du plan câble, du choix de la fibre optique, des Assedic pour les travailleurs intermittents du spectacle, toutes ces questions ont un dénominateur commun: l'avenir de la culture dans notre pays et ses régions.

Aussi le projet de loi qui nous est soumis aujourd'hui suscite-t-il de notre part le plus vif intérêt.

Toutes les professions qui rencontrent ou rencontreront à un moment ou à un autre, dès l'origine ou ultérieurement, la diffusion audiovisuelle connaissent déjà ou vont connaître plus encore demain une modification profonde des sources de leurs revenus ou de leurs salaires.

Il faut donc tenir compte de toutes ces mutations pour adapter la législation afin que ne soit pénalisé aucun des partenaires indispensables à la création des œuvres, ce qui n'est nullement contradictoire avec la volonté d'éviter un « maquis juridique » lequel, en suscitant une véritable bureaucratie, empêcherait la fluidité de la production et de sa diffusion à travers tous les nouveaux médias. Disons d'emblée que la démarche qui consiste à proposer qu'une loi aborde de front l'ensemble de ces problèmes nous paraît positive.

Toutefois, sur certains points, le projet de loi tel qu'il nous est présenté, monsieur le ministre, ne nous semble pas tenir suffisamment compte du point de vue des organisations qui représentent les intérêts des auteurs, des réalisateurs et des artistes-interprètes.

Depuis deux ans que durent les négociations avec la fédération du spectacle, le syndicat national des auteurs et compositeurs, la société des réalisateurs de films, la société des auteurs et compositeurs dramatiques, d'une part, et les producteurs, notamment, d'autre part, un terrain d'entente semblait pourtant pouvoir se dégager.

Le groupe communiste souhaite pour sa part qu'on ne laisse pas passer, à l'occasion de la discussion de cette loi, la chance de prendre en compte toutes les conséquences de l'exploitation des œuvres audiovisuelles sur les nouveaux médias, et que l'on comble ainsi une lacune réelle de la loi du 11 mars 1957.

Parmi les conséquences, l'une d'entre elles nous semble dominer toutes les autres: les droits de la création et du travail artistique, de la conception à la réalisation des œuvres.

Car enfin, s'il ne peut être question d'ignorer la structure du marché et l'économie générale de la production, de la distribution et de l'exploitation des œuvres, il reste que l'origine, l'essentiel dans la création et la production des œuvres, ce sont les auteurs, les compositeurs, les réalisateurs, les artistes-interprètes, les musiciens, les danseurs.

Au moment où les nouvelles techniques de diffusion vont permettre de démultiplier leurs voies d'accès au public, on ne saurait risquer de mettre le doigt dans un engrenage qui conduirait à une baisse globale des investissements dans la production fraîche, à une diminution des heures de travail des professionnels, à un rétrécissement du volume d'emploi, à une diminution de leurs revenus et de leurs salaires, engrenage qui aboutirait à la remise en cause de leur statut social.

Il ne serait pas admissible qu'un grand nombre de ceux qui tentent de vivre des métiers de l'art et de la création soient contraints d'abandonner leur profession d'autant que, dans le même temps, nombre d'entre eux seront éliminés du bénéfice des Assedic qui assurent d'une manière tout à fait spécifique une certaine continuité des ressources nécessaires à l'exercice de leur métier et, dans bien des cas, aux obligations de la production artistique.

Nous pensons utile de rappeler, par ailleurs, à la faiblesse relative des capacités de production de programmes en quantité et en qualité suffisante pour répondre à la démultiplication des canaux de diffusion. Cette situation est tout à fait sensible pour ce qui concerne le service public de la radio et de la télévision. Si les capacités de production de programmes du service public n'étaient pas largement développées, c'est tout l'édifice déjà fragile du cinéma français, des dramatiques, des feuilletons, du spectacle vivant, de la production fraîche qui serait ruiné en quelques années : notre culture nationale serait menacée.

De toute évidence, une loi concernant la vie et les conditions de rémunération de tous les collaborateurs de la création doit prendre pleinement en compte ces données fondamentales.

C'est pour contribuer à cette prise en compte indispensable que nous proposerons, monsieur le ministre, un certain nombre d'amendements pour défendre le mieux possible les conditions de vie des artistes, des réalisateurs et des auteurs. Il ne s'agit en aucun cas d'empêcher les producteurs de faire leur métier. Et on ne voit d'ailleurs vraiment pas qui y aurait intérêt. Mais nous estimons que la démultiplication de l'utilisation du travail des uns ne peut profiter exclusivement à ceux qui en font le commerce.

De ce point de vue, deux observations fondamentales faites par le syndicat français des artistes nous semblent devoir être prises en compte. Je les cite :

« Le projet de loi « oublie » le caractère salarial que doivent avoir les rémunérations des utilisations au même titre que celles perçues pour le travail direct, car c'est bien d'un droit du travail qu'il s'agit et non d'un droit assimilable au droit d'auteur. Alors que l'utilisation des enregistrements va prendre une place toujours plus prépondérante par rapport à la « production fraîche », on ferait perdre aux artistes ces droits à la sécurité sociale, aux congés payés, aux retraites et aux Assedic : qu'ils ont acquis les uns après les autres avec combien de difficultés.

« Peut-être encore plus grave, il ne reconnaît leur droit aux artistes que pour en faire immédiatement cadeau aux producteurs. Nous ne contestons pas le droit de ceux-ci, nous voulons qu'ils nous laissent ce qui est à nous.

« La présomption de cession des droits des artistes aurait d'abord pour conséquence des imbroglis juridiques dont ils feront les frais. Surtout, elle rendrait impossible toute discussion du montant de la rémunération, réduite, on peut en être sûr, à des niveaux symboliques vite consacrés comme « usages de la profession » et tout contrôle de la diffusion, quelque obstacle que sa propagation sans limite oppose à la production d'œuvres nouvelles. Il est utile de rappeler à ce propos que nous n'avons jamais eu l'intention de « bloquer » la diffusion, celle-ci répondant à une dimension essentielle du métier d'artiste, et que nous ne réclamons qu'une possibilité de contrôle collectif régie par des accords conventionnels. »

J'ai tenu, monsieur le ministre, à faire cette longue citation d'un texte émanant du syndicat français des artistes parce qu'elle nous paraît utile pour notre débat.

Je suis même persuadé que les producteurs ne mesurent peut-être pas combien ils risquent, en pénalisant ceux sans qui ils ne seraient rien, de mettre en péril toute la production française qui a besoin pour se renouveler constamment du plus grand nombre d'auteurs, d'artistes, de musiciens, de réalisateurs. La situation en France n'est déjà pas tellement brillante. Il y avait 60 000 artistes du spectacle en 1936 ; on en comptait 20 000 en 1968 et l'on en dénombre moins de 15 000 aujourd'hui.

Tout ce qui accompagne cette dégradation, dans le domaine de la production comme dans celui des conditions de vie et d'emploi de ces catégories met en péril tous les métiers qui dépendent de l'existence des artistes. Certes, on peut se contenter, un temps, de distribuer, de diffuser, de réexporter des œuvres d'origine étrangère, qui sont, disons-le, essentiellement américaines. Mais pour cela les producteurs américains ou japonais n'auraient besoin de personne que d'eux-mêmes s'ils devaient se rendre entièrement maîtres du marché national. Ce qui se passe aujourd'hui en Italie, en Grande-Bretagne, en Allemagne appelle de notre part une offensive tous azimuts pour préserver les conditions de renouvellement de la création française.

C'est dans cet esprit que nous avons déposé, entre autres, un amendement à l'article 17 pour revenir à l'avant-projet de loi de novembre 1983 qui reconnaissait aux artistes-interprètes leur plein droit à autoriser la fixation et la communication au public de leurs prestations.

Tel qu'il est aujourd'hui, le texte du projet de loi, en consacrant le principe de présomption de cession des droits des artistes, risque de créer des imbroglis juridiques au détriment des artistes-interprètes. En excluant du champ des négociations collectives le droit d'autoriser la communication des prestations, il risque par ailleurs de soumettre les artistes-interprètes à l'arbitraire patronal en ce qui concerne la reproduction de leurs œuvres, le nombre de ces reproductions, mais aussi leurs rémunérations.

Je dois dire à ce propos que l'amendement proposé sur cet article par M. le rapporteur de la commission des lois nous paraît constituer un progrès. Il met en effet nettement en avant la nécessité de la convention collective et conforte le statut de salarié des artistes-interprètes.

Mais cette clarification est malheureusement remise en question par l'amendement proposé par le rapporteur à l'article 18, dont la rédaction initiale, qui prévoit un délai d'un an — à défaut d'accord ou de convention collective — permettrait aux producteurs d'attendre l'échéance en faisant durer les négociations jusqu'à l'obtention de la cession de droits qu'ils appellent de leurs vœux. La formule proposée par le rapporteur marquerait non plus une avancée professionnelle et sociale mais un grand recul et elle se traduirait par une remise en cause de la jurisprudence accumulée au cours des années ainsi que des conventions collectives existantes, à la radio et à la télévision.

Une telle disposition, qui va à l'encontre de l'esprit même du texte, ne pourrait être acceptée par les artistes-interprètes. Nous souhaitons donc qu'elle ne soit pas retenue par l'Assemblée.

Nous avons, par ailleurs, déposé un amendement à l'article 30 qui tend à reconnaître le caractère salarial aux rémunérations des artistes-interprètes au titre de l'utilisation et de la communication de leurs œuvres fixées. Cet amendement se justifie d'autant plus que l'utilisation des enregistrements va prendre une place tellement importante par rapport à la « production fraîche » que les artistes risquent de perdre les droits à la sécurité sociale, aux congés payés, aux retraites qui se rattachent à leur qualité de salarié.

La rémunération des auteurs-réalisateurs, qui est en fait forfaitaire, pose un problème permanent depuis la loi de 1957. Il est nécessaire que ceux-ci, comme les membres des autres catégories d'auteurs, soient associés à l'exploitation de leurs œuvres, sur une assiette qui soit le prix payé par le public. De ce point de vue, la formulation du texte du projet de loi n'est pas satisfaisante car elle prive les auteurs d'aller vers ce prix payé par le public en rendant obligatoire la rémunération par le producteur.

Nous déposerons donc un amendement visant à rétablir le texte de l'avant-projet de loi de novembre 1983 sur ce point et à introduire l'idée d'une négociation collective pour déterminer les taux des rémunérations des auteurs.

Toutes nos propositions, monsieur le ministre, vont donc dans le sens d'une écoute plus attentive, plus réelle de ce que disent les organisations des auteurs, des compositeurs, des réalisateurs, des artistes-interprètes. Nous y ajoutons l'inquiétude, que nous savons partagée, à l'égard des insuffisances de la loi de 1982 sur la communication audiovisuelle.

Vous le savez, le parti communiste français a formulé tout récemment des propositions concrètes que je résumerai brièvement : réunir une part essentielle de la production en créant une grande société nationale de télévision regroupant TF 1, A 2 et la S.F.P., les dirigeants des deux chaînes conservant l'autonomie de la conception et de la programmation ; décentraliser, en vue de démultiplier nos capacités de production des programmes inscrits dans la réalité régionale, y compris, bien entendu, pour la fiction, le documentaire, la création ; développer la formation, toutes les formations, aux métiers de l'audiovisuel.

Enfin, monsieur le ministre, nous souhaitons vivement que les conséquences des négociations sur les Assedic ne viennent pas encore assombrir le tableau en éliminant non pas, comme on se plaît à le dire, les abus, mais la moitié, voire les trois

quarts, du vivier de la profession qui constitue la chance d'avenir de la création et de la culture nationales. Dans les jours qui viennent, votre responsabilité sera décisive sur ce point.

Pour terminer, je veux redire que les problèmes posés par votre projet de loi ne sont pas étroitement corporatifs, étroitement catégoriels : il s'agit de problèmes vitaux pour l'avenir de notre culture, donc pour l'avenir national lui-même. C'est la raison pour laquelle nous attachons un prix particulier au fait qu'ils soient résolus positivement.

Monsieur le ministre, vous pouvez compter sur la détermination du groupe communiste et sur sa vigilante attention pour contribuer à faire de ce texte un texte qui fasse date dans la défense de la culture française. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. Foyer.

M. Jean Foyer. Mesdames, messieurs, la matière du droit d'auteur tendrait à me rendre sceptique sur les vertus du droit écrit.

Dans son excellent rapport, M. Alain Richard a relevé que, pendant plus d'un siècle et demi, la matière avait été surtout régie par la jurisprudence sur la base de quelques lignes de textes révolutionnaires. En 1957, après treize ans de travaux, le législateur a codifié la matière. Mais son œuvre était déjà vieille quand elle fut promulguée. On nous en propose aujourd'hui une autre qui, probablement, vieillira aussi très vite.

Je dois dire également pour la forme que, si le projet de loi n'a pas la rédaction détestable des conventions internationales intervenues en la matière et qui relève plus du jargon que de la littérature, il n'est lui-même pas à l'abri d'un certain nombre de critiques. Quoi qu'il en soit, je ne rechignerai pas à reconnaître la portée positive des dispositions qu'il contient, qu'il s'agisse de faire entrer les œuvres cinématographiques, qui étaient une espèce dans un genre — celui des œuvres audiovisuelles — qu'il s'agisse de reconnaître le droit des artistes-interprètes, ce qui est justice, qu'il s'agisse encore de trouver une combinaison pratique permettant d'éviter que la substance du droit d'auteur ne s'évente progressivement au fur et à mesure des progrès techniques dans le domaine de la reproduction et de la communication. Ce sont, là, des dispositions qui étaient en chantier depuis longtemps. Il est bon qu'elles accèdent à la force juridique et, à cet égard, elles n'appellent pas, de notre part, de critiques dans leur entreprise.

Je reconnais également que, dans ce domaine, l'œuvre législative est extrêmement difficile. Il faut peser des intérêts qui s'affrontent, qui sont d'ailleurs, les uns et les autres, légitimes et entre lesquels il existe pas mal d'incompréhension. La technique en la matière est extrêmement difficile. Par ailleurs, nous avons souvent l'occasion de nous demander si, à chaque détour de cette affaire, ne se vérifie pas la vieille maxime : « Le mieux est parfois l'ennemi du bien ».

Parmi les dispositions bien intentionnées de ce projet de loi, celles des articles concernant les droits des étrangers ne me paraissent pas les mieux venues car, en refusant à ceux-ci des droits reconnus aujourd'hui aux auteurs d'œuvres « fixées » en France — c'est, paraît-il, l'expression qu'il faudrait désormais employer mais, pour ma part, je ne suis pas certain que cet emploi soit tout à fait conforme à l'étymologie du verbe « fixer », mais passons — je crains que l'on ne favorise encore un peu plus la diffusion des œuvres de ces auteurs étrangers au détriment des œuvres françaises, notamment dans tel ou tel secteur de la musique. Pour ma part, pour toutes sortes de raisons, je le regretterais.

Dans ce texte, indépendamment des nombreux articles qui nous ont paru mériter la discussion et l'amendement, il est cependant certains articles qui me paraissent, les uns, difficilement applicables et, les autres, condamnables pour des raisons de principe.

J'avoue ne pas très bien comprendre comment pourra s'appliquer la disposition qui est prévue au deuxième alinéa de l'article 32. Il y est précisé que la rémunération visée à l'article 31, c'est-à-dire le droit prélevé sur la valeur des cassettes ou des vidéocassettes, « est répartie à raison des reproductions privées, estimées par voie statistique, dont chaque œuvre fait l'objet ». Les paroles de Disraeli concernant la statistique me reviennent ici en mémoire. (Sourires.)

En dépit des progrès de l'informatique moderne, comment réussirez-vous, monsieur le ministre, à estimer par voie scientifique la part des reproductions privées de telle œuvre ou de telle autre ? J'ai grand peur que vous n'ayez beaucoup de peine à y parvenir. Il ne serait pas inutile de profiter de cette discussion pour trouver, à défaut d'un bon critère, un mode de répartition qui soit un peu plus précis que celui-là.

Quant aux dispositions qui nous semblent très condamnables d'un point de vue théorique, ce sont celles qui figurent sous le titre IV relatif aux sociétés de perception et de répartition des droits. Il en existe depuis la fin du XVIII^e siècle, ainsi que M. Maurice Druon l'a rappelé ce matin dans un article retentissant...

M. Brunc Bourg-Broc. Et excellent !

M. Jean Foyer. Et excellent, en effet. Jusqu'à présent, aucun pouvoir n'a jugé indispensable de les soumettre à une tutelle. Or c'est bien cela ce que vous voulez faire maintenant en subordonnant leur existence et leur activité à un agrément, en les soumettant à un contrôle permanent et en armant le ministre concerné d'un pouvoir de retrait d'agrément.

S'agissant de sociétés privées, qui gèrent non pas des deniers publics mais des fonds privés, j'estime que ce régime n'est pas admissible. Je soupçonne d'ailleurs le Gouvernement de ne pas avoir eu, dans cette affaire, des idées tout à fait pures et d'avoir eu la pensée de proposer aux sociétés existantes et à celles qui se constitueraient avec sa bénédiction, si j'ose dire, cette espèce de marché : acceptez la servitude et je vous garantirai un monopole. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas là du droit républicain.

Que le législateur impose à ces sociétés un certain nombre de règles dans la gestion, dans l'utilisation et dans la destination des fonds considérables qu'elles recueillent, c'est tout à fait son rôle.

Que l'on prévoie une intervention des tribunaux de l'ordre judiciaire si les règles légales sont violées, voilà qui est conforme au droit de la République. Mais subordonner la constitution des sociétés — c'est à cela que reviennent les dispositions proposées puisque, sans l'agrément, on ne peut rien faire — à une autorisation administrative, c'est faire du droit rétrograde, c'est revenir à la situation d'avant la loi du 24 juillet 1867. Ce régime de tutelle administrative est vraiment incompréhensible car vous soumettez des organismes privés à une tutelle que vous vous flatterez à chaque instant d'avoir supprimée à l'égard des collectivités publiques.

De même que Périclès disait jadis qu'Égine était une taie sur l'œil d'Athènes, ce titre IV est une taie dans votre projet de loi qui, pour le surplus, marque, je n'hésite pas à le reconnaître, d'inecontestables progrès du droit. Je souhaiterais donc que vous enleviez cet élément qui défigure votre œuvre. Celui-ci ne pourrait qu'y gagner. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. le président. La parole est à M. Schreiner.

M. Bernard Schreiner. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, lors de la préparation de la loi sur la communication audiovisuelle, au printemps 1982, il était dans l'intention du Gouvernement de faire figurer dans cette loi un chapitre concernant les droits d'auteurs et les ayants droit.

Le Gouvernement voulait ainsi déjà exprimer à cette époque sa volonté d'adapter la loi de 1957 aux conditions nouvelles créées par l'évolution des techniques de communication.

Devant la complexité des problèmes posés, vous avez préféré, monsieur le ministre, reporter le débat dans le cadre de la discussion d'une loi spécifique et après une large concertation avec les partenaires intéressés.

Vous avez eu, me semble-t-il, raison car la comparaison entre le projet de texte de 1982 et celui que vous nous proposez aujourd'hui montre qu'il était sage de prendre le temps nécessaire pour améliorer, pour compléter un projet qui doit en fait tenir compte de deux équilibres : celui entre les droits des différents partenaires concernés, aux intérêts parfois opposés ou contradictoires, et celui entre la sauvegarde nécessaire des auteurs et ayants droit et le développement indispensable des nouvelles techniques de communication.

Le projet de loi que vous nous présentez, est nettement meilleur que celui de 1982 et les deux années qui se sont écoulées ont bien été utilisées pour faire de ce texte un texte de référence qui dépassera nos frontières.

Il complète l'édifice que, patiemment, le Gouvernement met en place depuis trois ans pour assurer le développement de la communication audiovisuelle et rattraper ainsi le retard accumulé depuis plus de dix ans dans ce domaine.

M. Gilbert Gantier. C'était l'époque du sous-développement intellectuel ! (Sourires.)

M. Bernard Schreiner. Absolument ! Je ne dis pas cela pour vous, monsieur Gantier. (Nouveaux sourires.) Simplement, reconnaissez qu'il ne s'est pas passé grand-chose avant 1981 dans le domaine des nouvelles techniques de communication.

M. Gilbert Gantier. Mais il s'est passé beaucoup de choses depuis trois ans !

M. Bernard Schreiner. Il n'est que de considérer ce qui est fait pour les radios locales privées et la télévision par câble, dont le dossier était bloqué depuis 1974. Nous l'avons, quant nous, débloquée.

Sans sortir pour autant de notre débat, je rappellerai que nous venons de discuter en seconde lecture un texte relatif aux radios locales privées et à leurs ressources ainsi qu'aux bases juridiques des futures sociétés locales qui vont exploiter les réseaux câblés.

Une des grandes œuvres de cette législature aura été de permettre cette explosion, cette révolution de la communication, qui va profondément marquer notre société et changer nos habitudes.

Dès cette année, Canal Plus commencera d'émettre et, l'année prochaine, les premières sociétés d'exploitation du câble proposeront aux usagers de plusieurs communes les premiers programmes de télédiffusion. Dans deux ans, les satellites diffuseront des programmes nouveaux et, depuis trois ans, plusieurs centaines de radios locales privées — 1170 au 30 mai 1984 ont effectivement reçu l'autorisation d'émettre de la Haute autorité — ont pris une place importante dans le paysage radiophonique français. On est loin, monsieur Gantier, de l'attitude frileuse et répressive des gouvernements précédents et de l'opposition d'aujourd'hui, laquelle, en parlant des libertés, ne devrait pas avoir la mémoire si courte.

M. Bruno Bourg-Broc. Pas de provocation s'il vous plaît !

M. Bernard Schreiner. Cette ouverture se fait dans un cadre précis qui tient compte de deux éléments importants : une politique industrielle d'avenir avec les perspectives ouvertes par les capacités interactives de la fibre optique et une politique des programmes, que vous mettez en œuvre, monsieur le ministre, avec beaucoup de ténacité afin que la France soit maître...

M. Jean Foyer. Maitresse !

M. Bernard Schreiner. ... de son avenir dans un domaine important puisqu'il conditionne l'indépendance réelle d'un pays.

Dans cet édifice, il manque encore deux éléments indispensables. Il manque tout d'abord un cadre juridique valable pour l'ensemble des entreprises de communication, qu'elles soient nouvelles, comme celles qui sont liées aux nouvelles techniques de communication, ou anciennes, comme celles de la presse écrite. Il manque ensuite une loi garantissant les droits des auteurs, des artistes-interprètes et des producteurs dans le cadre de l'évolution rapide des moyens de communication audiovisuelle.

Avec votre projet de loi, monsieur le ministre, nous complétons donc en partie l'édifice. Il nous restera, avant la fin de la législature, à débattre du cadre juridique indispensable pour l'ensemble des entreprises de communication qui vont se développer et enrichir le patrimoine culturel de notre pays.

Avant d'en venir au projet de loi que vous nous présentez, je tenais à signaler la cohérence d'ensemble du projet gouvernemental et de la majorité concernant la communication dans tous ses aspects.

La loi du 11 mars 1957, dernière intervention du législateur en matière de droits d'auteur, a été soumise à l'explosion quantitative des techniques de communication : source d'incertitude

et donc génératrice de freinage, voire de blocage, cette loi n'est pas adaptée à la communication audiovisuelle. Elle ne répond, en effet, ni aux besoins de diffusions multiples des œuvres, sur différents médias, ni à la nécessaire et prochaine interconnexion des différents réseaux. La télédiffusion par câble, mais aussi les futures chaînes de télévision payante, par voie hertzienne ou par satellite, doivent pouvoir s'alimenter massivement dans notre patrimoine audiovisuel.

Il est de l'intérêt des réseaux et il est de l'intérêt des ayants droit que la vie d'une œuvre ne se limite pas à la première diffusion par un seul média : films cinématographiques, pour le grand public ou de répertoire, téléfilms et productions de la radio-télévision nationale, films d'entreprises, œuvres associatives, films scientifiques et éducatifs peuvent répondre aux goûts et à la demande de publics spécifiques.

A côté de productions nouvelles qui prendront — nous devons nous y engager — une place croissante dans les futures programmations, à côté des œuvres provenant de pays étrangers, notamment francophones ou européens, il convient que notre patrimoine actuel et futur soit disponible pour les nouvelles formes de communication qui se mettent en place dans le cadre de la loi de 1982.

N'oublions pas qu'autrement les blocages juridiques que nous n'aurions pas su éliminer défavoriseraient en définitive nos industries culturelles dans leur capacité de diffusion en France, mais aussi dans leur capacité d'exportation vis-à-vis de concurrents, notamment extra-européens, qui pourraient accroître à l'excès leur pénétration dans nos futurs réseaux.

De ce point de vue, l'enjeu est donc considérable.

Aussi faut-il s'assurer que les conditions d'exploitation des œuvres et de rémunération des ayants droit sont bien adaptées aux différents modes de diffusion envisageables, et qu'ainsi sera mis en place un cadre stimulant pour l'économie de la communication audiovisuelle.

Le projet répond à cet objectif par un double moyen : l'extension de la reconnaissance et de la protection des droits sur les œuvres et l'amélioration des conditions juridiques de la gestion des droits.

Il est en effet nécessaire et équitable de préciser les conditions de la rémunération des auteurs, proportionnellement aux recettes d'exploitation avec comme assiette, quand cela est possible, le prix payé par le public pour une œuvre déterminée : tel sera le cas, par exemple, pour certaines vidéothèques interactives des réseaux câblés qui permettront un accès individuel aux œuvres.

Il est tout aussi légitime que les artistes et interprètes bénéficient de l'exploitation des œuvres pour lesquelles leur apport artistique est essentiel et qu'une redevance soit instituée pour rémunérer les ayants droit en contrepartie des copies privées.

Il est excellent aussi de prévoir pour la gestion de ces droits, le principe de l'agrément, par le ministère de la culture, de sociétés chargées de la perception et de la gestion des droits, car elles joueront un rôle fondamental dans le dispositif qui va se mettre en place.

Le deuxième volet du projet de loi tend à permettre que les procédures et le coût de la gestion des droits ne soient pas disproportionnés aux recettes qui en résultent.

De même, il tend à simplifier et à clarifier les conditions d'autorisation et à établir la responsabilité de l'exploitation dévolue à un producteur.

Il convient d'éviter, ce qui est en réalité fort complexe, qu'une exploitation puisse soit n'aboutir à aucune forme de rémunération, soit conduire anormalement, à une double rémunération des ayants droit.

En ce domaine, il faut reconnaître l'intérêt et la complexité d'un dispositif devant répondre à des formes de diffusion actuelles ou futures, simples ou multiples. L'essentiel a été fort heureusement prévu : les relations entre les médias, satellites, télévision hertzienne, câble, ont été en partie explicitées, ainsi que les relations entre les producteurs et les ayants droit dans les diverses formes d'exploitation.

Cependant, dans ce cadre équilibré et précis, je tiens, monsieur le ministre, à mettre en évidence quelques points particulièrement notables pour l'alimentation en programmes français des futurs réseaux.

En effet, il est indispensable d'abord de prévoir, comme le fait le projet, les conditions d'interconnexion entre satellites, télévision hertzienne et réseaux câblés. Les articles 8 et 11 sont de ce point de vue essentiels pour le bon fonctionnement du système de communication qui se met en place.

Ainsi il est précisé qu'une seule rémunération des ayants droit correspondra à la reprise par un réseau câblé d'un programme diffusé par satellite, dès lors que les conditions adaptées de perception des droits dans les pays récepteurs sont établies.

La rediffusion simultanée par les réseaux câblés des chaînes de télévision « grand public » sera autorisée, ainsi que celle de toutes autres chaînes de télévision hertzienne, concessionnaires du service public.

Il est également précisé que cette retransmission simultanée par câble se fera « pour le compte et la responsabilité de l'organisme d'origine, pour desservir un public qui aura déjà été pris en compte dans l'auditoire de cet organisme lorsqu'il a reçu des auteurs l'autorisation de la diffusion de l'œuvre ». Un tel système, on le comprend bien, est équitable et respecte les intérêts de toutes les parties.

La question, plus délicate, de la gestion collective des droits inclus dans un vidéogramme déterminé, n'est pas prise en compte dans le projet; relativement technique, elle est néanmoins essentielle.

En effet, on sait que, notamment à la télévision, certaines œuvres peuvent contenir des dizaines d'inserts de films et de photographies dont les droits sont détenus par autant de producteurs différents: il s'agit là d'un cas évident de blocage juridique.

Il serait aberrant d'attendre du producteur qu'il conduise des dizaines de négociations dont l'enjeu financier individuel serait le plus souvent infime — parfois de l'ordre de quelques dizaines de centimes — pour libérer les droits d'un documentaire, dont la valeur artistique et éducative peut être cependant élevée et qui représente en fait des produits typiquement adaptés aux réseaux câblés.

La disproportion entre le coût et l'enjeu financier des négociations et le risque évident de blocage dans le cas de non-reprise conduisent en fait au gel définitif d'une partie de notre patrimoine: c'est absurde et inacceptable, alors que nous avons besoin d'en rendre disponible une grande partie.

Considérons un exemple précis, parmi tant d'autres: devons-nous admettre que la série documentaire sur l'art, *Les impressionnistes* de Max-Pol Fouchet, ne puisse jamais être diffusée sur les réseaux câblés, alors qu'une gestion collective des droits attachés à l'œuvre résoudrait la question au mieux des intérêts de toutes les parties en cause?

Enfin, sur un problème voisin, je vous demanderai dans quelle mesure on peut envisager la réutilisation sur les réseaux câblés de chaînes de programmes déjà constituées: par exemple, des chaînes nationales rediffusées en différé ou des chaînes à vocation internationale comme TV 5.

Il serait là aussi regrettable de devoir renoncer à ces ressources de programmes et une gestion collective des droits sur les différentes œuvres constituant le programme d'origine permettrait, seule peut-être, leur utilisation par les réseaux.

Encore faut-il noter, et c'est l'essentiel, que les ayants droit des œuvres doivent avoir la possibilité d'en interdire, quand cela est nécessaire, la télédiffusion.

Ainsi serait remplie l'une des fonctions fondamentales des réseaux: permettre la démultiplication de l'accès aux œuvres, sans porter atteinte aux possibilités, pour les ayants droit, d'un contrôle légitime de la diffusion.

Ma dernière remarque, monsieur le ministre, concerne l'article 20 qui exclut le câble du champ d'application de la licence d'exploitation instituée pour les programmes publiés à des fins de commerce. Cette distorsion du régime juridique entre les médias constituerait un frein injustifié pour le développement des canaux sonores.

En revanche, il est évident que la constitution de banques de programmes, qui va avoir lieu rapidement, permettant un accès interactif individuel des abonnés, pourrait entrer directement en concurrence avec l'exploitation des disques par le commerce de détail. Aussi une limitation peut-elle être introduite, en se référant à la loi du 29 juillet 1982 qui définit, dans son article 77, les services interactifs.

Compte tenu de la complexité et de l'ampleur du champ d'application du projet, mes observations ne mettent pas en cause la force de ce dernier. Je veux insister simplement sur une

nécessité: il ne faut pas que la défense, au demeurant normale, des intérêts des ayants droit empêche le développement des nouvelles techniques de communication et surtout des entreprises culturelles qui lui sont liées. Le travail considérable accompli par les rapporteurs, en particulier par mon collègue Alain Richard, permettra de répondre à certaines de ces remarques.

Ce projet, dans son ensemble, respecte les équilibres nécessaires entre des intérêts parfois divergents. Il répond aux besoins de la création et de la circulation des œuvres qu'implique la politique de communication qui s'élabore dans le cadre de la loi du 29 juillet 1982. Ce sera un cadre novateur, à la fois précis et souple, indispensable au développement des nouvelles formes de diffusion, que ce soit par la télédiffusion ou par les autres formes, complémentaires, de la communication audiovisuelle.

C'est donc avec conviction, monsieur le ministre, que le groupe socialiste votera le projet que vous nous proposez. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

M. le président. La parole est à M. Fuchs.

M. Jean-Paul Fuchs. Mes chers collègues, la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique peut être considérée comme un des « monuments » du droit français.

Elle est unanimement reconnue dans le monde comme l'une des plus protectrices du droit des auteurs. Elle a inspiré et continue d'inspirer de nombreuses législations étrangères.

C'est donc avec grande prudence qu'il convient d'aborder l'examen d'un texte proposant sa modification. On ne peut, sur ce point, qu'approuver l'exposé des motifs du projet qui nous est soumis.

Néanmoins, depuis vingt-sept ans le cadre législatif est demeuré inchangé, à un moment où l'on assiste à une véritable révolution des techniques de communication, à un extraordinaire mouvement de circulation des œuvres sur tous les supports, par tous les moyens de diffusion, par-delà les frontières: ainsi se posent en des termes nouveaux, le problème de la protection juridique de l'exploitation et celui de la rémunération des auteurs.

Deux questions orientent l'examen de ce projet, dont la rédaction a été précédée de nombreuses réflexions, commencées il y a de nombreuses années déjà, lors de l'ancien septennat.

La première question peut être ainsi formulée: comment renforcer la protection des créateurs face au développement des nouvelles technologies de la communication?

La seconde est tout aussi fondamentale: le souci d'offrir aux industries culturelles nationales un moyen de gagner les marchés mondiaux de la communication justifie-t-il certaines extensions du droit de cession consenti aux producteurs?

A titre préliminaire, je soulignerai notre étonnement de ne pas voir la « modernisation » de la loi de 1957 étendue aux programmes informatiques, puisque la législation française sur les brevets a exclu expressément du régime de la propriété industrielle les logiciels et les programmes d'ordinateurs.

Ce sont pourtant des « œuvres de l'esprit » dont les auteurs sont, tout autant que les autres, menacés par le pillage, le piratage, alors même que, du fait de l'évolution des techniques, leur travail de création ne connaît qu'une exploitation éphémère.

Il me paraît donc essentiel d'étendre expressément le bénéfice de la propriété littéraire et artistique aux logiciels et aux programmes d'ordinateurs destinés à l'usage privé du public, ce qui exclurait les systèmes d'exploitation et les logiciels destinés à un usage professionnel, et dont le régime juridique devrait être, par un texte spécifique, réintroduit dans le droit de la propriété industrielle.

Le projet qui nous est soumis organise la reconnaissance, au profit des artistes-interprètes, d'un droit « voisin » du droit d'auteur, conformément à la convention de Rome de 1961, non ratifiée par la France jusqu'à présent.

L'institution de droits voisins des artistes-interprètes, producteurs et entreprises de communication semble particulièrement nécessaire pour remédier au déséquilibre existant entre ce type de créateurs et les auteurs, protégés par la loi de 1957.

Actuellement, en effet, un chanteur ne « touche » rien lorsqu'une de ses chansons passe à la radio, dans une discothèque ou dans un magasin, sauf s'il est l'auteur ou le coauteur de la chanson. Certes, cela n'est valable que pour ce type de diffusion car, pour un disque, environ 50 p. 100 des recettes vont à l'auteur, 25 p. 100 à l'éditeur et 25 p. 100 aux artistes-interprètes.

Mais le problème se pose avec une grande acuité au moment où câbles, satellites, cassettes permettent l'utilisation illimitée d'un film ou d'un spectacle, si les artistes n'ont pas un droit de contrôle.

Encore faut-il noter que le vide, en la matière, est plus législatif que jurisprudentiel puisque la Cour de cassation a déjà reconnu des droits voisins aux artistes-interprètes. Radio-France a ainsi été condamnée à verser des arriérés pour tous les enregistrements diffusés depuis 1974.

On peut d'ailleurs se demander pourquoi le projet est plus restrictif en la matière que la jurisprudence actuelle.

Le juge estime que l'interprétation d'un artiste ne peut recevoir d'autre utilisation que celle à laquelle il a consenti expressément dans son contrat. L'artiste peut donc s'opposer à une diffusion qu'il n'a pas autorisée.

Pourtant le projet ne prévoit, sauf clause contraire, qu'un droit à rémunération en contrepartie de l'autorisation donnée par l'artiste d'utiliser sa prestation. Or, les faits l'ont abondamment prouvé, dans le cinéma par exemple, la « clause contraire » n'a jamais pu être introduite dans les contrats des artistes, même ceux des grandes vedettes.

Cette notion de la clause contraire justifie une deuxième réserve de notre part à l'égard du projet.

On peut s'étonner aussi que la rémunération doive être versée à l'auteur par le producteur lorsqu'on connaît, dans le domaine cinématographique notamment, la très grande instabilité de la production.

Les auteurs réclament à juste titre, que ce soit l'exploitant ou le diffuseur qui soit tenu au paiement des recettes proportionnelles qu'il encaisse directement.

Un tel système existe déjà, par exemple au profit de la S. A. C. E. M. pour la perception dans les salles au titre de la musique de films. Pourquoi ne l'avoir pas étendu à toutes les exploitations, à tous les droits d'auteur dans le présent projet ?

Un autre objectif affirmé de ce dernier est de compenser, par un nouveau mode de rémunération, les déséquilibres nés, au détriment des auteurs, des nouveaux procédés techniques permettant de copier les supports.

Conformément au principe posé par la loi de 1957, la copie faite par un particulier pour son propre usage reste licite. Toutefois, par l'instauration d'une redevance sur les supports vierges, cette copie devient en quelque sorte « payante ».

Les créateurs justifient cette disposition par l'augmentation du parc des lecteurs de cassettes. Les ventes de disques 33 tours, que l'on peut copier facilement, sont en chute constante ainsi que les droits des créateurs qui ne gagnent évidemment rien sur ces copies privées.

Comme l'a indiqué M. Foyer, le mécanisme de fixation et de répartition de la redevance sur les cassettes vierges est d'ailleurs pour le moins imprécis. Il fera naître, n'en doutons pas, de nombreux litiges.

Selon le projet la répartition devra être établie à partir d'estimations statistiques. Un tel système a valu précisément à l'industrie du disque, avant d'être écarté, bien des difficultés.

Que penser enfin de la perspective de voir la S. A. C. E. M., dont l'agrément, selon les dispositions du titre IV, est inévitable, renforcer encore sa situation de monopole en s'emparant de la majeure partie du produit de la redevance ?

Nous sommes prêts à payer, mais encore faut-il que cette répartition des droits soit correcte ! Je dis « nous » parce qu'il est certain que, dans la pratique, ce ne sera pas le fabricant qui fera les frais de la redevance, mais les acheteurs de cassettes.

L'augmentation consécutive à la redevance sera de l'ordre de deux francs pour les cassettes sonores et de huit à quinze francs pour les cassettes audiovisuelles.

Surtout, cette redevance constitue un prélèvement obligatoire de plus, après la taxe sur les magnétoscopes et un taux de T. V. A. de 33 p. 100 sur les disques et les matériels vidéo. A cet égard, n'aurait-on pas pu, monsieur le ministre, diminuer le taux de T. V. A. sur les disques comme cela a été promis, et aussi sur les cassettes, plutôt que de pénaliser les cassettes sonores en espérant faire redémarrer les ventes de 33 tours ?

On laisse d'ailleurs entendre que le ministre de l'économie et des finances serait peu favorable à la redevance sur les cassettes.

Certes, ce projet prévoit que le ministre de l'économie peut demander une deuxième lecture de la décision rendue par la commission composée d'ayants droit et de fabricants sur le montant de la redevance. Mais il ne peut se substituer à cette commission et sa décision, après réexamen, devient *ipso facto* applicable à tous les intéressés.

Le poids de la redevance va finalement peser sur les consommateurs. Elle risque aussi, par transfert de charges, de diminuer pratiquement la rémunération des auteurs malgré la précaution, purement formelle, prise par l'article 13. Elle va enfin grever le budget des sociétés de radiotélévision sans parler des radios libres qui trouveront motif à recourir plus largement à la publicité.

Mais tout cela serait secondaire si le projet de loi répondait à une question qui me semble déterminante : quelle est la clé de répartition de la rémunération entre les différents ayants droit ?

Les dispositions du titre IV soumettent les sociétés d'auteurs à l'agrément du ministre, à son contrôle et à un devoir d'information périodique sur le bilan de leur gestion.

Ces dispositions — M. Foyer l'a indiqué tout à l'heure — introduisent un dispositif dangereux qui peut mener le ministre de la culture à intervenir dans la liberté qu'ont les auteurs de s'organiser pour la redevance et la perception de leurs droits.

Je ne voudrais nullement vous faire un procès d'intention, monsieur le ministre, mais on peut se demander si des considérations politiques peuvent être absentes d'une telle mesure.

Mais la question principale me semble être celle de la rémunération équitable des artistes et des producteurs, donc celle de la répartition des fonds.

La rémunération des auteurs est déjà très inégale : sur les 43 000 adhérents que compte la S. A. C. E. M., 18 000 seulement perçoivent des droits, dont 12 500 moins de 3 000 francs par an. Et quoi l'activité de cette société contribue-t-elle à aider tous les auteurs ?

Il ne faudrait pas croire, d'ailleurs, que cette inégalité ne traduit que l'inégalité devant le succès. Les statuts de la S. A. C. E. M. sont un maquis où le droit de suffrage et les modalités de répartition sont censitaires.

Ses ressources actuelles sont considérables et supérieures chaque année à un milliard de francs. Les patrons de cirque lui versent 3,3 p. 100 de leurs recettes ; les discothèques, 8,25 p. 100 et, dans le cadre du forfait des sociétés d'auteurs, on peut estimer que la S. A. C. E. M. et la S. D. R. M., qu'elle contrôle aux deux tiers, perçoivent plus de 60 p. 100 des droits d'auteur versés au titre de la radio et de la télévision.

Une telle répartition traduit une situation à mon sens totalement périmée, celle où la diffusion concernait essentiellement des œuvres musicales sur les ondes de la radio. Au moment où le président de la S. A. C. D. — la société des auteurs et compositeurs dramatiques — alerte l'opinion publique sur la situation dramatique de la création audiovisuelle, ne faudrait-il pas réhabiliter, dans la répartition des droits versés par les sociétés de programmes, la rémunération des créateurs d'images ?

La commission des lois a adopté un amendement de son rapporteur aux termes duquel les sociétés de perception et de répartition des droits devront utiliser à des actions d'aide à la création et à la diffusion présentant un intérêt économique pour leurs membres au moins 25 p. 100 de la rémunération qu'elles perçoivent, l'affectation des sommes correspondantes étant décidée par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers. C'est là une excellente initiative.

Ces dispositions s'imposent face à l'envahissement des ondes françaises par la musique étrangère. Comment expliquer qu'à l'occasion d'un texte qui se propose de protéger les droits des créateurs, rien ne soit prévu expressément pour protéger la création française elle-même ?

Avec les règles actuelles, nullement contraignantes à l'égard de la politique menée par la S. A. C. E. M. et la S. D. R. M., on comprend que le producteur soit plus enclin à acquiescer la distribution pour la France de disques ou vidéos étrangers déjà commercialisés et testés qu'à miser sur un auteur français, avec les risques que cela comporte.

Et ce droit de péage abusif, néfaste à la création française, la S. A. C. E. M. le prélève à tous les niveaux, les plus modestes soient-ils, y compris sur les associations. Elle perçoit des droits élevés, systématiques, sur les différentes manifestations organisées par les associations locales. En cela, elle menace la pérennité des associations qui sont l'expression de la vie locale et qui, en créant des festivités, s'assurent un autofinancement souvent difficile à réaliser en dépit des efforts méritoires et désintéressés déployés à cette fin. C'est ainsi que de nombreuses

communes rurales, de nombreuses associations renoncent aujourd'hui à animer la vie locale, sachant la part considérable qu'il faudra réserver dans leurs budgets à la S. A. C. E. M.

On me répliquera que les redevances ainsi perçues conformément à l'article 35 de la loi de 1957 constituent un salaire pour les créateurs et ne peuvent donc être remises en question. Il reste qu'il est anormal que la redevance soit fixée à un tarif unique — 8.80 p. 100 des recettes applicable même aux manifestations musicales à but non lucratif. Ce n'est que lorsque le caractère musical est accessoire à la manifestation, que le taux peut être réduit. Cette hypothèse ne vise guère que le cas d'une kermesse avec séance dansante. Le ministre de la culture s'accommode-t-il de la disparition des bals populaires ?

Ne vaudrait-il pas mieux prévoir dans le projet de loi une exonération totale des droits de perception lorsque la manifestation est organisée par une association fondée sur le principe du bénévolat ?

Ne pourrait-on, par ailleurs, imaginer que la S. A. C. E. M. participe au soutien de la vie associative, instrument, souvent méconnu à Paris, de diffusion culturelle, en créant, par exemple dans chaque département, un fonds de péréquation permettant d'attribuer aux associations sans ressources des subventions pour l'organisation de leurs manifestations culturelles et éducatives ?

Mon intention n'est pas de crier : « A l'Assacem ! », pour reprendre un titre du *Canard Enchaîné* ! Mais avouez que le problème est réel. A l'occasion du titre IV relatif aux sociétés de perception et de répartition des droits, il eût été logique de l'aborder.

Il est probable que si la S. A. C. E. M. n'existait pas, il faudrait l'inventer. On ne peut que souhaiter l'existence d'un organisme professionnel garantissant les droits des créateurs, de même que l'on ne peut que se féliciter de la volonté des auteurs du projet d'assurer le développement des professions artistiques et culturelles face à l'explosion des techniques de communication et de renforcer la lutte contre le piratage et les contrefaçons diverses.

Je crois cependant que nous ne sommes pas allés jusqu'au bout des bonnes intentions et que l'on aurait dû insuffler à ce texte une ambition encore plus grande pour la création française. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. Bourg-Broc.

M. Bruno Bourg-Broc. C'est avec des sentiments mêlés que nous abordons l'examen du texte en discussion. Certes, il était urgent de légiférer pour défendre les intérêts des artistes et des producteurs et d'assurer, selon vos propres termes, monsieur le ministre, la juste rémunération de leurs travaux ainsi qu'un environnement favorable à la création.

Pourtant, il serait regrettable que certaines dispositions entraînent des effets contraires à l'intention de leurs auteurs. Le but de notre travail étant d'améliorer les lois, je souhaite appeler votre attention et celle de l'Assemblée sur certaines des difficultés qu'il contient.

Vos intentions sont louables, certes. J'observe, au demeurant, qu'un texte similaire était en cours d'élaboration au printemps 1961 et que, si l'histoire avait suivi un autre cours, nous n'en serions pas moins en train de discuter un projet de loi qui, sur le principe, ne différerait pas essentiellement du vôtre. Peut-être aurions-nous fait en sorte que la représentation parlementaire — permettez-moi de le noter au passage — examine de façon plus satisfaisante, dans des conditions moins précipitées, un texte qui n'est pas anodin. Peut-être aurions-nous prévu que l'avenir des auteurs de ce pays n'aurait pas été interrompu par un vote sur le beurre et la margarine, ainsi que cela va être le cas dans quelques minutes.

M. Alain Richard, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. On voit que vous n'avez pas connu la précédente législature !

M. Bruno Bourg-Broc. Je l'ai connue aussi bien que vous, monsieur Richard, mais dans d'autres conditions !

S'il fallait un tel texte, c'est que l'accélération extraordinaire des techniques de communication audiovisuelle a rendu obsolètes en moins d'une génération de nombreuses dispositions de la loi de 1957.

On entend parfois dans les facultés de droit qu'au regard de la loi un accord identique de voiture se traite de la même façon que le heurt entre deux chars à bœufs ou entre deux voitures à cheval. Toutes proportions gardées, il en est de même de la législation actuelle sur les droits d'auteur en matière de communication audiovisuelle.

M. Alain Bonnet. N'importe quoi !

M. Bruno Bourg-Broc. Il n'est pas question ici de jeter la pierre au législateur de 1957, dont le seul manquement aura été de ne pas prévoir le développement fantastique des techniques de reproduction.

M. Alain Bonnet. Rien que ça !

M. Bruno Bourg-Broc. Nul juriste n'est tenu d'être prophète...

M. Jean Foyer. Heureusement !

M. Bruno Bourg-Broc. ... et, à l'époque, la télévision n'était pas encore universellement présente, on en était à l'âge du pick-up et le magnétoscope relevait de la science-fiction.

Il semblerait, du reste, ainsi qu'en témoigne la rédaction de l'article 1^{er}, que vous ayez eu le souci d'empêcher la reproduction de ce phénomène en étendant aussi largement que possible le champ d'application du texte, en y incluant même des techniques qui n'ont pas encore vu le jour, évitant ainsi pour quelques décennies un nouveau recours au législateur. Si c'est le cas, vous aurez alors marqué l'histoire !

Mais s'il faut pallier les imperfections du droit qui sont causées par l'évolution accélérée des sciences et des techniques, il convient au moins autant de se soucier d'économie puisque les artistes et les producteurs sont souvent privés du fruit de leurs efforts et de leur courage par la législation en vigueur.

Certaines associations ont, du reste, appelé l'attention des parlementaires sur le fait que des sociétés de production ou de diffusion ne s'acquittaient d'aucun droit quand elles diffusaient des enregistrements musicaux. Cet état de choses ne doit pas durer indéfiniment et il est heureux que le présent texte vise à y mettre un terme, car il est préjudiciable tant aux artistes qu'aux producteurs et donc à l'ensemble de la société française.

Vous vous proposez donc, selon les termes de l'exposé des motifs, d'assurer une protection juridique adaptée aux intérêts et de leur garantir une rémunération équitable. Cela ne se refuse pas et, avouons-le, il faudrait beaucoup de méchanceté ou de sottise pour s'opposer à des intentions aussi louables !

Et pourtant, vous le savez bien, monsieur le ministre, ce qui importe dans un texte de loi, ce n'est pas l'intention, mais le texte lui-même, avec tout ce qu'il peut comporter de conséquences inattendues, sinon d'effets pervers.

Si je ne conteste pas qu'une rénovation s'imposait, je m'interroge sur la portée et les effets de diverses dispositions.

Il n'est pas indifférent de noter que l'exposé des motifs commence par de bien étranges formules. Il est question, par exemple, de « collectivité nationale ». Pourquoi ne pas parler simplement de « nation » ? Pourquoi, à la deuxième ligne, associer les œuvres de l'esprit et l'Etat ? C'est à croire que les rédacteurs — mais peut-être ne partagez-vous pas mon point de vue — sont de fervents lecteurs de Hegel et sans doute aussi de son épigone, Marx, pour juxtaposer ainsi l'esprit et l'Etat ! Cette remarque n'aurait pas de valeur autre que strictement philosophique si cette influence ne se retrouvait en plusieurs endroits du texte. Sans parler davantage de la rhétorique à laquelle le pouvoir actuel nous a habitués, observons que le projet véhicule des notions qu'il serait préférable d'éliminer, des notions condamnables dans leur principe, ainsi que l'exposait tout à l'heure Jean Foyer.

Par exemple, il est précisé que les sociétés de perception et de répartition des droits sont soumises à l'agrément du ministre chargé de la culture, et la possibilité de refus est expressément envisagée à l'article 36. Ce qui nous conduit à soupçonner cette disposition, qui, sans doute, pourraient se justifier, c'est que les mêmes termes se retrouvent dans d'autres projets en discussion portant sur la presse et sur l'enseignement libre.

Mes collègues de l'opposition ont dit ce qu'ils pensaient de la nécessité d'obtenir l'agrément d'une commission pour créer un journal. Vous n'ignorez pas, monsieur le ministre, que le

projet éducatif des établissements d'intérêt public devra recevoir l'agrément du recteur d'académie, qui est un officier ministériel. Il semble que le Gouvernement actuel souhaite vivement que rien ne se fasse dans le domaine culturel sans son agrément, qu'il s'agisse de presse, d'école ou de droits d'auteur.

La disposition à laquelle je viens de faire allusion n'est pas la plus fondamentale du texte. Il n'en reste pas moins que la généralisation de cette tendance peut inquiéter. Sous le Gouvernement auquel vous appartenez, les choses commencent par une volonté de « large concertation » et se terminent par l'instauration d'un « agrément », souvent préalable.

Par-delà cette notion d'agrément, il convient de s'interroger sur la nécessité de confier directement au ministre de la culture, quel qu'il soit — vous n'êtes pas visé, monsieur Lang — qui est un homme politique, le contrôle de fait des sociétés de perception et de répartition des droits.

L'un des principes les plus souvent mis en avant par le Gouvernement est celui de la décentralisation. Il était, certes, difficile de l'appliquer en l'occurrence, mais il n'était pas pour autant nécessaire d'aller aussi loin dans la direction opposée en confiant cette fonction au ministre de la culture en personne, plutôt qu'à un organisme indépendant du pouvoir.

Il y a lieu de s'interroger sur les raisons profondes d'un tel choix qui révèle bien plus une volonté de mainmise de l'Etat sur la vie culturelle et une sorte de jacobinisme que la volonté de libérer les individus de la contrainte étatique.

A cet égard, les articles 37 et 38 ne sont pas de pure forme : ils instituent un arsenal qui pourrait bien servir à renforcer le lien, souvent exagéré mais, hélas ! traditionnel en France, qui réunit l'artiste et le pouvoir politique.

M. Alain Bonnet. Ils dépassent tous leur temps de parole, ce soir !

M. Bruno Bourg-Broc. C'est la raison pour laquelle, M. Jean Foyer, dans divers amendements, en propose la suppression. Ici encore, sous la rhétorique moderniste, perce un comportement archaïque car le Prince semble désirer avoir la haute main sur l'organisme chargé de distribuer les vivres aux artistes.

Monsieur le ministre, avez-vous pensé à Colbert et à Louis XIV ?

M. Alain Bonnet. Bien sûr !

M. Bruno Bourg-Broc. C'est, d'une certaine manière, la pensée du ministre, c'est ce que vous voulez dire, monsieur Bonnet ?

M. Jean Foyer. Il n'est pas désobligeant d'être comparé à Colbert !

M. Gilbert Gantier. Et encore moins à Louis XIV !

M. Alain Bonnet. Il faut que vous concluez, on va être pris par la margarine !

M. Bruno Bourg-Broc. Vous allez protester que vos intentions sont pures, ce que je suis disposé à croire...

M. le président. Veuillez conclure, monsieur Bourg-Broc.

M. Alain Bonnet. Merci, monsieur le président !

M. Bruno Bourg-Broc. Je conclus, monsieur le président.

... mais notre devoir de législateur est de ne rien laisser subsister dans la loi qui soit susceptible d'être détourné. Pour ces raisons, les articles 36 à 38 ne doivent pas être votés.

M. Maurice Druon a évoqué ce matin « une autre liberté qu'on étrangle ».

M. Alain Richard, rapporteur. M. le ministre y a fait allusion !

M. Bruno Bourg-Broc. Je voudrais vous donner raison, monsieur le ministre, et penser avec vous qu'il se trompe comme vous l'avez, en termes peu élégants d'ailleurs, insinué. Malheureusement, je crois en conscience que ce n'est pas le cas et je partagerais volontiers l'avis de M. Druon, selon lequel « la dictature, quels que soient les masques sous lesquels elle avance, use toujours du même procédé : l'étatisation de l'esprit ». Nous n'en sommes pas là, s'écrient certaines âmes naïves.

M. Bernard Schreiner. Pourquoi le dites-vous, alors ?

M. Jean Foyer. Nous n'en sommes pas là, mais nous y allons !

M. Bruno Bourg-Broc. Je vous donne volontiers acte, monsieur le ministre, que telle n'est pas votre intention, mais l'intention est souvent débordée par les réalités et les faits.

M. Bernard Schreiner. C'est vous qui faites un procès d'intention !

M. Bruno Bourg-Broc. Je souhaiterais enfin...

M. le président. Monsieur Bourg-Broc, je vous en prie !

M. Bruno Bourg-Broc. Je conclus, monsieur le président.

M. le président. Vous n'arrêtez pas de conclure ! Je vous laisse encore dix secondes !

M. Bruno Bourg-Broc. Je souhaiterais donner un autre exemple de dérapage juridique contenu dans ce texte. Il s'agit de l'article 17, qui assimile la présomption de consentement de l'artiste-interprète à la présomption de cession du droit d'auteur. La mise en application de cet article aura des effets contraires à l'esprit de la loi. Dans le cas d'un artiste de variétés engagé par un comité des fêtes, employeur occasionnel, et qui donnera son accord pour que la radio locale retransmette en différé une partie de son récital, il y aura fixation et ladite radio pourra exploiter les enregistrements à son gré, sans limitation aucune dans le temps, ni quant au mode d'exploitation.

Le recours systématique à la « clause contraire » prévue au premier alinéa de cet article conduira à une épreuve de force qui entraînera elle-même une désorganisation des rapports professionnels préjudiciable à l'ensemble de ce secteur d'activité.

En un mot, monsieur le ministre, il semble que vous profitiez d'une refonte législative nécessaire pour faire entériner un certain nombre de mesures éminemment discutables. L'image qui vient spontanément à l'esprit est celle de l'appât et de l'hameçon. L'appât, c'est la nécessité de rémunérer équitablement artistes et producteurs, obligation à laquelle nul ne souhaite se dérober. L'hameçon, c'est, notamment avec les articles 36 à 38, un renforcement du pouvoir politique sur les artistes.

M. Alain Bonnet. N'importe quoi !

M. Bruno Bourg-Broc. Cela nous conduirait, sous une législation à majorité socialiste, à renouer avec des pratiques d'ancien régime. De grâce, monsieur le ministre, évitez-nous cela, épargnez-nous au moins ces articles-là ! (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. Bernard Schreiner. Et vous, épargnez-nous vos discours !

M. le président. La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. Monsieur le ministre, je tiens d'abord à regretter les déplorables conditions de travail que le Gouvernement impose à l'Assemblée. Même si le projet de loi que vous nous soumettez ambitionne, comme il est dit dans l'exposé des motifs, de « rattraper le temps perdu en donnant aux ayants droit de la création — auteurs, artistes et producteurs — les moyens juridiques de dominer les conséquences dommageables ou incertaines des évolutions techniques modernes », je regrette une fois encore que l'Assemblée soit obligée de légiférer en fin de session, en fin de semaine et en fin de séance, en quelque sorte à la va-vite, sur un texte aussi important, par ses conséquences, par sa complexité et par son dispositif même, puisqu'il comporte près de cinquante articles. Pourquoi cette précipitation alors même que, depuis vingt-sept ans, le Parlement n'a pas eu à légiférer directement sur le droit de la création ?

M. Georges Labazée. C'est bien dommage !

M. Gilbert Gantier. Votre projet, monsieur le ministre, répond à une certaine attente puisqu'il se propose d'adapter les dispositions de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique au développement de l'audiovisuel et aux nouvelles techniques de la communication. Comme l'a souligné M. Bourg-Broc, ce projet — il faut être juste — était en préparation avant le mois de mai 1961.

Votre texte est ambitieux. Un journaliste n'a-t-il pas écrit que « vouloir fixer les grands équilibres entre partenaires de la création relève du défi » ?

Défi en effet : d'un côté, il s'agit de préserver la rémunération des créateurs, de l'autre, de ne pas entraver l'essor des entreprises par un excès de charges, de bureaucratie et de corporatisme, et de ne pas soumettre la production intellectuelle au contrôle d'une autorité publique.

Défi encore d'avoir voulu traiter dans un même texte des œuvres sonores et des œuvres audiovisuelles dont le statut ne saurait être le même.

Face à tous ces défis, trouver un point d'équilibre relevait de la gageure et je ne suis pas certain que votre projet y parvienne, car il comporte certains dangers ou aboutit à des effets pervers.

Il est logique d'avoir étendu à l'ensemble des œuvres audiovisuelles le régime juridique applicable aux œuvres cinématographiques en élargissant le domaine de la présomption de cession des droits d'auteur au profit des producteurs. Mais, comme votre texte reconnaît aussi aux artistes-interprètes des droits nouveaux, en particulier celui d'autoriser ou d'interdire la diffusion de leurs prestations, vous risquez de provoquer une situation de blocage entre ces diverses professions puisque les producteurs bénéficient eux aussi d'une présomption de cession de l'utilisation de ces prestations.

Quant aux effets pervers, M. le rapporteur ne reconnaît-il pas qu'une solution devra être trouvée en distinguant le régime juridique applicable aux œuvres musicales et aux œuvres audiovisuelles, puisque les relations entre producteurs et artistes-interprètes ne sont pas les mêmes dans ces deux branches d'activité ?

Comme il est difficile également, monsieur le ministre, de trouver le juste équilibre économique que vous recherchez ! Si je prends l'exemple de l'industrie cinématographique, il est reconnu que les ressources apportées par les nouveaux médias sont loin de compenser les pertes de recettes que leur montée en puissance a provoquées en entraînant la récession de l'exploitation traditionnelle en salle.

Vous créez au profit des auteurs, des artistes-interprètes et des producteurs une rémunération à raison de la copie privée de leurs phonogrammes ou de leurs vidéogrammes. Cela se comprend. Mais, sans entrer dans des discussions interminables sur la réalité du préjudice en question, vous allez faire deux catégories de mécontents. Les consommateurs, d'une part, qui seront contraints de payer des droits sur l'achat des cassettes audio ou vidéo même utilisées à de tout autres fins que la copie privée, alors que le téléviseur et, chose étrange, le magnétoscope font déjà l'objet d'une redevance. Les fabricants, d'autre part, dont les matériels sont déjà frappés du taux majoré de la T. V. A., et qui s'étonnent de voir simultanément les pouvoirs publics prétendre souhaiter le développement d'une électronique grand public puissante et susciter de telles entraves à leur activité.

Je le répète, monsieur le ministre, votre projet répond à une attente, mais je crains que, par certains de ses dispositifs, il ne soulève autant de problèmes qu'il en résout. Je regrette que l'Assemblée ait disposé de trop peu de temps pour apprécier les mesures que vous nous proposez. J'espère donc que le Sénat bénéficiera de plus de recul que nous pour en juger et qu'il pourra, dans sa sagesse, améliorer ce texte qui en aura sûrement besoin. *(Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)*

M. le président. La parole est à M. Alain Bonnet, dernier orateur inscrit.

M. Alain Bonnet. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, le projet de loi relatif aux droits d'auteur présenté par le Gouvernement prend tout son sens dès l'instant qu'il s'inscrit dans un souci de rajeunir et d'adapter aux exigences des temps et des technologies modernes la loi du 11 mars 1957 que le professeur Desbois nous avait enseignée à la faculté de droit de Paris.

S'agissant du titre III qui crée une redevance privée rémunérant l'usage du droit à la copie privée « d'œuvres de l'esprit », on est toutefois en droit de se poser certaines questions.

Premièrement, il convient d'avoir présent à l'esprit que la copie privée n'est pas assimilable à la piraterie et que ses effets sont souvent plus limités qu'on est parfois tenté de le croire. En outre, on ne saurait oublier que les cassettes standard sont largement utilisées à de tout autres fins.

Deuxièmement, comme le souligne excellemment M. Alain Richard, à la page 59 de son rapport, sous quelle forme et où convient-il de percevoir la redevance ? Il n'est pas évident que la meilleure formule consiste à ce qu'elle incombe au fabricant ou à l'importateur.

Enfin, les matériels directement ou indirectement mis en cause — supports magnétiques vierges, magnétophones et magnétoscopes — sont passibles du taux majoré de T. V. A.

Il faut en outre prendre en compte le fait que le magnétoscope et le téléviseur font déjà l'objet d'une taxe annuelle d'usage dont le montant, cumulé tout au long de leur durée de vie, en double pratiquement le coût d'acquisition.

Isolée de ce contexte, la perception de charges nouvelles sur les cassettes vierges audio et vidéo peut apparaître comme ne devant pas avoir d'effet très sensible sur les usagers, pour autant, bien entendu, que les montants en soient très raisonnables. Mais venant s'ajouter à toute une série de taxes et de redevances diverses — dont l'une, celle applicable aux magnétoscopes, d'un montant de 612 francs, frappe d'autant plus les usagers existants ou futurs que notre pays semble en avoir l'exclusivité — cette perception supplémentaire soulève bien des interrogations.

On peut en particulier se demander si elle s'inscrit dans le cadre de la politique volontariste conduite par les pouvoirs publics en vue de développer et de stimuler l'industrie française des matériels audiovisuels, politique dont notre ami Laurent Fabius a exposé les grandes orientations à cette tribune. Il convient donc que le législateur ait conscience de la nécessité de ne pas susciter d'entraves législatives à la mise en œuvre des moyens propres à répondre à cet objectif, au moment où est examiné le projet de loi sur les droits d'auteur et les droits voisins dont, au nom de mes amis radicaux de gauche, j'approuve l'objet essentiel : favoriser la création et la défense des œuvres de l'esprit, mais en évitant de freiner l'évolution des technologies nouvelles créatrices d'emplois. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes.)*

M. le président. Puisqu'il est plus de vingt-trois heures, l'ordre du jour nous conduirait théoriquement à examiner les textes en navette. Mais le Gouvernement peut souhaiter qu'il en soit autrement. Voulez-vous répondre immédiatement, monsieur le ministre ?

M. Jack Lang, ministre délégué à la culture. Oui, monsieur le président.

M. le président. Vous avez la parole.

M. le ministre délégué à la culture. Je vous en remercie.

Au terme de cette discussion générale, je m'en tiendrai à l'essentiel. Les orateurs qui ont présenté des observations concrètes sur le projet de loi voudront bien attendre la discussion des articles pour que je leur réponde aussi précisément qu'ils le souhaitent. Au fur et à mesure de l'avancement de notre travail, je m'efforcerai, avec M. le rapporteur, d'améliorer le texte en tenant compte au mieux des appréciations ou des critiques formulées par les intervenants, M. Brunhes, M. Foyer, M. Schreiner, M. Fuchs, M. Bourg-Broc, M. Gantier et M. Bonnet.

Pour l'instant, je voudrais simplement m'arrêter sur une question de principe qui concerne l'agrément des sociétés d'auteurs et de perception. A ce propos, M. Foyer a opposé ce qu'il appelle un « droit républicain » à ce qu'il appelle un « droit rétrograde ».

Premièrement, monsieur Foyer, tous les pays européens — je dis bien tous — ont adopté des règles beaucoup plus sévères, bien plus contraignantes de contrôle public et parfois même de statut public sur les sociétés de perception. Doit-on considérer qu'ils aient tous une prédilection pour le « droit rétrograde » ?

Deuxièmement, je ne vais pas, avec un juriste aussi éminent que vous, engager une querelle de qualification juridique mais, contrairement à ce que vous avez indiqué, aucune « tutelle » ne figure dans le projet de loi. J'ai appris, parfois même en lisant vos ouvrages, ce que signifiait cette notion. Je puis donc affirmer que ce texte n'établit aucune tutelle, au sens du droit français, ni sur les actes ni sur les personnes. Il prévoit seulement — est-ce anormal dans une démocratie ? — un devoir de transparence et un devoir d'information.

Troisième observation, des gouvernements précédents dont vous faisiez partie ont institué des contrôles sur des organismes privés maniant des fonds publics...

M. Jean Foyer. Ce ne sont pas des fonds publics !

M. le ministre délégué à la culture. ... ou plutôt, excusez-moi, des fonds pour autrui. Les assurances et les caisses d'épargne en constituent des exemples manifestes.

Quant à M. Bourg-Broc, il s'est livré une fois de plus à un de ces procès d'intention auxquels il nous a habitués mais qui finissent par lasser, en se fondant sur une analyse sémantique

de l'exposé des motifs. Or que dit la première phrase ? « Il appartient à la collectivité nationale de favoriser la création des œuvres de l'esprit. » Comme l'écrivait ce matin M. Philippe Gavi dans *Libération*, c'est presque du Bossuet !

M. Bruno Bourg-Broc. Du mauvais Bossuet !

M. Jean Foyer. On ne trouverait guère le terme de « collectivité » sous sa plume !

M. le ministre délégué à la culture. Pour une fois, l'exposé des motifs rédigé par l'administration ne souffre pas d'inéligance, et je n'y vois vraiment pas, messieurs, ce qui pourrait justifier votre perpétuelle méfiance.

Pour conclure, j'observerai que tout cela ne mérite pas que le beau mot de « liberté » soit de nouveau brandi et accaparé par ceux-là mêmes qui ont multiplié les tribunaux d'exception, qui ont voté la loi anticasseurs, la loi « Sécurité et liberté »...

M. Bruno Bourg-Broc. Ce que vous dites est scandaleux !

M. Jean Foyer. Et complètement hors du sujet !

M. le ministre délégué à la culture. ... et qui ont fait inculper l'ancien premier secrétaire du parti socialiste, François Mitterrand, lorsqu'il avait créé, crime des crimes, une malheureuse petite radio libre, voilà six ans.

M. Jean Foyer. Je n'étais pas garde des sceaux !

M. le ministre délégué à la culture. Si vous souhaitez que ce débat soit sérieux, comme je l'espère moi aussi...

M. Bruno Bourg-Broc. Alors, renoncez à d'aussi piètres arguments !

M. le ministre délégué à la culture. ... avec d'autant plus de raison qu'un éminent juriste y participe, cessez — je vous en prie — de vous dresser comme des vierges éplorées quand le souvenir de tant d'actes antirépublicains vous colle à la peau.

Nous allons maintenant, monsieur le président, interrompre ce débat au profit de diverses navettes, pour permettre au Sénat de se prononcer de nouveau dans les plus brefs délais. Bien que vous feigniez d'en être surpris, messieurs de l'opposition, cela fait partie, en fin de session, des traditions de l'Assemblée. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La discussion générale est close.

La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

Je rappelle qu'à partir de maintenant peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alinéas 4 et suivants de l'article 99 du règlement.

Mais, conformément à l'ordre du jour prioritaire, nous allons interrompre la discussion du projet de loi relatif aux droits d'auteur. Nous la reprendrons après l'examen des trois textes en navette auquel nous devons procéder maintenant.

— 3 —

SUBSTANCES ANABOLISANTES

Transmission et discussion du texte de la commission mixte paritaire.

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

Paris, le 28 juin 1984.

Monsieur le président,

Conformément aux dispositions de l'article 45, alinéa 3, de la Constitution, j'ai l'honneur de vous demander de soumettre à l'Assemblée nationale, pour approbation, le texte proposé par la commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances.

Veillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

En conséquence, l'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (n° 2262).

La parole est à M. Claude Michel, suppléant M. François Patriat, rapporteur de la commission mixte paritaire.

M. Claude Michel, rapporteur suppléant. Monsieur le président, monsieur le ministre délégué à la culture, mes chers collègues, la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion, a abouti à un accord cet après-midi au Sénat.

La Haute Assemblée, dans sa lecture précédente, avait prévu un délai de six mois avant la mise en application de la loi alors que l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, en était restée à l'idée qu'il ne convenait pas d'introduire un délai. La commission mixte paritaire s'est finalement mise d'accord sur un délai de quatre mois.

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué à la culture.

M. Jack Lang, ministre délégué à la culture. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, le ministre de l'Agriculture, retenu en province, m'a demandé de vous présenter ce texte sur les anabolisants, en troisième lecture.

Votre rapporteur a parfaitement retracé les navettes ainsi que l'issue favorable de la réunion de la commission mixte paritaire. Je vous demande donc de bien vouloir adopter, conformément aux conclusions de la commission mixte paritaire, le texte sur les anabolisants.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Je donne lecture du texte de la commission mixte paritaire :

« Art. 3. — La disposition du second alinéa de l'article L. 617-17 du code de la santé publique cesse de s'appliquer aux médicaments contenant des substances anabolisantes dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire.

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

— 4 —

COMMERCE DU BEURRE ET FABRICATION DE LA MARGARINE

Discussion, en troisième et nouvelle lecture, d'un projet de loi.

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

Paris, le 28 juin 1984.

Monsieur le président,

J'ai été informé que la commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte sur le projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1997 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement demande à l'Assemblée nationale de procéder, en application de l'article 45, alinéa 4, de la Constitution, à une nouvelle lecture du texte qu'elle a adopté le 27 juin 1984.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

En conséquence, l'ordre du jour appelle la discussion, en troisième lecture, de ce projet de loi (n° 2268, 2270).

La parole est à M. Claude Michel, suppléant M. François Patriat, rapporteur de la commission de la production et des échanges.

M. Claude Michel, rapporteur suppléant. La commission mixte paritaire, qui s'est réunie cet après-midi, n'a pu que constater l'impossibilité de trouver un accord entre le Sénat et notre assemblée sur les dispositions qui restaient en discussion concernant ce projet de loi.

Le seul point de désaccord entre les assemblées réside dans le délai d'entrée en vigueur de la libéralisation du conditionnement de la margarine. Le Sénat a souhaité, en deuxième lecture, que le délai soit porté à deux ans, alors que l'Assemblée l'avait fixé à six mois. Il a été impossible aux membres de la commission mixte paritaire d'aboutir à un accord sur ce sujet.

En conséquence, la commission de la production et des échanges vous demande d'adopter le projet de loi dans le texte voté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture.

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué à la culture.

M. Jack Lang, ministre délégué à la culture. Monsieur le président, Mme Lalumière, retenue par d'autres obligations, vous prie de bien vouloir excuser son absence. Elle m'a demandé de présenter devant vous en troisième lecture le projet de loi tendant à modifier la loi du 16 avril 1897 relative à la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine afin de la mettre en conformité avec le droit communautaire.

Ainsi que M. le rapporteur suppléant vient de l'exposer, la commission mixte paritaire n'a pu parvenir à un accord. L'adoption de ce projet constitue pourtant un impératif, je dirais même une urgence pour préserver les intérêts économiques en cause, qu'ils soient laitiers ou margariniers.

Je vous rappelle en effet que l'évolution de la procédure de la Cour de justice européenne rend la condamnation de notre pays imminente. Les décisions de cette Cour ayant un effet direct dans l'ordre interne de notre pays, un vide juridique serait créé au détriment des professionnels français.

C'est pourquoi, soucieux que les efforts des margariniers français qui ont mené à bien leur reconversion technique ne soient pas réduits à néant et que les professionnels laitiers ne subissent pas de plein fouet les effets d'une déstabilisation du marché des corps gras, sans aucune des atténuations apportées par le projet de loi que vous avez adopté, le Gouvernement considère que le rétablissement du texte voté en deuxième lecture, assorti — cela est essentiel — de la suppression de tout délai d'application ou d'un délai aussi limité que possible, est seul de nature à permettre d'aboutir à une solution réaliste et équilibrée préservant les intérêts économiques des professionnels et les impératifs juridiques de mise en conformité de notre pays avec le droit communautaire.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi pour lesquels les deux assemblées du Parlement n'ont pu parvenir à un texte identique est de droit dans le texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture.

Je rappelle qu'à partir de maintenant, peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alinéas 4 et suivants de l'article 99 du règlement.

Articles 1^{er} à 4.

M. le président. « Art. 1^{er}. — Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 3 de la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Toutefois, les commerçants qui vendent le beurre exclusivement au détail sont autorisés à détenir et à vendre la margarine dans les mêmes locaux, mais dans une partie du magasin qui sera bien distincte de celle où se vend le beurre. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

« Art. 2. — Les articles 9, 10 et 11 de la loi du 16 avril 1897 modifiée, précitée, sont abrogés. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Un décret en Conseil d'Etat détermine, dans le respect des engagements communautaires de la France, les modalités de l'étiquetage, de la présentation, de l'information sur le lieu de vente et de la publicité relatives à la margarine. » — (Adopté.)

« Art. 4. — L'article 1^{er} entre en vigueur dans un délai de six mois à compter de la publication de la présente loi. » — (Adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

— 3 —

ETRANGERS SEJOURNANT EN FRANCE ET TITRES UNIQUES DE SEJOUR ET DE TRAVAIL

Discussion, en deuxième et nouvelle lecture, d'un projet de loi.

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

Paris, le 28 juin 1964

Monsieur le président,

J'ai été informé que la commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement demande à l'Assemblée nationale de procéder, en application de l'article 45, alinéa 4, de la Constitution, à une nouvelle lecture du texte que je vous ai transmis le 28 juin 1964.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

En conséquence, l'ordre du jour appelle la discussion, en deuxième lecture, de ce projet de loi.

La parole est à M. Roger Rouquette, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration de la République.

M. Roger Rouquette, rapporteur. Monsieur le président, madame le secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, mes chers collègues, la commission mixte paritaire n'ayant pu parvenir à l'adoption d'un texte commun, l'Assemblée nationale est appelée à se prononcer en nouvelle lecture sur le projet de loi relatif au titre unique de séjour et de travail. Ce projet substitue aux trois titres de séjour en vigueur deux titres : la carte de résident et la carte de séjour temporaire.

En première lecture, l'Assemblée nationale avait modifié le projet de loi principalement dans ses dispositions concernant l'ordre public et l'expulsion. Ainsi, elle avait adopté deux amendements disposant que la carte de séjour temporaire et la carte de résident peuvent être refusées à un étranger seulement dans le cas où sa présence constitue une menace pour l'ordre public, et non pas pour des motifs d'ordre public.

Elle avait, par ailleurs, supprimé, à l'égard de deux catégories d'étrangers non expulsables, la réserve tirée des nécessités de l'ordre public qui pouvait être opposée à leur demande de carte de résident.

En ce qui concerne l'expulsion, l'Assemblée nationale avait introduit une condition de durée de cinq ans, à l'intérieur de laquelle les condamnations à plusieurs peines d'emprisonnement sans sursis au moins égales au total à un an devront avoir été prononcées pour rendre possible l'expulsion.

Notre assemblée avait également assoupli certaines dispositions transitoires figurant à l'article 2 du projet de loi.

Elle avait enfin adopté plusieurs amendements d'ordre rédactionnel ou de portée technique.

Le Sénat a adopté sans modification un certain nombre d'articles, mais il n'a pas repris les principales modifications introduites par l'Assemblée nationale et a, d'une manière générale, adopté des dispositions restrictives à l'égard des travailleurs étrangers.

Ainsi, il est revenu au texte initial du Gouvernement sur la référence à l'ordre public quant aux demandes de carte de séjour temporaire ou de résident et sur la réserve tirée des nécessités de l'ordre public susceptible d'être opposée à la demande de carte de résident formulée par certaines catégories d'étrangers non expulsables. Par souci de cohérence, il a modifié également l'article 5 de l'ordonnance relatif à l'entrée des étrangers en France de manière que l'accès au territoire puisse être refusé pour des motifs d'ordre public et non plus à tout étranger dont la présence constituerait une menace pour l'ordre public.

En ce qui concerne les conditions d'obtention de la carte de résident, le Sénat est revenu au texte initial du Gouvernement et a prévu des conditions supplémentaires. Ainsi l'étranger qui sollicite une carte de résident serait, en outre, soumis à une enquête administrative et à un examen médical et devrait justifier d'une attestation certifiant qu'il est en situation régulier.

lière quant à ses obligations fiscales. Les étrangers condamnés à certaines peines d'emprisonnement sans sursis seraient, quant à eux, soumis à une période probatoire de cinq ans.

Le Sénat a, par ailleurs, supprimé le bénéfice de l'obtention de plein droit de la carte de résident au conjoint et aux enfants mineurs de dix-huit ans d'un étranger titulaire de la carte de résident autorisés à séjourner en France au titre du regroupement familial, estimant que le regroupement familial méritait d'être défini par voie législative.

La Haute Assemblée a supprimé l'automatisme du renouvellement de la carte de résident, bien que des dispositions analogues soient déjà prévues pour les résidents privilégiés.

S'agissant des dispositions transitoires, le Sénat s'est opposé à la délivrance de plein droit de la carte de résident aux étrangers actuellement titulaires d'une carte de résident ordinaire ou privilégié. Il a par ailleurs estimé que seuls les étrangers actuellement titulaires d'une carte de séjour temporaire et d'un titre de travail d'une durée de validité égale ou supérieure à trois ans pouvaient recevoir une carte de résident, sous réserve de l'appréciation de certaines conditions.

En ce qui concerne les dispositions concernant l'expulsion, le Sénat est revenu au texte initial du Gouvernement, supprimant, par voie de conséquence, la condition de délai de cinq ans à l'intérieur duquel les condamnations à plusieurs peines d'emprisonnement sans sursis au moins égales au total à un an devraient avoir été prononcées pour rendre possible l'expulsion.

Enfin, s'agissant de l'aide au retour — article 6 du projet de loi — le Sénat a réintroduit à cette occasion les dispositions de la proposition de loi présentée par M. Edouard Bonnefous et adoptée par le Sénat le 2 mai dernier.

La commission des lois vous propose de revenir au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture — à l'unanimité, je vous le rappelle — sauf en ce qui concerne deux dispositions sur lesquelles elle s'est ralliée aux modifications introduites par le Sénat. Il s'agit d'une part, à l'article 14 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 — article 1^{er} du projet de loi — de préciser que la résidence non interrompue d'au moins trois années en France ex gée pour obtenir la carte de résident doit être conforme aux lois et règlements en vigueur; d'autre part, de maintenir, dans l'alinéa premier de l'article 2, la disposition introduite par le Sénat, qui précise sans ambiguïté que ce sont les titulaires d'une carte de résident ordinaire ou privilégié qui reçoivent de plein droit la carte de résident à l'échéance de leur titre de séjour ou de travail, si celle-ci est antérieure.

La commission a, en outre, adopté un amendement présenté par le rapporteur à l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 — article 1^{er} du projet de loi — qui précise que les titulaires de la carte de résident exerçant une profession industrielle, commerciale ou artisanale sont dispensés de la carte d'identité de commerçant prévue par le décret du 12 novembre 1938.

Je terminerai, madame le secrétaire d'Etat, en évoquant deux points sur lesquels je souhaiterais obtenir des précisions.

Je reconnais qu'il ne faudrait pas, à l'avenir, encourager l'entrée en France métropolitaine — via la Guyane par exemple — de citoyens des Caraïbes, notamment de Haïtiens. Mais il conviendrait peut-être de faire en sorte que la situation de ceux qui sont actuellement en France et qui ont subi nombre de vicissitudes soit l'objet d'un examen bienveillant pour l'obtention de la carte de travail. Je pourrais citer plusieurs cas.

Par ailleurs, je souhaiterais également que la situation des titulaires d'une carte de travail A fasse l'objet d'un examen bienveillant lorsqu'ils solliciteront une carte de résident. Parmi eux, en effet, il y a parfois des régularisés qui travaillent dans des entreprises, de nettoyage notamment, qui ne donnent que des contrats de travail de trois ou six mois.

Compte tenu de ces précisions, la commission des lois vous demande d'adopter le projet de loi modifié par les amendements figurant dans le tableau comparatif du rapport écrit.

M. le président. La parole est à Mme le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés.

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. L'adoption par l'Assemblée, le 25 mai dernier, du projet de loi relatif aux cartes de résidents, a revêtu une importance d'autant plus grande que

la période est politiquement difficile, chacun d'entre nous le sait, et que la situation des étrangers pose un problème critique pour notre pays.

A la suite de l'exposé du rapporteur, je tiens à rappeler que la politique du Gouvernement repose sur deux bases : la stabilité du statut pour les étrangers vivant en France et, en contrepartie, une très grande fermeté à l'égard des flux migratoires.

En ce qui concerne la fermeté, monsieur Rouquette, je reconnais qu'elle est parfois difficile à appliquer, mais on ne saurait la diviser. Je suis certes extrêmement sensible aux problèmes posés par certaines catégories de travailleurs étrangers, mais il me paraît impossible de faire deux poids et deux mesures. En effet, nous ne parviendrons à bien insérer les communautés étrangères sur notre sol — je vous rappelle qu'elles représentent quatre millions de personnes — que si nous agissons afin que ne grossisse pas trop le flot des étrangers qui viennent dans notre pays. Nous devons donc impérativement nous en tenir à nos positions, non seulement quant à la stabilité du statut, mais aussi quant à la fermeté face aux flux migratoires.

Je vous remercie, monsieur le rapporteur, de m'avoir donné l'occasion de rappeler ces deux axes de la politique du Gouvernement. Ils sont indissociables.

Les amendements qui ont été apportés au projet initial l'ont beaucoup amélioré. Le texte que j'ai défendu aujourd'hui devant le Sénat m'a ainsi paru beaucoup plus complet, beaucoup plus étoffé que celui qui avait été proposé par le Gouvernement. Je remercie le rapporteur et le rapporteur pour avis, car le travail accompli en commission a été tout à fait remarquable. Mais le Sénat a modifié ce texte et l'accord n'a pas été possible en commission mixte paritaire.

Pourtant, il y a accord sur les lignes directrices ; il ne faut pas que l'arbre nous cache la forêt.

En effet, l'accord a été obtenu sur le fait que les résidents en France doivent avoir une stabilité de statut et que, par conséquent, une carte unique doit être le droit commun pour les étrangers qui vivent en France depuis plusieurs années.

Cependant, plusieurs points séparent les deux assemblées et c'est pourquoi n'a pu être élaboré un texte commun.

La première divergence tient au fait que le Sénat a rejeté l'aspect renouvelable du titre.

Par ailleurs, il a introduit dans le texte de nombreux articles relatifs au retour des travailleurs immigrés, alors que de telles mesures ont déjà été prises par décret en Conseil d'Etat, ce qui semblait juridiquement suffisant pour mettre en œuvre l'ensemble de la procédure du retour.

Je reviens donc devant vous ce soir, en deuxième lecture, pour une nouvelle étape et je me réjouis de la position adoptée par votre commission en cette occasion. Elle a réalisé un travail excellent, très solide, très équilibré et le texte auquel elle a abouti devrait, demain, devenir la loi de la République.

Je veux, enfin, monsieur le rapporteur, répondre d'une façon plus précise à vos deux interrogations.

D'abord, je connais bien le problème des Haïtiens en France, que vous avez évoqué. J'ai rencontré certains de leurs représentants et je suis au courant de leurs difficultés. Toutefois, il me semble difficile, je le répète, de faire deux poids et deux mesures. Il me semble surtout délicat d'avoir, à l'égard des Haïtiens, deux attitudes différentes selon qu'ils vivent en métropole ou dans les départements d'outre-mer. Il me paraît donc impossible d'agir comme vous le souhaitez.

Je sais qu'en ce domaine, il est parfois difficile de s'en tenir à la fermeté ; mais je sais aussi que cette fermeté est la condition même de la dignité des quatre millions de travailleurs qui vivent dans notre pays aujourd'hui, compte tenu des difficultés inhérentes à l'emploi et des problèmes politiques. Vous savez d'ailleurs que des politiciens sans beaucoup de scrupules prennent pour cibles les travailleurs immigrés, ce qui ne facilite pas leur insertion dans la société française d'aujourd'hui.

Il me paraît donc difficile, monsieur le député, d'accéder aux désirs des Haïtiens. Cependant, comme toujours, je peux intervenir lorsque les situations sociales sont par trop dramatiques. Vous savez combien, dans ce domaine, je suis rigoureuse — trop rigoureuse, me dit-on souvent — mais je suis tellement persuadée que cette rigueur est la condition même de l'insertion des travailleurs immigrés que je ne peux pas transiger beaucoup. Ma seule possibilité d'intervention se limite donc à quelques cas sociaux particulièrement dramatiques. Je suis tout à fait à votre disposition pour les examiner.

En ce qui concerne les étrangers actuellement titulaires de cartes d'un an pour le séjour et le travail, et non couverts par les dispositions transitoires actuelles, il ne m'apparaît pas possible d'envisager des dispositions systématiques. Leurs dossiers seront examinés un à un, cas par cas. Peu de personnes sont concernées mais il est nécessaire, compte tenu de leur présence récente en France, d'examiner leur situation au regard de l'emploi. La durée de leur contrat de travail n'est pas un obstacle mais la situation de l'emploi pose un problème que nous ne pouvons pas négliger en la matière.

Telles sont les observations que je voulais formuler avant la discussion des articles. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Monternole.

M. Bernard Monternole. Madame le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, curieux débat ! On aurait pu légitimement penser que le vote unanime intervenu en première lecture aurait conduit le Sénat, réputé pour sa sagesse, à voter un texte suffisamment proche de celui adopté par notre assemblée pour permettre la conclusion d'un accord en commission mixte paritaire. Or le texte qui nous revient du Sénat, même si son rapporteur a déclaré s'inscrire dans l'optique qui était proposée par le Gouvernement, modifie plus en profondeur qu'il n'y paraît les arêtes du projet de loi.

A notre goût, il sacrifie par trop à des modes ambiantes fâcheuses qui semblent marquer « l'étranger » d'une connotation péjorative. Il procède d'une philosophie trop exclusivement fondée sur une intégration-assimilation, philosophie qui est, semble-t-il, peu conforme aux souhaits de très nombreuses communautés étrangères. Et pour mieux réaliser cet objectif, il entend mieux mettre en évidence la précarité du statut d'étranger.

Cette démarche, nous ne souhaitons pas la partager, même si sa finalité lointaine consiste à rendre possible, à terme, la fusion des communautés dans un même ensemble national, mais à condition que soient respectés les particularismes culturels de chacune d'elles.

Ainsi, nous ne pouvons pas accepter les multiples réserves, verrous ou difficultés mis par le Sénat à l'obtention du titre unique.

Ainsi, nous ne pouvons souscrire au refus d'accorder, dans le cadre du regroupement familial, le titre de résident au conjoint. Sans pour autant nier les problèmes qui peut poser ce regroupement dans la vie quotidienne, il nous semble qu'il s'agit là d'une simple mesure de justice.

Enfin, nous réitérons notre opposition à la formulation sénatoriale qui nous paraît inapplicable, car contraire aux droits des personnes, de refuser à jamais aux enfants mineurs d'un travailleur bénéficiaire de l'aide à la réinsertion, toute possibilité de retour, toute possibilité d'autorisation de travail.

Cet après-midi, des représentants de l'opposition vantaient les mérites de la Haute Assemblée parce qu'elle avait supprimé les sanctions prévues à l'encontre de ceux qui, dans les radios locales privées, ne respecteraient pas la loi. Or si, en matière économique, la majorité sénatoriale fait preuve d'un curieux laxisme, très curieusement elle ne craint pas, à l'égard du travailleur migrant, d'insérer des articles répressifs qui tendent à les désigner comme des boucs émissaires ou, plus simplement, comme des personnes prédisposées à violer les lois et règlements.

L'idéologie sécuritaire ne doit pas imprégner le texte concernant le titre unique de séjour. Contrôler les flux migratoires est un devoir, insérer les populations étrangères une pratique de justice. Le texte voté en première lecture répondait à ce double objectif. Il faut donc revenir au texte initial. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi pour lesquels les deux assemblées du Parlement n'ont pu parvenir à un texte identique est de droit dans le texte du Sénat.

Je rappelle qu'à partir de maintenant, peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alinéas 4 et suivants de l'article 99 du règlement.

Article 1^{er}.

M. le président. « Art. 1^{er}. — Le chapitre II de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration est remplacé par les dispositions suivantes :

CHAPITRE II

Des différentes catégories d'étrangers selon les titres qu'ils détiennent.

« Art. 9. — Non modifié.

Section 1.

Des étrangers titulaires de la carte de séjour temporaire.

« Art. 10 et 11. — Non modifiés.

« Art. 12. — La carte de séjour temporaire délivrée à l'étranger qui apporte la preuve qu'il peut vivre de ses seules ressources et qui prend l'engagement de n'exercer en France aucune activité professionnelle soumise à autorisation porte la mention « visiteur ».

« La carte de séjour temporaire délivrée à l'étranger qui établit qu'il suit en France un enseignement ou qu'il y fait des études et qui justifie qu'il dispose de moyens d'existence suffisants porte la mention « étudiant ».

« La carte de séjour temporaire délivrée à l'étranger qui, désirant exercer en France une activité professionnelle soumise à autorisation, justifie l'avoir obtenue, porte la mention de cette activité, conformément aux lois et règlements en vigueur.

« La carte de séjour temporaire délivrée à l'étranger qui est autorisé à séjourner en France au titre du regroupement familial porte la mention « membre de famille ».

« La carte de séjour temporaire peut être refusée pour des motifs d'ordre public. »

« Art. 13. — Non modifié.

Section 2.

Des étrangers titulaires de la carte de résident.

« Art. 14. — Peuvent obtenir une carte dite « carte de résident » les étrangers qui justifient d'une résidence non interrompue, conforme aux lois et règlements en vigueur, d'au moins trois années en France. Pour le calcul de ce délai, n'est pas pris en compte le temps d'exécution des peines.

« La décision d'accorder ou de refuser la carte de résident est prise au vu des résultats d'une enquête administrative et d'un examen médical.

« Il est tenu compte par ailleurs des moyens d'existence dont l'étranger peut faire état, des conditions de son activité professionnelle et des faits qu'il peut invoquer à l'appui de son intention de s'établir durablement en France.

« La carte de résident peut être refusée pour des motifs d'ordre public. Il ne peut être délivré de carte de résident à un étranger qui a été condamné à une ou plusieurs peines d'emprisonnement au moins égales à un an sans sursis, pour des délits de droit commun qu'au terme d'une période de cinq ans.

« La carte de résident ne peut être délivrée qu'après production d'une attestation certifiant que l'intéressé est en situation régulière quant à ses obligations fiscales. »

« Art. 15. — Supprimé.

« Art. 16. — La carte de résident est délivrée de plein droit :

« 1^o Au conjoint étranger d'un ressortissant de nationalité française ;

« 2^o A l'enfant étranger d'un ressortissant de nationalité française si cet enfant a moins de vingt et un ans ou s'il est à la charge de ses parents ainsi qu'aux ascendants d'un tel ressortissant et de son conjoint qui sont à sa charge ;

« 3^o A l'étranger qui est père ou mère d'un enfant français résident en France à moins qu'il n'ait été déchu définitivement de l'autorité parentale ;

« 4° A l'étranger titulaire d'une rente d'accident du travail servie par un organisme français et dont le taux d'incapacité permanente est égal ou supérieur à 20 p. 100 ;

« 5° Supprimé.

« 6° A l'étranger qui a obtenu le statut de réfugié politique ;
« 7° A l'apatride justifiant de trois années de résidence, conformément aux lois et règlements en vigueur en France ;

« 8° et 9° Supprimés.

« Art. 17. — Sous réserve des nécessités de l'ordre public, la carte de résident est également délivrée de plein droit :

« 1° A l'étranger qui justifie, par tous moyens, résider en France habituellement et conformément aux lois et règlements en vigueur depuis qu'il a atteint au plus l'âge de dix ans ;

« 2° A l'étranger qui justifie, par tous moyens, résider en France conformément aux lois et règlements en vigueur depuis plus de quinze ans. Pour le calcul de ce délai, n'est pas pris en compte le temps d'exécution des peines.

« Art 17 bis. — La carte de résident est valable dix ans. Elle peut être renouvelée, sous réserve de l'appréciation des conditions fixées aux deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 14.

« Art. 18. — Lorsqu'elle a été délivrée à un étranger résidant sur le territoire de la France métropolitaine, la carte de résident en cours de validité confère à son titulaire le droit d'exercer, sur ce territoire, la profession de son choix, dans le cadre de la législation en vigueur.

« Les dispositions législatives applicables aux résidents privilégiés le sont également aux titulaires d'une carte de résident. »

M. Roger Rouquette, rapporteur, a présenté un amendement, n° 1, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :

« La carte de séjour temporaire peut être refusée à tout étranger dont la présence constitue une menace pour l'ordre public. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Roger Rouquette, rapporteur. Il s'agit de rétablir le texte voté par l'Assemblée nationale.

Cet amendement concerne l'ordre public dont on a beaucoup parlé au cours de la première lecture.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Roger Rouquette, rapporteur, a présenté un amendement, n° 2, ainsi rédigé :

« Supprimer la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 14 de l'ordonnance du 2 novembre 1945. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Roger Rouquette, rapporteur. Cet amendement reprend, je l'ai signalé dans mon exposé général, une disposition introduite par le Sénat, qui précise que la résidence non interrompue de trois ans en France dont doivent justifier les étrangers désireux d'obtenir une carte de résident doit être conforme aux lois et règlements en vigueur. Il supprime cependant, dans le calcul de ce délai, la disposition introduite par le Sénat selon laquelle n'est pas pris en compte le temps d'exécution des peines.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Roger Rouquette, rapporteur, a présenté un amendement, n° 3, ainsi rédigé :

« Substituer aux deuxième et troisième alinéas du texte proposé pour l'article 14 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 l'alinéa suivant :

« La décision d'accorder ou de refuser la carte de résident est prise en tenant compte des moyens d'existence dont l'étranger peut faire état, parmi lesquels les conditions de

son activité professionnelle et le cas échéant des faits qu'il peut invoquer à l'appui de son intention de s'établir durablement en France. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Roger Rouquette, rapporteur. Rétablissement pur et simple du texte adopté par l'Assemblée.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Roger Rouquette, rapporteur, a présenté un amendement, n° 4, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article 14 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :

« La carte de résident peut être refusée à tout étranger dont la présence constitue une menace pour l'ordre public. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Roger Rouquette, rapporteur. Il s'agit de rétablir le texte voté par l'Assemblée nationale, concernant l'ordre public.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 4.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Roger Rouquette, rapporteur, a présenté un amendement, n° 5, ainsi rédigé :

« Supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 14 de l'ordonnance du 2 novembre 1945. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Roger Rouquette, rapporteur. Rétablissement du texte de l'Assemblée nationale et suppression d'un ajout du Sénat.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Attendu que l'Assemblée nationale a voté ce texte à l'unanimité, vous comprendrez, monsieur le président, que l'avis du Gouvernement soit homogène.

M. le président. Il y a une certaine homogénéité également dans mes questions. (Sourires.)

Je mets aux voix l'amendement n° 5.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Roger Rouquette, rapporteur, a présenté un amendement, n° 6, ainsi rédigé :

« Rétablir le sixième alinéa (6°) du texte proposé pour l'article 16 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, dans le texte suivant :

« 5° Au conjoint et aux enfants mineurs de dix-huit ans d'un étranger titulaire de la carte de résident qui sont autorisés à séjourner en France au titre du regroupement familial ; ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Roger Rouquette, rapporteur. Rétablissement du texte de l'Assemblée nationale.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 6.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Roger Rouquette, rapporteur, a présenté un amendement, n° 7, ainsi rédigé :

« Dans le huitième alinéa (7°) du texte proposé pour l'article 16 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, supprimer les mots : « , conforme aux lois et règlements en vigueur ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Roger Rouquette, rapporteur. C'est le rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 7.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. **M. Roger Rouquette, rapporteur,** a présenté un amendement, n° 8, ainsi rédigé :

« Compléter le texte proposé pour l'article 16 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 par les deux alinéas suivants :

« 8° A l'étranger qui justifie, par tous moyens, résider en France habituellement depuis qu'il a atteint au plus l'âge de dix ans ;

« 9° A l'étranger qui justifie, par tous moyens, résider en France habituellement depuis plus de quinze ans. »

La parole est à **M. le rapporteur.**

M. Roger Rouquette, rapporteur. Idem.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 8.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. **M. Roger Rouquette, rapporteur,** a présenté un amendement, n° 9, ainsi rédigé :

« Supprimer le texte proposé pour l'article 17 de l'ordonnance du 2 novembre 1945. »

La parole est à **M. le rapporteur.**

M. Roger Rouquette, rapporteur. Cet amendement est la conséquence de celui que nous venons d'adopter.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 9.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. **M. Roger Rouquette, rapporteur,** a présenté un amendement, n° 10, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le texte proposé pour l'article 17 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945.

« Art. 17 bis. — La carte de résident est valable pour dix ans. Elle est renouvelée de plein droit. »

La parole est à **M. le rapporteur.**

M. Roger Rouquette, rapporteur. Rétablissement du texte de l'Assemblée :

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 10.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. **M. Roger Rouquette, rapporteur,** a présenté un amendement, n° 11, ainsi rédigé :

« Compléter le premier alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 par la phrase suivante :

« Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er} du décret du 12 novembre 1938, les étrangers exerçant une profession industrielle, commerciale ou artisanale titulaires de la carte de résident sont dispensés de la carte d'identité de commerçant. »

La parole est à **M. le rapporteur.**

M. Roger Rouquette, rapporteur. Cet amendement est l'un de ceux qui modifient quelque peu le texte initial de l'Assemblée.

Il a pour objet de dissiper une ambiguïté en précisant expressément que : « les étrangers exerçant une profession industrielle, commerciale ou artisanale, titulaires de la carte de résident, sont dispensés de la carte d'identité de commerçant. » Ils seront donc titulaires d'une carte unique valant à la fois autorisation de séjour et de travail.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Le texte voté par l'Assemblée en première lecture était flou et pouvait avoir des conséquences difficiles pour les travailleurs étrangers souhaitant s'établir dans une profession industrielle, commerciale ou artisanale.

A l'heure où la restructuration industrielle conduit de nombreux travailleurs étrangers à rechercher un emploi, il est nécessaire que l'ouverture sur l'ensemble des professions de notre pays soit la plus large possible.

Le Gouvernement est donc favorable à cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 11.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté.)

Article 1^{er} bis.

M. le président. « Art. 1^{er} bis. — Le cinquième alinéa de l'article 5 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 précitée est ainsi rédigé :

« La production des documents, visas et justifications prévus aux alinéas ci-dessus confère le droit d'entrer sur le territoire français. Toutefois, même en cas de production de ceux-ci, l'accès à ce territoire peut être refusé à tout étranger qui fait l'objet d'une interdiction du territoire, d'un arrêté d'expulsion, ou pour des motifs d'ordre public. »

M. Roger Rouquette, rapporteur, a présenté un amendement n° 12, ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 1^{er} bis. »

La parole est à **M. le rapporteur.**

M. Roger Rouquette, rapporteur. Il s'agit de supprimer un article qui avait été introduit par le Sénat et de revenir ainsi au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 12.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 1^{er} bis est supprimé.

Article 2.

M. le président. « Art. 2. — Les étrangers qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont titulaires d'une carte de résident ordinaire ou d'une carte de résident privilégié, ou détiennent l'une de ces cartes et un titre de travail dont l'échéance est antérieure à celle de l'un ou l'autre de ces titres de séjour, peuvent recevoir une carte de résident à la première échéance de l'un de ces titres de séjour ou de travail. Dans l'attente de cette échéance, ils bénéficient des droits attachés à la possession de la carte de résident.

« Les étrangers qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont titulaires d'une carte de séjour temporaire et d'un titre de travail d'une durée de validité égale ou supérieure à trois ans, peuvent recevoir une carte de résident à la première échéance de l'un de ces titres de séjour ou de travail, sous réserve de l'appréciation des conditions fixées aux deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 14 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 précitée.

« Lorsque le titre de séjour à renouveler a été délivré dans un département d'outre-mer, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à l'étranger qui en demande le renouvellement dans ce même département. »

M. Roger Rouquette, rapporteur, a présenté un amendement n° 13 ainsi rédigé :

« Dans la première phrase du premier alinéa de l'article 2, substituer aux mots : « peuvent recevoir », les mots : « reçoivent de plein droit ».

La parole est à **M. le rapporteur.**

M. Roger Rouquette, rapporteur. L'amendement n° 13 rétablit le texte de l'Assemblée nationale. Je signale au passage que, dans le premier alinéa de l'article 2, la commission des lois propose de maintenir la disposition introduite par le Sénat, qui lève une légère ambiguïté.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Pour !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 13.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Roger Rouquette, rapporteur, a présenté un amendement, n° 14, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'article 2 :

« Les étrangers qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont titulaires d'une carte de séjour temporaire et d'un titre de travail d'une durée de validité initiale supérieure à un an, reçoivent une carte de résident à la première échéance de l'un de ces titres de séjour ou de travail, sous réserve de l'appréciation de la condition fixée au troisième alinéa de l'article 14 de l'ordonnance du 2 novembre 1945. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Roger Rouquette, rapporteur. C'est le rétablissement du texte de l'Assemblée.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 14.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...
Je mets aux voix l'article 2, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 2, ainsi modifié, est adopté.)

Article 3.

M. le président. « Art. 3. — Le 7° de l'article 25 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, précitée, est ainsi rédigé :

7° L'étranger qui n'a pas été condamné définitivement ou bien à une peine au moins égale à un an d'emprisonnement sans sursis, ou bien à plusieurs peines d'emprisonnement sans sursis au moins égales, au total à un an. »

M. Roger Rouquette, rapporteur, a présenté un amendement, n° 15, ainsi rédigé :

« Compléter le deuxième alinéa de l'article 3 par les mots : «, prononcées au cours des cinq années écoulées.»

La parole est à M. le rapporteur.

M. Roger Rouquette, rapporteur. Il s'agit de rétablir le texte adopté par l'Assemblée.

Je signale que, dans cet article relatif à l'expulsion, le Sénat avait supprimé un certain radoucissement introduit par l'Assemblée en première lecture.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 15.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...
Je mets aux voix l'article 3, modifié par l'amendement n° 15.

(L'article 3, ainsi modifié, est adopté.)

Article 6.

M. le président. « Art. 6. — Une aide au retour volontaire des travailleurs étrangers est instituée jusqu'au 31 décembre 1985. »

M. Roger Rouquette, rapporteur, a présenté un amendement, n° 16, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 6 :

« Les étrangers qui quittent la France pour s'établir dans leur pays d'origine et qui bénéficient à ce titre, sur leur demande, d'une aide publique à la réinsertion, perdent les droits attachés aux titres de séjour et de travail qu'ils détiennent. Les intéressés restituent leurs titres et reçoivent une autorisation de séjour provisoire suivant des modalités fixées par décret. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Roger Rouquette, rapporteur. Rétablissement du texte de l'Assemblée.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 16.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 6 est ainsi rédigé.

Article 7.

M. le président. « Art. 7. — Cette aide est attribuée aux travailleurs étrangers permanents non ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne et ayant fait l'objet d'un licenciement.

« Son attribution est subordonnée au retour du travailleur, de son conjoint et de ses enfants mineurs dans leur pays d'origine dans un délai de deux mois à compter du licenciement. Elle interdit pour le bénéficiaire et les membres susmentionnés de sa famille tout travail ultérieur, rémunéré ou non sur le territoire français. »

M. Roger Rouquette, rapporteur, a présenté un amendement, n° 17, ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 7. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Roger Rouquette, rapporteur. Les amendements n° 17 à 22 suppriment des dispositions adoptées par le Sénat, qui reprenaient la proposition de loi déposée par M. Bonnefous, relative à l'aide au retour.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 17.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 7 est supprimé.

Article 8.

M. le président. « Art. 8. — L'aide au retour regroupe :

a) La somme correspondant au montant apprécié à la date du licenciement et dû au travailleur étranger au titre :

« Des allocations de chômage visées à l'article L. 351-3 du code du travail ;

« Ainsi que des allocations familiales dans la limite des droits constitués à la date du départ ;

b) Une indemnité forfaitaire représentative de la rémunération d'un stagiaire de la formation professionnelle, pendant six mois ;

c) Les indemnités de préavis, de licenciement et de congés payés ;

d) Une indemnité représentative des frais de voyage.

« Le travailleur étranger perçoit, avant son départ, les indemnités visées aux c) et d) ci-dessus. Les autres versements lui sont attribués pour moitié dès son arrivée dans le pays d'origine et pour moitié un an après, le cas échéant dans le cadre d'un accord bilatéral conclu avec le pays dont est ressortissant le bénéficiaire de l'aide. »

M. Roger Rouquette, rapporteur, a présenté un amendement, n° 18, ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 8. »

La commission s'est déjà exprimé sur cet amendement.

Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix d'amendement n° 18.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 8 est supprimé.

Article 9.

M. le président. « Art. 9. — Les travailleurs étrangers bénéficiaires de l'aide au retour et les membres de leur famille mentionnés au second alinéa de l'article 7 restituent leurs titres de séjour et de travail lors du premier versement de cette aide.

« Aucune autorisation de travail salarié ou non salarié ne peut plus être délivrée à aucun d'entre eux. »

M. Roger Rouquette, rapporteur, a présenté un amendement, n° 19, ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 9. »

M. le rapporteur l'a déjà soutenu.

Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 19.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 9 est supprimé.

Article 10.

M. le président. « Art. 10. — I. — La restitution des sommes reçues est exigée de quiconque :

« — a perçu l'aide au retour, soit en faisant de fausses déclarations, soit en prenant un faux nom ou une fausse qualité, soit en fournissant de faux renseignements ;

« — a perçu en totalité ou en partie l'aide au retour et travaille à nouveau en France ; il en est de même si l'un des membres de sa famille mentionnés au second alinéa de l'article 7 travaille en France, en contravention des dispositions des articles 7, second alinéa, et 9.

« II. — En conséquence, le premier alinéa de l'article 23 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 précitée est remplacé par les dispositions suivantes :

« Sous réserve des dispositions de l'article 25, l'expulsion peut être prononcée par arrêté du ministre de l'intérieur :

« — si la présence sur le territoire français d'un étranger constitue une menace grave pour l'ordre public ;

« — si un étranger n'est pas en mesure de restituer les sommes indûment perçues au titre de l'aide au retour, qui lui sont réclamées en application de l'article 10 de la loi n° du

M. Roger Rouquette, rapporteur, a présenté un amendement, n° 20, ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 10. »

Cet amendement a déjà été défendu.

Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 20.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 10 est supprimé.

Article 11.

M. le président. « Art. 11. — Des décrets en Conseil d'Etat déterminent les conditions d'application de la présente loi. »

M. Roger Rouquette, rapporteur, a présenté un amendement, n° 21, ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 11. »

M. le rapporteur l'a déjà soutenu.

Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 21.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 11 est supprimé.

Article 12.

M. le président. « Art. 12. — Un rapport d'application de la présente loi est présenté au Parlement avant le 31 décembre 1965. »

M. Roger Rouquette, rapporteur, a présenté un amendement, n° 22, ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 12. »

Cet amendement a déjà été défendu.

Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 22.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 12 est supprimé.

Titre.

M. le président. Je donne lecture du titre du projet de loi :

« Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et du code du travail, relatif aux étrangers séjournant en France et tendant à faciliter le retour volontaire des travailleurs étrangers dans leur pays. »

M. Roger Rouquette, rapporteur, a présenté un amendement, n° 23, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le titre du projet de loi :

« Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et du code du travail, et relatif aux étrangers séjournant en France et aux titres uniques de séjour et de travail. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Roger Rouquette, rapporteur. Il s'agit de rétablir le titre du projet de loi tel qu'il avait été adopté en première lecture.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 23.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, le titre du projet de loi est ainsi libellé.

Personne ne demande la parole ?..

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

— 6 —

DROITS D'AUTEUR

Reprise de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. Nous reprenons la discussion du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2160 et 2235).

Nous entamons la discussion des articles.

Article 1^{er}.

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

TITRE 1^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE

« Art. 1^{er}. — A l'article 3 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique, l'expression « œuvres cinématographiques et celles obtenues par un procédé analogue à la cinématographie » est remplacée par l'expression « œuvres cinématographiques et celles exprimées d'une manière analogue à la cinématographie, quels que soient le procédé de fixation, la nature du support et la première destination de la fixation, dénommées ensemble œuvres audiovisuelles ».

« Au même article, l'expression « œuvres photographiques de caractère artistique ou documentaire et celles de même caractère obtenues par un procédé analogue à la photographie » est remplacée par l'expression « œuvres photographiques et celles exprimées de manière analogue à la photographie, quels que soient le procédé de fixation, la nature du support et la première destination de la fixation ».

MM. Foyer, Bourg-Broc et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 24, ainsi libellé :

« Après les mots : « par l'expression », rédiger ainsi la fin du premier alinéa de l'article 1^{er} : « œuvres audiovisuelles et celles réalisées à l'aide de techniques analogues à la cinématographie, quels que soient le procédé, la nature du support et la première destination de l'objet obtenu ».

La parole est à M. Fuchs, pour soutenir cet amendement.

M. Jean-Paul Fuchs. Cet amendement se justifie par son texte même.

M. le président. La parole est à M. Alain Richard, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, pour donner l'avis de la commission.

M. Alain Richard, rapporteur. La commission a émis un avis défavorable parce que cette terminologie faisait apparaître l'œuvre audiovisuelle comme différente dans sa nature de l'œuvre cinématographique, ce qui était une source d'ambiguïté.

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué à la culture, pour donner l'avis du Gouvernement.

M. Jack Lang, ministre délégué à la culture. Il est conforme à celui de la commission.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 24.
(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. MM. Foyer, Bourg-Broc et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 25, ainsi libellé :

« Après les mots : « par l'expression », rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa de l'article 1^{er} : « œuvres photographiques et celles réalisées à l'aide de techniques analogues à la photographie, quels que soient le procédé, la nature du support et la première destination de l'objet obtenu. »

La parole est à M. Fuchs, pour soutenir cet amendement.

M. Jean-Paul Fuchs. Cet amendement se justifie par son texte même.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. L'objet essentiel de cet amendement est de remplacer l'expression : « œuvres exprimées » par l'expression : « œuvres réalisées », qui a paru plus propre à la commission. Elle a donc adopté l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre délégué à la culture. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 25.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Metzinger, rapporteur, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, saisie pour avis, a présenté un amendement, n° 43, ainsi rédigé :

« Compléter l'article 2^o par l'alinéa suivant :

« Au même article, après les mots : « les œuvres chorégraphiques », sont insérés les mots : « les numéros et tours de cirque. »

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Charles Metzinger, rapporteur pour avis. Cet amendement tend à prévoir que les numéros et tours de cirque, qui ont un caractère original et qui ont été fixés par écrit ou par tout autre moyen, bénéficieront de la protection par le droit d'auteur.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. D'accord !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre délégué à la culture. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 43.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements, n° 79 et 44, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 79, présenté par M. Fuchs, est ainsi rédigé :

« Compléter l'article 1^{er} par l'alinéa suivant :

« Le même article est complété par les mots : « ; les logiciels et produits-programmes informatiques conçus pour l'usage privé à des fins éducatives, culturelles ou de loisirs. »

L'amendement n° 44, présenté par M. Metzinger, rapporteur pour avis, est ainsi rédigé :

« Au même article, après les mots : « à la topographie, à l'architecture ou aux sciences », sont insérés les mots : « ; les logiciels d'ordinateurs. »

La parole est à M. Fuchs, pour soutenir l'amendement n° 79.

M. Jean-Paul Fuchs. J'ai donné, au cours de mon exposé, les éclaircissements nécessaires. Je n'y reviens pas pour abréger les débats.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis, pour soutenir l'amendement n° 44.

M. Charles Metzinger, rapporteur pour avis. Cet amendement vise à combler une lacune de notre législation.

Les logiciels d'ordinateurs ne peuvent pas être l'objet de brevets en vertu de la loi de 1968 qui les a expressément exclus de son champ d'application. Cette exclusion résulte essentiellement du fait que ne sont en principe brevetables que les innovations ayant un effet utile, selon la jurisprudence, et conduisant directement à un résultat industriel. Ne restaient comme moyens de protection que des actions en responsabilité civile ou en concurrence déloyale.

Depuis lors, plusieurs jugements ont estimé que la loi de 1957 sur le droit d'auteur leur était applicable. Il serait sans doute préférable d'élaborer un texte spécial pour les logiciels d'ordinateurs mais il a semblé à la commission des affaires culturelles que, dans cette attente, il convenait d'assurer une protection efficace pour ces créations.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. L'avis de la commission est défavorable au motif que l'urgence législative ne s'impose pas puisque précisément la jurisprudence a fourni au moins un début de cadre légal.

Compte tenu des variables à prendre en considération pour légiférer dans le domaine des droits intellectuels sur les logiciels et des préoccupations qui s'expriment dans la communauté scientifique, il ne paraît pas certain que la formule existante des droits d'auteur fournisse le meilleur cadre de protection de ces ressources intellectuelles. Plutôt que d'improviser par un amendement parlementaire, il nous semble préférable d'attendre que le Gouvernement, qui a engagé une réflexion sur la question et qui doit aussi tenir compte des législations en vigueur dans les autres pays membres de la Communauté européenne, fasse une proposition plus réfléchie et, disons synthétique, sur l'ensemble des problèmes de protection des logiciels.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre délégué à la culture. Le Gouvernement n'est pas hostile à un principe qui sous-tend l'amendement. Convient-il d'introduire une disposition à ce stade de la discussion ou vaut-il mieux, au contraire, nous donner quelques semaines pour élaborer un texte plus précis ? A l'Assemblée de juger.

M. le président. Monsieur Fuchs, maintenez-vous votre amendement ?

M. Jean-Paul Fuchs. Je le maintiens.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Charles Metzinger, rapporteur pour avis. Si je puis déduire de la réponse de M. le ministre qu'il n'est pas impossible que nous nous prononcions prochainement sur un texte spécifique, je serai d'accord pour retirer mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 44 est retiré.

Je mets aux voix l'amendement n° 79.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?..

Je mets aux voix l'article 1^{er}, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté.)

Article 2.

M. le président. « Art. 2. — Aux articles 14 et 15 de la loi du 11 mars 1957, l'expression « œuvre cinématographique » est remplacée par l'expression « œuvre audiovisuelle ».

Personne ne demande la parole ?..

Je mets aux voix l'article 2.

(L'article 2 est adopté.)

Article 3.

M. le président. « Art. 3. — L'article 16 de la loi du 11 mars 1957 est remplacé par l'article suivant :

« Art. 16. — L'œuvre audiovisuelle est réputée achevée lorsque la version définitive a été établie d'un commun accord entre, d'une part, le réalisateur, et, s'il y a lieu, les autres coauteurs, et, d'autre part, le producteur.

« Sous réserve des législations particulières et des décisions de justice, toute modification de cette version par addition, suppression, ou changement d'un élément quelconque, exige l'accord des personnes mentionnées à l'alinéa précédent.

« Les droits propres des auteurs, tels qu'ils sont définis à l'article 6, ne peuvent être exercés par eux que sur l'œuvre audiovisuelle achevée. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement, n° 1, ainsi rédigé :

« Après le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 16 de la loi du 11 mars 1957, insérer l'alinéa suivant :

« Tout transfert de l'œuvre audiovisuelle sur un autre type de support en vue d'un autre mode d'exploitation doit être précédé de la consultation du réalisateur. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Il s'agit de renforcer les conditions d'exercice du droit moral des auteurs d'œuvres audiovisuelles.

Lorsqu'une œuvre audiovisuelle est transférée d'un support à un autre, elle peut subir certaines modifications, notamment d'ordre esthétique. Il serait sans doute trop lourd d'accorder au réalisateur un droit de veto total au moment de ces opérations techniques, mais il nous semble utile de préciser qu'il doit être consulté.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre délégué à la culture. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'article 3, modifié par l'amendement n° 1. (L'article 3, ainsi modifié, est adopté.)

Articles 4 et 5.

M. le président. « Art. 4. — L'article 17 de la loi du 11 mars 1957 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 17. — Le producteur de l'œuvre audiovisuelle est la personne physique ou morale qui prend l'initiative et la responsabilité de la réalisation de l'œuvre.

« Le producteur peut être l'auteur ou l'un des coauteurs de l'œuvre s'il répond à la définition de l'article 14. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4.

(L'article 4 est adopté.)

« Art. 5. — A l'article 18 de la loi du 11 mars 1957, les expressions « ou radiovisuelle » et « ou radiovisuelles » sont supprimées. » — (Adopté.)

Après l'article 5.

M. le président. M. Fuchs a présenté un amendement, n° 80, ainsi rédigé :

« Après l'article 5, insérer l'article suivant :

« A l'article 48 de la loi du 11 mars 1957 il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Le contrat passé pour la publication et la diffusion des logiciels et produits-programmes informatiques conçus pour l'usage privé à des fins éducatives, culturelles ou de loisirs est soumis aux dispositions du présent chapitre. »

La parole est à M. Fuchs.

M. Jean-Paul Fuchs. L'amendement n° 79 ayant été repoussé, je retire l'amendement n° 80.

M. le président. L'amendement n° 80 est retiré.

Articles 6 et 7.

M. le président. « Art. 6. — A l'article 19 de la loi du 11 mars 1957, la deuxième phrase du premier alinéa est remplacée par la phrase : « Sous réserve des dispositions de l'article 63-1, il détermine le procédé de divulgation et fixe les conditions de celle-ci ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6.

(L'article 6 est adopté.)

« Art. 7. — A l'article 20 de la loi du 11 mars 1957, les mots « ou des droits d'exploitation » sont ajoutés à la suite des mots « droit de divulgation ». — (Adopté.)

Article 8.

M. le président. « Art. 8. — L'article 27 de la loi du 11 mars 1957 est remplacé par l'article suivant :

« Art. 27. — La représentation consiste dans la communication directe de l'œuvre au public, notamment :

« — par récitation publique, exécution lyrique, représentation dramatique, présentation publique, projection publique et transmission dans un lieu public de l'œuvre télédiffusée ;

« — par télédiffusion.

« La télédiffusion s'entend de la diffusion par un procédé de télécommunication quelconque de sons, d'images, de documents, de données et de messages de toute nature.

« Est assimilée à la télédiffusion d'une œuvre l'émission de signaux vers un satellite permettant :

« 1° Soit la réception directe de cette œuvre par le public ;

« 2° Soit la réception de cette œuvre par l'intermédiaire d'un organisme tiers, dès lors que les ayants droit de l'œuvre ne sont pas représentés par une organisation professionnelle d'auteurs habilitée, en vertu de la législation en vigueur sur le territoire concerné, à recueillir directement auprès de cet organisme les droits afférents à la mise à disposition de l'œuvre au public. »

MM. Foyer, Bourg-Broc et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 26, ainsi libellé :

« Après les mots : « la communication », rédiger ainsi la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 27 de la loi du 11 mars 1957 : « de l'œuvre au public par un procédé quelconque, et notamment : ».

La parole est à M. Fuchs, pour soutenir cet amendement.

M. Jean-Paul Fuchs. Cet amendement n° 26 a pour objet de donner une définition plus précise de la représentation et d'éviter qu'un distributeur pirate ne s'approprie un signal qui ne lui est pas destiné.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. La commission a adopté cet amendement qui améliore la rédaction de l'article 8.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre délégué à la culture. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 26. (L'amendement est adopté.)

M. le président. MM. Foyer, Bourg-Broc et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 27, ainsi rédigé :

« A la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 27 de la loi du 11 mars 1957, supprimer les mots : « projection publique et transmission dans un lieu public de l'œuvre télédiffusée ».

La parole est à M. Fuchs, pour soutenir cet amendement.

M. Jean-Paul Fuchs. Cet amendement a le même objet que le précédent.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Cet amendement n° 27 ne peut évidemment se comprendre qu'à la lecture de l'amendement n° 28 qui réintroduit la notion de projection publique et de transmission publique dans les différents cas de communication au public. C'est la raison pour laquelle la commission l'a adopté.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre délégué à la culture. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 27.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. MM. Foyer, Bourg-Broc et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 28, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 27 de la loi du 11 mars 1957 : « — par diffusion par tous moyens, télédiffusion par un procédé de télécommunication quelconque de sons, d'images, de documents, de données, de messages de toute nature, transmission de l'œuvre télédiffusée ou sa mise à la disposition du public par le moyen d'enregistrements. »

La parole est à M. Fuchs, pour soutenir cet amendement.

M. Jean-Paul Fuchs. L'argumentation est la même que pour les amendements n° 26 et 27.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. La commission a adopté cet amendement, qui précise la définition de la représentation et de la communication publiques.

Je signale toutefois à l'Assemblée que lorsque l'on explique que la télédiffusion consiste en « un procédé de télécommunication quelconque de sons, d'images, de documents, de données... » il va de soi qu'il s'agit d'une télécommunication à caractère collectif et que par conséquent la simple communication téléphonique ne saurait être couverte par cette définition.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 28.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. MM. Foyer, Bourg-Broc et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 29, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le dernier alinéa (2^e) du texte proposé pour l'article 27 de la loi du 11 mars 1957 :
« Soit la réception de cette œuvre par l'intermédiaire d'un organisme tiers. »

La parole est à M. Fuchs, pour soutenir cet amendement.

M. Jean-Paul Fuchs. Cet amendement se justifie par son texte même.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Nous en arrivons à un point essentiel du projet de loi : faut-il étendre la notion de représentation, avec ses conséquences sur l'exercice du droit d'auteur, au cas de rediffusion d'une œuvre à l'occasion d'une retransmission par satellite ?

Avec la formule préconisée par MM. Foyer et Bourg-Broc, les auteurs, privés de tout contrôle de la diffusion de leur œuvre dans le pays destinataire, devraient à nouveau donner leur autorisation à celui qu'on appelle l'injecteur, c'est-à-dire l'organisme responsable de l'émission vers le satellite. Il a semblé à la commission que cette apparente précaution risquait de se retourner contre les auteurs en entravant le dynamisme économique du secteur de la production en direction des satellites. C'est la raison pour laquelle elle a préféré un système plus souple.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 ?

M. le ministre délégué à la culture. D'accord avec le rapporteur !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 29.
(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement, n° 2, ainsi rédigé :

« Dans le dernier alinéa (2^e) du texte proposé pour l'article 27 de la loi du 11 mars 1957, substituer aux mots : « représentés par une organisation professionnelle d'auteurs habilitée », les mots : « contractuellement représentés par un organisme de perception habilité ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Cet amendement tend à renforcer les garanties dont peuvent bénéficier les auteurs préalablement à une rediffusion par satellite d'une de leurs œuvres qui touche ainsi un public nouveau.

Aux termes du projet, les auteurs perdraient le droit de s'opposer à la diffusion de leurs œuvres par satellite, puis par réseau câblé dans les pays d'accueil dès lors que le pays de réception donne aux auteurs une simple rémunération suivant le système de la licence légale. Cette disposition risquerait de soumettre les auteurs français à un mécanisme de contrôle et de perception des recettes par des institutions des pays étrangers qu'ils ne reconnaissent pas comme des mandataires crédibles pour la défense de leurs intérêts matériels.

Aussi la commission propose-t-elle de limiter l'application des dispositions prévues par le projet aux cas dans lesquels les ayants droit de l'œuvre sont contractuellement représentés par un organisme de perception habilité par la législation nationale.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre délégué à la culture. La précision apportée par l'adverbe « contractuellement » est tout à fait utile.

Il existe en effet des pays, notamment en Amérique latine, où les organismes officiellement habilités à percevoir les droits d'auteur sont en réalité incapables de le faire. Dans d'autres pays, comme l'U. R. S. S., la législation ne reconnaît pas les droits sur les œuvres radiodiffusées ou télévisées.

La précision apportée par l'amendement de la commission est importante. Néanmoins le Gouvernement souhaite que sur cette affaire difficile la réflexion se poursuive au cours du travail parlementaire.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 8, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 8, ainsi modifié, est adopté.)

Article 9.

M. le président. « Art. 9. — A l'article 31 de la loi du 11 mars 1957, l'expression « contrats de représentation et d'édition » est remplacée par l'expression « contrats de représentation, d'édition et de production audiovisuelle ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 9.

(L'article 9 est adopté.)

Article 10.

M. le président. « Art. 10. — Au 3^e de l'article 41 de la loi du 11 mars 1957, le mot « radiodiffusion » est remplacé par le mot « télédiffusion ».

« Il est ajouté au même article un alinéa ainsi rédigé : « Toutefois, l'auteur d'une œuvre fixée sur phonogramme ou vidéogramme a droit à une rémunération au titre de la reproduction de son œuvre réalisée dans les conditions mentionnées au 2^e du présent article et effectuée soit directement à partir de ce phonogramme ou vidéogramme, soit à partir de sa télédiffusion. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement, n° 3, ainsi rédigé :

« Après les mots : « dans les conditions mentionnées au 2^e du présent article », supprimer la fin du deuxième alinéa de l'article 10. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Cet amendement tend à supprimer une lourdeur de rédaction.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre délégué à la culture. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 10, modifié par l'amendement n° 3.
(L'article 10, ainsi modifié, est adopté.)

Article 11.

M. le président. « Art. 11. — L'article 45 de la loi du 11 mars 1957 est remplacé par l'article suivant :

« Art. 45. — Sauf stipulation contraire :

« 1° L'autorisation de radiodiffuser l'œuvre couvre la distribution par fil simultanée et intégrale de l'œuvre radiodiffusée, par l'organisme bénéficiaire de cette autorisation, sur tout ou partie du territoire de la République, à condition que cette distribution soit faite par lui-même ou par un organisme agissant sous sa responsabilité et pour son compte ;

« 2° L'autorisation de télédiffuser l'œuvre ne vaut pas autorisation de communiquer la télédiffusion de cette œuvre dans un lieu accessible au public. »

MM. Foyer, Bourg-Eroc et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 30, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le texte proposé pour l'article 45 de la loi du 11 mars 1957 :

« Sauf stipulation contraire, l'autorisation de télédiffuser une œuvre couvre l'ensemble des opérations de télécommunications faites par l'organisme bénéficiaire de la cession, à condition que la réception par le public se fasse dans les limites du domaine d'exploitation qui doit être prévu à l'acte de cession conformément aux dispositions de l'article 31, alinéa 3.

« En cas d'émission vers un satellite permettant une réception simultanée et intégrale, par l'intermédiaire d'un organisme tiers, l'autorisation donnée préalablement à cet organisme tiers, par les ayants droit d'une œuvre exonérée de toute rémunération l'opération d'émission de cette œuvre, à destination de cet organisme tiers.

« L'autorisation de télédiffuser une œuvre ne vaut pas autorisation de communiquer la télédiffusion de cette œuvre dans un lieu accessible au public. »

La parole est à M. Fuchs, pour soutenir cet amendement.

M. Jean-Paul Fuchs. Cet amendement se justifie par son texte même.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. La commission s'est opposée à cet amendement qui, en réalité, modifie profondément le système d'équilibre instauré par l'article 45 de la loi de 1957, dont l'article 11 du projet propose une nouvelle rédaction.

Aussi bien l'équilibre économique souhaitable que les engagements internationaux de la France conduisent à ce que seule soit couverte par l'autorisation de radiodiffuser une rediffusion par câble de la même œuvre, au même moment, sans aucune altération et sans aucune modification de la programmation.

L'amendement de M. Foyer s'écarte très nettement de ce système et élargit, semble-t-il, à l'excès les conséquences de la première autorisation de radiodiffusion en risquant, par conséquent, de léser de façon sensible les auteurs lorsque la nouvelle diffusion se traduit par un élargissement du public. C'est la raison pour laquelle la commission l'a repoussé.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre délégué à la culture. A ce stade de la discussion, le Gouvernement n'est pas favorable à l'adoption de l'amendement de M. Foyer. Néanmoins, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, la réflexion sur cette question méritera d'être approfondie.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 30. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 67, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le début du deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour l'article 45 de la loi du 11 mars 1957 :

« 1° L'autorisation de télédiffuser une œuvre par voie hertzienne couvre la distribution par câble simultanée et intégrale de cette télédiffusion, par l'organisme bénéficiaire... » (Le reste sans changement.)

Sur cet amendement le Gouvernement a présenté un sous-amendement n° 93 ainsi rédigé :

« Dans l'amendement n° 67, après les mots : « télédiffuser une œuvre par voie hertzienne », insérer les mots : « donnée à une entreprise relevant de la loi du 27 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 67.

M. Alain Richard, rapporteur. Cet amendement tend à définir de façon plus précise l'autorisation de radiodiffusion par voie aérienne qui est le fait générateur de l'autorisation en quelque sorte secondaire d'émettre sur un réseau câblé.

Il a paru préférable à la commission d'utiliser le terme de télédiffusion par voie hertzienne qui fait l'objet d'une définition stricte à l'article 8 du projet de loi. Ainsi, nous semble-t-il, seule peut être visée une autorisation donnée par un auteur qui s'adresse à un organisme de radiodiffusion qui par ailleurs est bénéficiaire d'une autorisation d'émettre sur le sol français.

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué, pour donner son avis sur l'amendement et défendre le sous-amendement n° 93 du Gouvernement.

M. le ministre délégué à la culture. Comme le rapporteur vient de l'indiquer, il doit être clair que l'autorisation de télédiffuser relève de la loi sur la communication audiovisuelle pour éviter que cette disposition ne puisse être appliquée en dehors d'un minimum de contrôle des ayants droit français. C'est une garantie supplémentaire de bonne application de la loi.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur ce sous-amendement ?

M. Alain Richard, rapporteur. La commission ne l'a pas examiné. A titre personnel, je dirai qu'il renforce le caractère opposable à tous de l'autorisation d'émission.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 93. (Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 67, modifié par le sous-amendement n° 93. (L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 68, ainsi rédigé :

« A la fin du deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour l'article 45 de la loi du 11 mars 1957, substituer aux mots : « faite par lui-même ou par un organisme agissant sous sa responsabilité et pour son compte », les mots : « effectuée par lui-même ou fasse l'objet d'un mandat limité à cette activité ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Cet amendement est le résultat d'un effort complémentaire de la commission pour insérer la nouvelle législation à l'intérieur du cadre des engagements internationaux de la France.

Il n'existe pas de procédure — interne, tout au moins — contraignant le législateur à respecter l'article 55 de la Constitution. C'est donc de notre probité que dépend la meilleure conformité possible de la législation à nos engagements internationaux.

Or, aux termes de l'article 11 bis de la convention de Berne, qu'il s'agit ici de respecter, l'auteur d'une œuvre radiodiffusée peut donner une nouvelle autorisation lorsque la demande de rediffusion par câble émane d'un organisme différent de celui à qui il a donné l'autorisation d'émettre.

Il nous semble donc que la mention « d'un organisme », même agissant sous la responsabilité ou pour le compte de l'organisme bénéficiaire de la première autorisation, serait « à la frange » du respect de nos engagements internationaux.

La commission a estimé qu'il serait plus judicieux de parler d'une communication ou d'une diffusion effectuée par lui-même ou faisant l'objet d'un mandat limité à cette activité, ce qui vise bien à préciser que la seule signification de la nouvelle diffusion par câble ne peut être que le résultat d'un accord contractuel entre l'organisme bénéficiaire de l'autorisation de radiodiffuser et celui à qui il confie la fonction de redistribuer sur un réseau câblé, et que cela est tout à fait exclusif de toute autre mission portant sur la programmation.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre délégué à la culture. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 68. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'article 11, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 11, ainsi modifié, est adopté.)

Article 12.

M. le président. — « Art. 12. — Il est ajouté au titre III de la loi du 11 mars 1957 un chapitre III ainsi rédigé :

CHAPITRE III

Du contrat de production audiovisuelle.

« Art. 63-1. — Le producteur est lié aux auteurs de l'œuvre audiovisuelle, autres que l'auteur de la composition musicale avec ou sans paroles, par un contrat qui, sauf clause contraire et sans préjudice des droits reconnus aux auteurs par les dispositions du titre II, emporte cession à son profit des droits exclusifs d'exploitation de l'œuvre audiovisuelle.

« Le contrat de production audiovisuelle prévoit la liste des éléments ayant servi à la réalisation de l'œuvre qui sont conservés, ainsi que les modalités de cette conservation.

« Art. 63-2. — La rémunération prévue à l'article 35 est due pour chaque mode d'exploitation.

« Lorsque le public paie un prix pour recevoir communication, directe ou indirecte, d'une œuvre audiovisuelle déterminée, cette rémunération est calculée sur ce prix, net de taxes.

« Sauf stipulation contraire, cette rémunération est versée aux auteurs par le producteur.

« Art. 63-3. — Le producteur fournit au réalisateur et, s'il y a lieu, aux autres coauteurs, au moins une fois par an, un état des recettes provenant de l'exploitation de l'œuvre selon chaque mode d'exploitation.

« A leur demande, il leur fournit toute justification propre à établir l'exactitude des comptes, notamment la copie des contrats par lesquels il cède à des tiers tout ou partie des droits dont il dispose.

« Faute pour le producteur de fournir les justifications nécessaires, il peut y être contraint par l'autorité judiciaire.

« Art. 63-4. — L'auteur garantit au producteur l'exercice paisible des droits cédés.

« Art. 63-5. — Le producteur de l'œuvre audiovisuelle assure à l'œuvre une exploitation conforme aux usages de la profession.

« Art. 63-6. — En vue du paiement de la rémunération qui leur est due au titre de l'exploitation de l'œuvre audiovisuelle, les auteurs bénéficient du privilège institué au 4^e de l'article 2101 et à l'article 2104 du code civil.

« Art. 63-7. — Le règlement judiciaire du producteur n'entraîne pas la résiliation du contrat de production audiovisuelle. Si la réalisation ou l'exploitation de l'œuvre est continuée en application des articles 31 et suivants de la loi n° du relative au règlement judiciaire, l'administrateur est tenu au respect de toutes les obligations du producteur, notamment à l'égard des coauteurs.

« En cas de cession de tout ou partie de l'entreprise ou de liquidation, l'administrateur, le débiteur, le liquidateur, selon le cas, est tenu d'établir un lot distinct pour chaque œuvre audiovisuelle pouvant faire l'objet d'une cession ou d'une vente aux enchères. Il a l'obligation d'aviser, à peine de nullité, chacun des auteurs et des coproducteurs de l'œuvre par lettre recommandée, un mois avant toute décision sur la cession ou toute procédure de liquidation. L'acquéreur est, de même, tenu aux obligations du cédant.

« Le réalisateur et, s'il y a lieu, les autres coauteurs, possèdent un droit de préemption sur l'œuvre, sauf si l'un des coproducteurs se déclare acquéreur. A défaut d'accord, le prix d'achat est fixé à dire d'expert.

« Lorsque l'activité de l'entreprise a cessé depuis plus de trois mois ou lorsque la liquidation est prononcée, le réalisateur et, s'il y a lieu, les autres coauteurs, peuvent demander la résiliation du contrat de production audiovisuelle. »

M. Fuchs a présenté un amendement, n° 81, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le texte proposé pour l'article 63-1 de la loi du 11 mars 1957 :

« Le producteur est lié aux auteurs de l'œuvre audiovisuelle par un contrat qui, sans préjudice des droits reconnus aux auteurs par les dispositions du titre II, confie, sauf clause contraire, au producteur les droits exclusifs d'exploitation de l'œuvre.

« Les droits figurant au contrat sont exploités par le producteur en qualité de cessionnaire.

« Le contrat de production audiovisuelle prévoit la liste et la nature des éléments originaux ayant servi à la réalisation de l'œuvre qui sont conservés, ainsi que les modalités de cette conservation. »

La parole est à **M. Fuchs**.

M. Jean-Paul Fuchs. Le projet se préoccupe d'assurer aux producteurs la libre disposition de tous les droits nécessaires aux exploitations sans autorisation préalable de l'auteur au cas par cas. Mais cela ne doit pas entraîner la dépossession de celui-ci.

Si, dans le texte gouvernemental, la clause contraire est possible, j'ai indiqué dans mon intervention que la portée pratique était quasiment nulle.

La présomption de cession est donc trop brutale. Cet amendement se propose de l'aménager en prévoyant une énumération précise des droits d'exploitation revendiqués par le producteur et en permettant à celui-ci de contacter avec le tiers en qualité de cessionnaire sans qu'une présomption puisse être opposée à l'auteur s'il vient à contester la nature des droits confiés.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement, qui a été déposé très récemment. Mais sa simple lecture soulève tout de même deux observations, que je livre à l'Assemblée.

En premier lieu, cet amendement ne fait pas réserve des droits propres des auteurs de compositions musicales, qui seraient donc inclus ici dans la présomption de cession.

En second lieu, il peut paraître paradoxal qu'un mécanisme instaurant une présomption légale de cession introduise ensuite des conditions de forme du contrat quant à l'ampleur de cette cession, qui seraient, me semble-t-il, la négation même de son caractère implicite.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre délégué à la culture. Même avis que la commission !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 81.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. **M. Fuchs** a présenté un amendement, n° 82, ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 63-1 de la loi du 11 mars 1957, supprimer les mots : « , autres que l'auteur de la composition musicale avec ou sans paroles, ».

La parole est à **M. Fuchs**.

M. Jean-Paul Fuchs. Cette disposition figure dans la loi de 1957.

Son fondement est simple : il s'agissait de ne pas paraître vouloir modifier, par voie législative, les statuts de la S.A.C.E.M., qui font depuis toujours obligation à ses membres de faire apport à la société, en toute propriété et pour toutes leurs œuvres, de la totalité des droits d'exploitation.

La puissance de la S.A.C.E.M. tire son origine de cette cession obligatoire, concevable lorsque la loi ne protégeait pas suffisamment les auteurs.

Après le régime nouveau proposé pour le contrôle de production audiovisuelle et les améliorations que tentent d'y apporter d'autres amendements, ce régime souverain n'a plus de raison d'être.

On peut tenir pour acquis que sa suppression ferait intervenir plus de démocratie dans le fonctionnement de la S.A.C.E.M.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. La commission n'a pas non plus examiné cet amendement. Mais je m'interroge quelque peu sur les motifs qu'invoque **M. Fuchs**. Ces droits font aujourd'hui l'objet d'une cession à caractère contractuel. Il ne nous paraît pas opportun, alors que ce secteur fonctionne de manière équilibrée, de remplacer un système fondé sur le contrat par un système fondé sur l'obligation légale.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre délégué à la culture. Même avis que la commission !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 82.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis saisi de quatre amendements, n° 94, 31, 83 et 4, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 94, présenté par MM. Jacques Brunhes, Le Meur, Maisonnat et les membres du groupe communiste et apparenté, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le texte proposé pour l'article 63-2 de la loi du 11 mars 1957 :

« La rémunération prévue à l'article 35 est due pour chaque mode d'exploitation cédé conformément à l'article 31.

« Lorsque le public paie un prix pour recevoir communication de l'œuvre audiovisuelle, cette rémunération est calculée sur ce prix net de taxes.

« Par arrêté du ministre chargé de la culture, les stipulations des accords intervenus entre les organisations représentatives des auteurs et des producteurs pourront être rendues obligatoires pour l'ensemble des intéressés. »

L'amendement n° 31, présenté par MM. Foyer, Bourg-Broc et les membres du groupe du rassemblement pour la République est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le texte proposé pour l'article 63-2 de la loi du 11 mars 1957 :

« La rémunération prévue à l'article 35 est due pour chaque mode d'exploitation. Sauf stipulation contraire, elle est versée par le producteur.

« Le taux et les modalités de calcul et de versement de la rémunération sont établis par accord entre les organisations représentatives des auteurs et des producteurs. Si la recette du producteur est calculée en fonction du prix payé par le public, la rémunération de l'auteur doit être elle-même fonction de ce prix.

« Les stipulations de cet accord peuvent être rendues obligatoires pour l'ensemble des intéressés par arrêté du ministre chargé de la culture. »

L'amendement n° 83, présenté par M. Fuchs, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le texte proposé pour l'article 63-2 de la loi du 11 mars 1957 :

« Le contrat de production de l'œuvre audiovisuelle détermine le domaine d'exploitation de chaque droit énuméré au contrat quant à son étendue, son mode, sa destination, son lieu et sa durée.

« Sauf les exceptions prévues à l'article 35, le contrat de production audiovisuelle doit comporter, pour chaque mode d'exploitation autorisé, une participation proportionnelle aux recettes provenant de la vente ou de l'exploitation de l'œuvre, notamment :

« — la représentation publique ou en tout lieu spécialement équipée à cet effet ;

« — la communication au public par mise à disposition de copies destinées à l'usage privé ;

« — la diffusion avec ou sans fil.

« Pour chaque mode d'exploitation autorisé, la participation proportionnelle est calculée sur le prix payé par le public chaque fois que la nature ou les conditions de l'exploitation le permettent. Dans le cas contraire la participation est proportionnelle aux encaissements bruts réalisés par le producteur ou, pour son compte, par le diffuseur. »

L'amendement n° 4, présenté par M. Alain Richard, rapporteur, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le texte proposé pour l'article 63-2 de la loi du 11 mars 1957 :

« La rémunération des auteurs est due pour chaque mode d'exploitation.

« Sans préjudice des dispositions de l'article 35, lorsque le public paie un prix pour recevoir communication d'une œuvre audiovisuelle déterminée et individualisable, elle est calculée sur ce prix, net de taxes, et elle est, sauf stipulation contraire, versée aux auteurs par le producteur. »

La parole est à M. Jacques Brunhes, pour soutenir l'amendement n° 94.

M. Jacques Brunhes. Notre amendement n° 94 tend à donner une nouvelle rédaction à l'article 63-2, notamment en supprimant son troisième alinéa, qui est redondant. En effet, ou bien le producteur est cessionnaire des droits, et il rémunère l'auteur, ou bien il n'est pas cessionnaire, et il ne le rémunère pas.

En outre, nous proposons d'introduire le principe d'une négociation collective nécessaire pour déterminer les taux de rémunération des auteurs.

M. le président. La parole est M. Fuchs, pour soutenir les amendements n° 31 et 83.

M. Jean-Paul Fuchs. M. Foyer propose de rédiger ainsi l'article 63-2.

« La rémunération prévue à l'article 35 est due pour chaque mode d'exploitation. Sauf stipulation contraire, elle est versée par le producteur.

« Le taux et les modalités de calcul et de versement de la rémunération sont établis par l'accord entre les organisations représentatives des auteurs et des producteurs. Si la recette du producteur est calculée en fonction du prix payé par le public, la rémunération de l'auteur doit être elle-même fonction de ce prix.

« Les stipulations de cet accord peuvent être rendues obligatoires pour l'ensemble des intéressés par arrêté du ministre chargé de la culture. »

Pour ma part, je propose, par l'amendement n° 83, la rédaction suivante :

« Le contrat de production de l'œuvre audiovisuelle détermine le domaine d'exploitation de chaque droit énuméré au contrat quant à son étendue, son mode, sa destination, son lieu et sa durée.

« Sauf les exceptions prévues à l'article 35, le contrat de production audiovisuelle doit comporter, pour chaque mode d'exploitation autorisé, une participation proportionnelle aux recettes provenant de la vente ou de l'exploitation de l'œuvre, notamment :

« — la représentation publique ou en tout lieu spécialement équipé à cet effet ;

« — la communication au public par mise à disposition de copies destinées à l'usage privé ;

« — la diffusion avec ou sans fil.

« Pour chaque mode d'exploitation autorisé, la participation proportionnelle est calculée sur le prix payé par le public chaque fois que la nature ou les conditions de l'exploitation le permettent. Dans le cas contraire, la participation est proportionnelle aux encaissements bruts réalisés par le producteur ou, pour son compte, par le diffuseur. »

En effet, la rédaction de l'article 63-2 reproduit et pérennise les errements actuels où l'auteur ne perçoit ses droits que sur une assiette qu'il ne peut contrôler — sauf à demander avec quelles difficultés ! — l'expertise des comptes de production.

Le plus souvent, aussi, le producteur fait masse de toutes les recettes et couvre les éventuels déficits d'une exploitation en salle mal programmée par des recettes de télévision ou de vidéo-cassettes, dont l'auteur, s'il n'a pas été vigilant, ne percevra aucune part tant que le déficit des salles ne sera pas comblé.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 4 et donner l'avis de la commission sur les amendements n° 94, 31 et 83.

M. Alain Richard, rapporteur. J'appellerai l'attention de l'Assemblée sur le fait que le domaine couvert par cet article 63-2, qu'il est proposé d'ajouter à la loi du 11 mars 1957, est l'un des cas dans lesquels l'application pendant les dernières années de la loi de 1957 n'a pas été complète et ne paraît pas avoir été harmonieuse.

On est donc conduit à compléter cette loi en mettant les points sur les « i », c'est-à-dire en s'efforçant de ménager les conditions d'un calcul précis et incontestable des droits dus à l'auteur, en l'occurrence au réalisateur, sur le montant total des recettes commerciales issues de l'exploitation de la production audiovisuelle.

C'est pourquoi, d'une part, on rappelle le principe que la rémunération des auteurs est due pour chaque mode d'exploitation — c'est un point commun à toutes les rédactions — et c'est pourquoi, d'autre part, en complément à l'article 35 de la loi de 1957, qui, normalement, fixe le principe de la rémunération en pourcentage de l'ensemble des recettes, on précise que, lorsque le public paie un prix pour recevoir communication d'une œuvre audiovisuelle « déterminée et individualisable », la base sur laquelle est calculée la rémunération de l'auteur est le prix global, net de taxes évidemment.

C'est un point de litige qui serait ainsi réglé dans un sens parfaitement conforme aux principes généraux de la législation des droits d'auteur.

Le champ d'application de cette disposition serait triple dans l'état actuel des moyens techniques disponibles. Ce serait, dans le cas le plus vaste et le plus général aujourd'hui, le paiement à la place dans les salles de cinéma, mais aussi l'achat ou la location des vidéo-cassettes qui portent sur une œuvre audiovisuelle déterminée et, dans un proche avenir sans doute, le cas de transmission par câble interactive, dans lequel le télé-spectateur commande par télécommunication une œuvre précise, qu'il se voit facturer à un prix déterminé.

C'est donc sur ces bases que seraient calculés les droits d'auteur en matière d'œuvres audiovisuelles, étant entendu que, dans tous les autres cas, notamment les cas de diffusion d'une œuvre sur les chaînes de télévision financées par une redevance ou financées demain par un mécanisme d'abonnement forfaitaire, ce seraient les principes généraux de l'article 35 qui s'appliqueraient.

Dans ces conditions, il a paru opportun de bien limiter le champ d'application de l'obligation de verser, par le producteur, au même type de diffusion. Dans tous les autres cas, ce sera la liberté des contrats qui jouera et l'auteur qui recherche sa rémunération pourra le faire auprès du cessionnaire final.

Le producteur étant le pivot économique de l'ensemble de l'exploitation, il paraît logique qu'il soit le redevable de la rémunération ainsi calculée.

Il me semble donc inutile que des accords collectifs régissent cette matière, puisque l'ensemble des droits ouverts aux auteurs pourraient être fixés directement par la loi et par leur contrat individuel.

C'est pourquoi la commission a repoussé l'amendement n° 31, qui instaure de tels accords collectifs, dont on voit mal la portée.

Le même raisonnement vaut, à mon sens, contre les amendements n° 83 et 94.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre délégué à la culture. J'accepte l'amendement n° 4 de la commission.

M. le président. La parole est à M. Jacques Brunhes, contre l'amendement n° 31.

M. Jacques Brunhes. Nous sommes défavorables à l'amendement n° 31 que M. Fuchs a relu tout à l'heure. En effet, il aggrave le texte initial, puisqu'il précise que, dans tous les domaines, c'est le producteur qui rémunère les auteurs. Cela ne satisfait pas ces derniers, qui souhaitent percevoir leur rémunération au plus près du public. C'est, d'ailleurs, la raison pour laquelle nous ne voterons pas non plus l'amendement n° 4 de la commission.

L'amendement n° 31 remet en cause les contrats que les auteurs ont avec les organismes de radio et de télévision, qui peuvent se considérer comme diffuseurs et non comme producteurs.

Nous voterons donc contre l'amendement n° 31. Et nous ne pourrons pas voter l'amendement n° 4 de la commission.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 94.
(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 31.
(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 83.
(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 4.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, les amendements n° 84 et 85 de M. Fuchs deviennent sans objet.

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement, n° 69, ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 63-3 de la loi du 11 mars 1957, après les mots : « aux autres coauteurs », insérer les mots : « directement ou par l'intermédiaire des organismes prévus au titre IV, ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. L'amendement porte cette fois-ci sur l'article 63-3 que le projet de loi propose d'ajouter à la loi de 1957. Cet article instaure une obligation de communication — je dirai de transparence — des documents afférents au produit économique des œuvres dont les auteurs ont autorisé la diffusion. C'est donc l'instrument pratique qui permettra aux auteurs de connaître les recettes engendrées par la diffusion de leur œuvre et l'élément indispensable de l'exercice de leurs droits.

Cette obligation de fournir « au réalisateur et à chacun des coauteurs, au moins une fois par an, un état des recettes provenant de l'exploitation de l'œuvre », pourrait engendrer pour certains producteurs institutionnels émettant un très grand nombre de productions et ayant donc comme partenaires — auteurs et coauteurs — un très grand nombre de personnes, des coûts administratifs et des surcharges qui leur seraient

préjudiciables. Pour essayer d'alléger ces charges, la commission suggère de permettre aux producteurs de se libérer de leur obligation de communication en transmettant un exemplaire des états de recettes en question aux organismes prévus au titre IV, c'est-à-dire aux sociétés de perception qui représentent les auteurs par mandat.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre délégué à la culture. Nous sommes peu favorables à cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 69.
(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement, n° 5, ainsi rédigé :

« Dans le texte proposé pour l'article 63-5 de la loi du 11 mars 1957, après le mot : « exploitation », insérer le mot : « suivie ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Il s'agit au moins autant d'une indication d'intention du législateur que d'une norme de droit positif. Je répugne toujours à présenter de tels amendements à l'Assemblée. Mais il nous a tout de même semblé préférable qu'une nouvelle règle de fond qui s'impose aux producteurs, à savoir assurer à l'œuvre une « exploitation conforme aux usages de la profession », soit assortie de l'indication supplémentaire que cette exploitation doit être « suivie ». Par conséquent, elle n'a pas à être artificiellement interrompue par un acte commercial qui serait contraire à la bonne exploitation de l'œuvre.

Voilà la raison de l'adjonction du terme « suivie ».

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre délégué à la culture. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 5.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix l'article 12, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 12, ainsi modifié, est adopté.)

Après l'article 12.

M. le président. Je suis saisi de deux amendements, n° 6 rectifié et 92 rectifié, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 6 rectifié, présenté par M. Alain Richard, rapporteur, est ainsi rédigé :

« Après l'article 12, insérer l'article suivant :

« Dans le cas d'une œuvre de commande utilisée pour la publicité, le contrat entre le producteur et l'auteur ne peut emporter cession au producteur des droits d'exploitation appartenant à l'auteur que si un accord entre les organisations représentatives d'auteurs et les organisations représentatives des producteurs en publicité a fixé les rémunérations correspondant aux diverses utilisations des œuvres.

« La durée de l'accord est comprise entre un et cinq ans.

« Ses stipulations peuvent être rendues obligatoires pour l'ensemble des intéressés par arrêté du ministre compétent. »

L'amendement n° 92 rectifié, présenté par M. Foyer et les membres du groupe du rassemblement pour la République, est ainsi rédigé :

« Après l'article 12, insérer l'article suivant :

« Les usages, les barèmes de rémunération et les modalités de versement concernant l'exploitation à des fins publicitaires d'œuvres des arts graphiques, plastiques et photographiques sont établis par accord entre, d'une part, les organisations représentatives des auteurs et de leurs ayants droit et, d'autre part, les organisations représentatives des annonceurs, des agences conseils en publicité ou des éditeurs en publicité.

« Les stipulations de cet accord peuvent être rendues obligatoires sur tout le territoire de la République française, pour tous les intéressés, par arrêté du ministre chargé de la culture.

« La durée de l'accord est de un à cinq ans.

« A défaut d'accord dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, les usages, les barèmes de rémunération et les modalités de versement sont fixés par un

décret en Conseil d'Etat pris sur avis d'une commission composée, en nombre égal, d'une part, de personnes désignées par les organisations représentatives des auteurs et de leurs ayants droit, d'autre part, de personnes désignées par les organisations représentatives des annonceurs ou des éditeurs en publicité et présidée par un haut magistrat en activité ou honoraire, de l'ordre administratif ou judiciaire. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 6 rectifié.

M. Alain Richard, rapporteur. Cet amendement répond à une autre des situations que j'ai mentionnées tout à l'heure : celle de secteurs d'activités artistiques dans lesquels l'application de la loi de 1957 a donné lieu à quelques déconvenues.

Il s'agit, en l'occurrence, du secteur de la création publicitaire, dans lequel on constate un déséquilibre.

En effet, les vendeurs de services, c'est-à-dire les agences, obtiennent généralement de leurs clients des rémunérations en pourcentage et donnent donc à leurs bénéficiaires toutes les chances de participer au succès économique de leur œuvre, alors qu'en amont, c'est-à-dire à l'égard des collaborateurs qui leur apportent la « matière première » artistique — les auteurs, les graphistes, les visualistes — les agences de publicité répugnent à pratiquer une rémunération de même type.

Il nous semble prudent de ne pas légiférer sur le fond dans ce domaine, malgré l'insuccès de l'application de la loi de 1957 jusqu'à maintenant, sans pour autant fermer les yeux sur cet échec.

La solution proposée est la suivante : les contrats qui aujourd'hui emportent cession intégrale et sans condition des droits de l'auteur au producteur seront désormais encadrés par un système d'accord collectif. Le contrat liant l'auteur au producteur ne pourrait donc entraîner la cession des droits que si un accord collectif a fixé les rémunérations correspondant aux diverses utilisations des œuvres et, par conséquent, a rendu l'auteur raisonnablement solidaire du devenir économique de son œuvre.

Dans le cas où l'œuvre finie, c'est-à-dire la production publicitaire, fait l'objet d'une rémunération forfaitaire déterminée — ce qui se produit dans certains usages professionnels — il est tout à fait logique que cela débouche sur une rémunération de même nature pour l'auteur ou le coauteur. En revanche, dans le cas plus général où l'agence se fait rémunérer en pourcentage des résultats économiques de sa campagne, il nous paraît également logique que soit au moins réservée une chance, dans la négociation, en faveur des auteurs.

C'est la raison de cette innovation législative qui vise à établir les conditions d'une concertation et d'un dialogue entre les professions concernées beaucoup plus qu'à instaurer des normes de fond.

M. le président. Pouvons-nous considérer que vous avez défendu l'amendement n° 92 rectifié, monsieur Fuchs ?

M. Jean-Paul Fuchs. Oui, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 92 rectifié ?

M. Alain Richard, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement, mais le rapporteur, en le lisant, s'interroge sur l'ambition contractuelle qui serait assignée à ces professions qui n'ont guère l'habitude des négociations collectives. Il me semble qu'en voulant faire figurer dans les accords l'ensemble des points énumérés dans l'amendement de M. Foyer on risque de rendre la négociation plus difficile tout en laissant une responsabilité réglementaire trop large au ministre, qui aurait alors à se prononcer chaque fois qu'un accord n'aurait pu être obtenu. A cet égard, la formule plus prudente de la commission préserve davantage les chances d'un accord.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur ces deux amendements ?

M. le ministre délégué à la culture. La disposition introduite par la commission des lois est très heureuse. Il est important que les textes sur les droits des auteurs et des créateurs s'appliquent aussi aux créateurs qui participent au travail des agences de publicité. En effet, on ne peut pas ne pas constater que le droit moral, et parfois aussi le droit patrimonial de l'auteur — je pense en particulier aux dessinateurs et aux graphistes — ne sont pas toujours parfaitement respectés dans l'esprit ni même dans la lettre.

C'est pourquoi je me rallie à l'amendement de la commission des lois qui invite les parties à conclure des accords réglant les conditions d'exploitation des œuvres. Je souhaite même que ces négociations puissent s'ouvrir le plus vite possible. Si

elles aboutissaient à une heureuse conclusion avant l'examen de ce projet en deuxième lecture, nous pourrions peut-être alors faire figurer dans la loi les termes mêmes de l'accord qui serait intervenu entre les professions concernées.

Le texte de la commission me paraît plus simple que celui que nous propose M. Foyer, et c'est pourquoi le Gouvernement le soutient.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 6 rectifié. (L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'amendement n° 92 rectifié devient sans objet.

Articles 13 à 15.

M. le président. Je donne lecture de l'article 13 :

TITRE II

DES DROITS DES ARTISTES-INTERPRETES, DES PRODUCTEURS DE PHONOGRAMMES ET VIDEOGRAMMES ET DES ENTREPRISES DE COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

« Art. 13. — Les droits reconnus au présent titre ne portent pas atteinte aux droits des auteurs en matière de propriété littéraire et artistique. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 13.

(L'article 13 est adopté.)

« Art. 14. — Au sens de la présente loi, l'artiste-interprète est toute personne qui représente, chante, récite, déclame, joue ou exécute de tout autre manière une œuvre littéraire ou artistique ou exécute un numéro de variétés, de cirque ou de marionnettes ; le figurant et l'artiste de complément ne sont pas regardés comme artistes-interprètes. » — (Adopté.)

« Art. 15. — L'artiste-interprète a le droit inaliénable et imprescriptible de s'opposer à toute altération de la prestation préjudiciable à son honneur ou à sa réputation.

« Ce droit persiste au profit de ses héritiers. » — (Adopté.)

Article 16.

M. le président. « Art. 16. — Sont subordonnées à l'autorisation de l'artiste-interprète, dans les conditions prévues par la présente loi, la fixation et la communication au public de sa prestation. »

Je suis saisi de deux amendements, n° 70 et 32, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 70, présenté par M. Alain Richard, rapporteur, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 16 :

« Sont soumises à l'autorisation écrite de l'artiste-interprète dans les conditions prévues par la présente loi la fixation de sa prestation, sa reproduction et sa communication au public, ainsi que toute utilisation séparée du son et de l'image de sa prestation lorsque celle-ci a été fixée à la fois pour le son et l'image.

« Les contrats passés antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi entre un artiste-interprète et une personne s'étant assuré son concours pour la production d'une œuvre audiovisuelle emportent, sauf clause contraire et sans préjudice des dispositions de l'article 15, consentement de l'artiste-interprète à la communication au public et à la reproduction de sa prestation. »

L'amendement n° 32, présenté par MM. Foyer, Bourg-Broc et les membres du groupe du rassemblement pour la République, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 16 :

« La communication publique, directe ou indirecte, de la prestation fournie par l'artiste-interprète est subordonnée à l'autorisation écrite de celui-ci, dans les conditions prévues par la présente loi. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 70.

M. Alain Richard, rapporteur. Avec l'article 13, nous sommes passés au titre II du projet de loi relatif aux droits des artistes-interprètes, les articles précédents que nous avons votés ayant fixé les principes généraux.

L'amendement n° 70 qui réécrit l'article 16 pose le principe de l'autorisation écrite — c'est-à-dire une règle voisine de celle des droits d'auteur — de l'artiste-interprète pour fixer sa prestation, la reproduire, la communiquer au public ou en faire toute utilisation séparée.

Les modifications introduites par l'amendement sont de deux types : d'une part, sur le fond, il s'agit d'instaurer une autorisation écrite, et donc de ne pas laisser subsister d'ambiguïté sur la forme de l'autorisation de l'artiste, et, d'autre part, il s'agit d'inscrire dans cet article de principe qui ouvre un droit important en faveur des artistes une règle d'interprétation qui vise à faciliter la solution des situations héritées du passé en instaurant une présomption de cession en faveur des producteurs des artistes lorsqu'il s'agit d'œuvres déjà fixées, déjà disponibles et dont l'exploitation a commencé. Il serait en effet préjudiciable aux intérêts des artistes-interprètes qu'un refus d'autorisation de l'une quelconque des parties vienne contrarier la diffusion ou l'exploitation commerciale d'une œuvre déjà fixée.

C'est donc la raison pour laquelle, dès cet article 16, il est prévu d'instaurer une présomption de cession, qui d'ailleurs sera la seule, si la commission est suivie, porte sur les œuvres déjà enregistrées.

M. le président. Monsieur Fuchs, puis-je considérer que vous avez déjà défendu l'amendement n° 32 ?

M. Jean-Paul Fuchs. Oui, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur cet amendement ?

M. Alain Richard, rapporteur. Me voici conduit à combler une lacune dans l'exposé que je viens de faire. La commission a repoussé cet amendement parce qu'il ne comportait pas une disposition qui a paru essentielle à la commission et qui consiste à bien séparer, s'agissant de cette présomption de cession, les enregistrements, les fixations à caractère sonore et les fixations à caractère audiovisuel. La commission a en effet préconisé que seules les fixations à caractère audiovisuel soient touchées par la présomption de cession.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les deux amendements n° 70 et 32 ?

M. le ministre délégué à la culture. Le Gouvernement est favorable à l'amendement n° 70 qui renforce les droits des artistes.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 70.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 16 et l'amendement n° 32 de M. Foyer ainsi que les amendements n° 49 et 50 de M. Clément deviennent sans objet.

Article 17.

M. le président. « Art. 17. — La personne qui s'assure le concours de l'artiste-interprète est liée à celui-ci par un contrat qui, sauf clause contraire et sans préjudice des dispositions de l'article 15, emporte consentement de l'artiste-interprète à la communication au public de sa prestation fixée.

« Lorsque le contrat a été passé antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, le consentement de l'artiste-interprète à la communication au public de sa prestation fixée est présumé dans les conditions et sous les réserves prévues à l'alinéa précédent. »

Je suis saisi de deux amendements, nos 62 et 71, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 62, présenté par MM. Jacques Brunhes, Maisonnat, Le Meur et les membres du groupe communiste et apparenté, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 17 :

« Excepté dans les cas mentionnés à l'article 20, sont soumises à l'autorisation de l'artiste-interprète dans les conditions mentionnées à l'article L. 762-1 du code du travail, toute communication au public de sa prestation fixée ou non, ainsi que toute utilisation séparée du son et de l'image de sa prestation lorsque celle-ci a été fixée à la fois pour le son et l'image.

« L'autorisation de l'artiste-interprète est constatée par un écrit qui doit formuler les conditions d'utilisation de la prestation, la rémunération correspondante ainsi que les éventuelles réserves.

« En l'absence de telles clauses dans cet écrit, pour des utilisations prévues dans la convention collective ou l'accord collectif en vigueur dans la branche d'activité, ces utilisations sont autorisées à la condition que les parties concernées fassent expressément référence à la convention collective ou à l'accord collectif et en appliquent les dispositions. »

L'amendement n° 71, présenté par M. Alain Richard, rapporteur, et M. Le Meur, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 17 :

« Lorsqu'une convention ou accord collectif en vigueur dans la branche d'activité concernée a fixé les modes et les taux des rémunérations des artistes-interprètes ainsi que les modalités d'information de ceux-ci sur leur base de calcul, le contrat liant un artiste-interprète à un producteur pour la production d'une œuvre audiovisuelle emporte, sauf clause contraire, cession au profit de ce dernier du droit de communiquer au public la prestation de l'artiste-interprète. Ce contrat et les rémunérations auxquelles il donne lieu sont régis par les dispositions des articles L. 762-1 et L. 762-2 du code du travail. »

La parole est à M. Jacques Brunhes, pour soutenir l'amendement n° 62.

M. Jacques Brunhes. La présomption de cession, sauf stipulation contraire, est déjà reconnue par la convention collective du cinéma. Or chacun sait qu'aucun artiste, même parmi les plus notoires, n'a jamais pu faire introduire une stipulation contraire. Il semble donc incontestable que cette présomption une fois devenue légale n'améliorera pas la pratique actuelle. Elle modifiera même le rapport de forces au profit des producteurs lors des négociations conventionnelles, qui ne seront donc pas des négociations libres. Enfin, elle remettra en cause la jurisprudence et les acquis obtenus depuis de nombreuses années, grâce aux luttes des artistes, notamment en ce qui concerne les conventions collectives de la télévision et de la radio.

Nous serions prêts à retirer cet amendement au profit de l'amendement n° 71 de la commission des lois que nous pouvons à la rigueur accepter sous réserve que M. le rapporteur recommande l'adoption des sous-amendements du Gouvernement à l'amendement n° 72 de la commission à l'article 18, sous-amendements qui semblent répondre à nos vœux, étant entendu que nous retirerions également l'amendement n° 83 qu'a déposé M. Le Meur à ce même article 18.

Le mécanisme serait alors le suivant : faute de convention collective au bout d'un an, une commission paritaire déciderait de la possibilité de présomption de cession et de ses modalités. Nous aurions alors satisfaction.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour présenter l'amendement n° 71 et pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 62.

M. Alain Richard, rapporteur. Monsieur le président, je ne voudrais pas vous transformer en notaire chargé de constater la réalisation de contrats, voire de ventes à terme, en matière d'amendements ou de sous-amendements (*sourires*) mais je crois pouvoir dire que la cohérence des intentions de la commission justifie un avis favorable aux sous-amendements du Gouvernement sur l'article 18. Par conséquent, nous sommes tout prêts à partager les préoccupations exprimées par l'amendement de M. Brunhes, ainsi qu'il ressort du débat que nous avons eu avec M. Le Meur en commission des lois ce matin.

L'objet de l'amendement n° 71, comme celui de l'amendement n° 62 de M. Brunhes et du groupe communiste consiste en effet à ne pas introduire une présomption légale de cession des droits des artistes et interprètes sur l'utilisation de leur œuvre, mais à la remplacer par une cession conventionnelle, résultat et conséquence de la conclusion d'un accord collectif présentant le caractère de convention collective au sens du droit du travail et soumis aux dispositions de l'article L. 762-1 du code du travail.

Toutefois, et c'est en effet le point délicat qui nous conduit à vérifier de très près les dispositions de l'article 18, on ne peut pas avoir la certitude — c'est une litote — que des professions qui ont derrière elles une tradition de concurrence, d'intérêts opposés, voire parfois de difficultés de communication — ce qui est un peu paradoxal — s'entendent dès la première tentative d'accord collectif, alors que, jusqu'à présent, tous les efforts entrepris dans ce sens sont demeurés vains.

Il y a donc une procédure subsidiaire qui instaure un mécanisme de rémunération aussi équilibré que possible dans l'hypothèse où il n'a pas eu accord, et c'est l'objet de l'article 15.

Toute la question est de savoir si, à défaut d'accord collectif, il y a automatiquement cession des droits, ce qui reviendrait finalement à un mécanisme de présomption de cession simplement assorti d'un délai. En fonction des intérêts légitimes invoqués par les différentes parties prenantes et en l'occurrence essentiellement par les artistes, le Gouvernement a présenté un sous-amendement à la rédaction de l'article 18 proposée par la commission et qui tend à ne pas considérer la simple expiration

du délai de négociation comme un couperet qui ferait réapparaître la présomption de cession, mais à soumettre l'instauration de cette cession à la décision de la commission qui est elle-même paritaire.

Il y a donc une cohérence dans ce système qui en effet n'avait pas été entièrement vu par la commission. Celle-ci a essayé de tenir compte des apports des uns et des autres mais, je le reconnais, a travaillé vite sur ce sujet.

Je peux donc, à titre personnel, sans engager la commission, affirmer que les sous-amendements du Gouvernement à l'article 18 permettent d'assurer l'équilibre que nous avons voulu établir. Je recommande donc à M. Brunhes de retirer son amendement et de suivre la commission, comme l'a fait M. Le Meur ce matin.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre délégué à la culture. Cette question est sans doute l'une des plus délicates à résoudre puisqu'il s'agit d'établir un équilibre entre les intérêts des uns et des autres. Il me semble, à cet égard, que l'amendement de la commission améliore sensiblement le texte du Gouvernement.

Je rappellerai d'abord qu'aux termes de l'article 16 tel que vous l'avez adopté la présomption de cession ne joue plus dans le domaine sonore où l'artiste retrouve pleinement son droit d'autoriser. Par ailleurs, le contrat entre l'artiste et son employeur est qualifié par rapport au code du travail. Enfin, la présomption de cession est liée à la conclusion d'accords entre salariés et employeurs ou, à défaut, à une décision d'arbitrage. Il y aura par conséquent toujours une rémunération des artistes. En contrepartie, les producteurs pourront, dans l'intérêt économique de tous ceux qui ont contribué à l'œuvre initiale, mener plus facilement leur politique commerciale en France et à l'étranger.

Vous avez connaissance — excusez-moi d'anticiper un peu car ce n'est pas conforme à la règle — du sous-amendement du Gouvernement à l'article 18 qui permet, précisément, de combler un vide juridique en rédigeant ainsi le début du troisième alinéa de l'amendement n° 72 : « A défaut d'accord conclu dans les termes de l'article précédent soit dans les neuf mois suivant la promulgation de la présente loi, soit à la date d'expiration du précédent accord, les modes et les taux de rémunération... »

Sous réserve de l'adoption de ce sous-amendement, nous aboutirons à un équilibre satisfaisant. C'est pourquoi je me rallie à la proposition de la commission.

M. le président. J'imagine, monsieur Brunhes, que dans ces conditions vous retirez l'amendement n° 62.

M. Jacques Brunhes. Vous avez imaginé très justement, monsieur le président. (Sourires.)

M. le président. L'amendement n° 62 est retiré.

Je mets aux voix l'amendement n° 71.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 17, et les amendements n° 33 de M. Foyer, 51 de M. Clément, 45 de la commission des affaires culturelles et 34 de M. Foyer deviennent sans objet.

Article 18.

M. le président. « Art. 18. — Pour les communications au public de sa prestation fixée auxquelles il est présumé avoir consenti, l'artiste-interprète est rémunéré dans les conditions déterminées par voie d'accords conclus à cet effet entre les organisations de salariés et d'employeurs représentatives de la profession.

« Les stipulations de cet accord peuvent être rendues obligatoires pour l'ensemble des intéressés par arrêté du ministre chargé de la culture.

« A défaut d'accord dans l'année suivant l'entrée en vigueur de la présente loi ou si aucun accord n'est intervenu à l'expiration de l'accord précédent, un arrêté conjoint des ministres chargés de l'économie, du travail, de la communication et de la culture détermine les conditions de rémunération des artistes-interprètes pour les communications au public des prestations fixées auxquelles ils sont présumés avoir consenti. »

Je suis saisi de deux amendements, n° 63 et 72, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 63, présenté par MM. Le Meur, Jacques Brunhes, Maisonnat et les membres du groupe communiste et apparenté, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 18 :

« Pour les communications au public de sa prestation fixée, l'artiste-interprète est rémunéré dans les conditions déterminées par voie d'accords conclus à cet effet entre les organisations de salariés et d'employeurs représentatives de la profession.

« Les stipulations de ces accords peuvent être rendues obligatoires pour l'ensemble des intéressés par arrêté du ministre chargé de la culture.

« Nonobstant les dispositions de la loi du 13 novembre 1962 relative à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail, si, pour une branche d'activité, les conventions collectives ou les accords collectifs mentionnés ci-dessus ne sont pas conclus dans un délai de douze mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente loi ou à la date d'expiration du présent accord, une commission telle que prévue à l'article 22 arrête l'ensemble des dispositions prévues à l'article 18.

« La décision de la commission a la même valeur qu'une convention collective ou qu'un accord collectif. »

L'amendement n° 72, présenté par M. Alain Richard, rapporteur, et M. Maisonnat, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 18 :

« Les conventions ou accords visés à l'article précédent sont conclus entre les organisations de salariés et d'employeurs représentatives de la profession.

« Les stipulations de ces accords ou conventions peuvent être rendues obligatoires pour l'ensemble des intéressés par arrêté du ministre compétent.

« A défaut d'accord dans le délai d'un an suivant soit l'entrée en vigueur de la présente loi, soit l'expiration de l'accord précédent, le droit des artistes-interprètes d'autoriser la communication au public de leurs prestations est réputé avoir été cédé aux producteurs. Les modes et les taux de rémunération des artistes-interprètes sont alors déterminés par une commission convoquée par le ministre chargé de la culture, qui est présidée par une personnalité qualifiée choisie par celui-ci et composée en outre pour un tiers de représentants de l'Etat, pour un tiers de représentants des organisations de salariés et pour un tiers de représentants des organisations d'employeurs.

« La décision de la commission, qui est regardée comme un accord au sens de l'article 17, a effet pour une durée de trois ans. Si aucun accord n'est intervenu un an après l'expiration de ce délai, les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent.

« La commission prévue au présent article fixe également les conditions dans lesquelles les artistes-interprètes bénéficient de rémunérations pour les communications au public et les reproductions de leurs prestations visées au deuxième alinéa de l'article 16. »

Sur cet amendement, le Gouvernement a présenté deux sous-amendements, n° 90 et 91.

Le sous-amendement n° 90 est ainsi rédigé :

« Rédiger ainsi le début du troisième alinéa de l'amendement n° 72 :

« A défaut d'accord conclu dans les termes de l'article précédent soit dans les neuf mois suivant la promulgation de la présente loi, soit à la date d'expiration du précédent accord, les modes et les taux de rémunération... » (le reste sans changement).

Le sous-amendement n° 91 est ainsi rédigé :

« Supprimer la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa de l'amendement n° 72. »

La parole est à M. Jacques Brunhes, pour soutenir l'amendement n° 63.

M. Jacques Brunhes. Nous retirons cet amendement.

M. le président. L'amendement n° 63 est retiré.

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 72.

M. Alain Richard, rapporteur. Je serai très bref, monsieur le président, puisque nous avons anticipé sur cette discussion.

Les premiers alinéas de la rédaction proposée par la commission visent donc à caractériser les conventions ou accords dont il s'agit en les rapprochant des conventions obéissant aux prescriptions du droit du travail. Puis l'amendement édicte les règles qui s'appliqueront à défaut d'accord.

Le système instauré est donc celui d'une commission tripartite dans laquelle un tiers de membres représentent les organisations de salariés, un autre tiers les organisations d'employeurs et un dernier tiers l'Etat, auquel est confiée, dans cette hypothèse délicate, une fonction arbitrale.

Je note que si l'on est passé de l'accord négocié au système de la décision de commission, la teneur de la décision n'est pas tout à fait la même. La convention pouvait stipuler en ce qui concerne les modes et les taux de rémunération mais aussi les modalités d'information des ayants droit sur les bases de rémunération, ce qui, évidemment, suppose une négociation sur le contenu même des rapports commerciaux entre les uns et les autres alors qu'une décision de commission ne pourra concerner que les taux et modes de rémunération.

Par ailleurs, la commission ne dispose, en ce qui concerne les règles de rémunération, que pour une durée de trois ans puisqu'il s'agit d'un système en quelque sorte subsidiaire qui remplace une négociation qui n'a pas abouti. Il paraît logique que la durée d'effet de cette décision soit raccourcie par rapport à la durée maximale d'un accord de manière à rendre ses chances à la négociation le plus vite possible.

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour défendre les sous-amendements n° 90 et 91 et donner l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 72.

M. le ministre délégué à la culture. Je me suis déjà exprimé sur le sous-amendement n° 90. Quant au sous-amendement n° 91, il tend à supprimer la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa de l'amendement n° 72.

Le Gouvernement est favorable à l'amendement n° 72 sous réserve de l'adoption de ces deux sous-amendements.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les deux sous-amendements du Gouvernement ?

M. Alain Richard, rapporteur. En ce qui concerne le sous-amendement n° 91, le rapporteur ne peut qu'avoir une réaction d'humilité puisque ce sous-amendement tend à éliminer un doublon dans la rédaction de l'amendement n° 72. Je ne peux donc que l'accepter, en ravalant ma honte.

Le sous-amendement n° 90 a pour objet de simplifier la procédure dans le cas où la commission a dû être saisie, et d'éviter toute cession de droits automatique. Autrement dit, le principe étant que la décision de la commission vaut accord, ce n'est que lorsque cette commission sera parvenue à prendre une décision que l'existence présumée d'un accord entraînera la cession des droits. A défaut de décision de la commission, il n'y aura pas cession des droits. Par ailleurs, le sous-amendement prévoit que cette recherche de conciliation devra aboutir dans un délai de neuf mois au terme duquel la commission sera saisie. Cette disposition me paraît opportune et, à titre personnel, je m'y déclare favorable.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 90. (Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 91. (Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 72, modifié par les sous-amendements adoptés. (L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 18 et l'amendement n° 46 de la commission des affaires culturelles tombe.

Article 19.

M. le président. « Art. 19. — Sont soumises à l'autorisation du producteur de phonogrammes les communications au public de son phonogramme autres que celles mentionnées à l'article suivant, sa reproduction et sa mise à la disposition du public par vente, louage ou échange.

« Est regardée comme producteur de phonogrammes la personne physique ou morale qui, la première, fixe une séquence de sons, quels que soient le procédé de fixation, la nature du support et la première destination de la fixation. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 19.

(L'article 19 est adopté.)

M. le président. La suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance.

— 7 —

DEPOT DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi relatif aux fusions et aux scissions de sociétés commerciales et modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 2264, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 2265, distribué et renvoyé à la commission de la production et des échanges à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 8 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE RESOLUTION

M. le président. J'ai reçu de M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier les différents aspects du problème soulevé par la disparition des personnes en France.

La proposition de résolution sera imprimée sous le numéro 2273, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

— 9 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Roland Bernard un rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, rejeté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux obligations du service national (ensemble trois annexes et un échange de lettres) (n° 2256).

Le rapport a été imprimé sous le numéro 2257 et distribué.

J'ai reçu de M. Georges Hage un rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi modifié par le Sénat relatif aux services de communication audiovisuelle sur un réseau câblé (n° 2242).

Le rapport a été imprimé sous le numéro 2258 et distribué.

J'ai reçu de M. Bernard Schreiner un rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi modifié par le Sénat, modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation (n° 2248).

Le rapport a été imprimé sous le numéro 2259 et distribué.

J'ai reçu de M. Michel Sapin un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, relatif à la formation des agents de la formation publique territoriale et complétant la loi n° 453 du 26 février 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 2250).

Le rapport a été imprimé sous le numéro 2260 et distribué.

J'ai reçu de M. Bernard Madrelle un rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relatif au patrimoine immobilier français construit ou acquis en Tunisie avant 1956 (ensemble une annexe) (n° 2184).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 2261 et distribué.

J'ai reçu de M. François Patriat un rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances.

Le rapport a été imprimé sous le numéro 2262 et distribué.

J'ai reçu de M. François Patriat un rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine.

Le rapport a été imprimé sous le numéro 2263 et distribué.

J'ai reçu de M. Jean-François Hory un rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion.

Le rapport sera imprimé sous le numéro 2266 et distribué.

J'ai reçu de M. Roger Rouquette un rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail.

Le rapport a été imprimé sous le numéro 2269 et distribué.

J'ai reçu de M. François Patriat un rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (n° 2268).

Le rapport a été imprimé sous le numéro 2270 et distribué.

J'ai reçu de M. Jean-François Hory un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture, relatif à l'adaptation à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion des lois portant répartition des compétences entre l'Etat, les régions et les départements (n° 2241).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 2271 et distribué.

J'ai reçu de M. Roger Rouquette un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et du code du travail, relatif aux étrangers séjournant en France et tendant à faciliter le retour volontaire des travailleurs étrangers dans leur pays.

Le rapport sera imprimé sous le numéro 2272 et distribué.

— 10 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI MODIFIE PAR LE SENAT

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi modifié par le Sénat, portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et du code du travail, et relatif aux étrangers séjournant en France et aux titres uniques de séjour et de travail.

Le projet de loi a été imprimé sous le numéro 2267, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

— 11 —

DEPOT DE PROJETS DE LOI REJETES PAR LE SENAT

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, le texte du projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine, adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture et qui a fait l'objet d'un vote de rejet en deuxième lecture par le Sénat au cours de sa séance du 25 juin 1984.

Le texte du projet de loi rejeté a été imprimé sous le numéro 2268, distribué et renvoyé à la commission de la production et des échanges.

J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, le texte du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux obligations du service national (ensemble trois annexes et un échange de lettres), adopté par l'Assemblée nationale et qui a fait l'objet d'un vote de rejet en première lecture par le Sénat au cours de sa séance du 27 juin 1984.

Le texte du projet de loi rejeté a été imprimé sous le numéro 2256, distribué et renvoyé à la commission des affaires étrangères.

— 12 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Aujourd'hui, à neuf heures trente, première séance publique :

Questions orales sans débat :

Question n° 686. — M. Georges Sarre attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation sur les radiations des listes électorales d'électeurs et d'électrices originaires de la Guadeloupe.

En effet, ceux-ci s'étant déplacés pour voter le 17 juin dernier à Paris et plus particulièrement dans le 11^e arrondissement, ont eu la surprise d'apprendre qu'ils étaient radiés des listes électorales, alors qu'ils n'avaient fait aucune démarche pour être inscrits dans leur commune d'origine et qu'ils résident toujours à Paris.

Ces exemples survenus dans le 11^e arrondissement ne sont certainement pas isolés et ont dû se produire ailleurs.

C'est pourquoi il lui demande de diligenter une enquête afin que :

- toute la lumière soit faite sur ces radiations ;
- toute mesure soit prise pour que de tels incidents ne puissent plus se produire ;
- ces électeurs soient réinscrits au plus vite sur les listes électorales.

Question n° 679. — M. Pierre Mauger rappelle à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer, que l'actuelle assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie a été élue pour cinq ans le 1^{er} juillet 1979 et donc que son mandat expire le 1^{er} juillet 1984.

A partir de cette date et en l'absence de dispositions spéciales prévues à l'article 126 du nouveau statut, en instance devant le Sénat et non encore voté, elle devra donc cesser toutes activités et aura perdu toutes ses compétences réglementaires.

En vertu de l'article 15 de la loi du 28 décembre 1976, seul restera en fonctions et pour assurer simplement l'expédition des affaires courantes l'actuel conseil de gouvernement, et cela jusqu'à l'élection du nouveau gouvernement du territoire.

Compte tenu de la situation qui va être créée, il lui demande ce que le Gouvernement fera pour y faire face.

Question n° 683. — Mme Jacqueline Osselin rappelle à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation que rien ne s'oppose à ce que les agents temporaires des collectivités territoriales subissent sur leur rémunération une ponction de 1,92 p. 100 au titre de l'U. N. E. D. I. C.

En effet, la loi du 26 janvier 1984 sur la fonction publique territoriale distingue les personnels permanents des personnels temporaires, et l'article 351-12 du nouveau code du travail stipule que les agents des secteurs public et semi-public ont droit aux allocations d'assurance dans les mêmes conditions que celles qui sont fixées pour les salariés du secteur privé.

La situation actuelle est néfaste, au moment où le Gouvernement cherche à susciter de nombreuses actions auprès des jeunes pendant l'été.

L'application rigoureuse de l'ordonnance du 21 mars 1984 interdit en fait aux collectivités locales d'engager des moniteurs de centres aérés, pourtant les plus qualifiés, pendant les mois d'été.

En conséquence, elle insiste auprès de lui sur l'urgence et la nécessité de trouver une solution satisfaisante pour cette catégorie de personnel occasionnel.

Question n° 684. — M. Bernard Monternole appelle l'attention de M. le ministre de la formation professionnelle sur le problème suivant :

Le ministère de l'éducation nationale a organisé, dans le cadre du programme de lutte contre le chômage des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, des formations complémentaires d'initiative locale destinées à des titulaires de C. A. P., B. E. P. ou B. Tn. Placées sous la responsabilité de l'enseignement technique, elles réalisent une charnière entre formation initiale et formation continue et visent principalement à réduire l'écart entre le contenu de qualification des diplômés professionnels, afin de faciliter le passage de l'école à l'entreprise.

Organisées en alternance, négociées avec les entreprises avec lesquelles sont conclues des conventions, elles correspondent aux objectifs définis dans la loi du 24 février 1984 portant réforme de la formation professionnelle continue, dans sa section II, article 35.

Il lui demanda :

— si ce type de formation peut bénéficier de la rémunération prévue par la loi du 24 février 1984 ;

— comment ces formations complémentaires s'articulent avec le dispositif mis en place par le ministère de la formation professionnelle en direction des dix-huit-vingt-cinq ans ;

— si ce même ministère entend participer financièrement au développement, au cours de l'année scolaire 1984-1985, de celles-ci, en liaison avec le ministère de l'éducation nationale ou au contraire s'il considère que leur financement relève des compétences dévolues à la région ;

— enfin, s'il est possible de dresser un premier bilan pour l'année scolaire qui s'achève des opérations de ce type, et notamment du volume d'embauches réelles auxquelles elles auraient pu conduire.

Question n° 678. — M. Georges Hage attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des personnes sourdes.

La langue des signes française a été trop longtemps interdite, condamnée dans notre pays, et n'est toujours pas reconnue.

Il s'agit pourtant d'un moyen essentiel pour permettre aux sourds de prendre toute leur place dans la société, de lutter contre l'acculturation, de permettre aux enfants sourds de connaître un développement affectif, linguistique, psychologique et intellectuel normal.

Les résultats très positifs et concrets de son utilisation développée grâce aux efforts fournis, surtout depuis 1975, par les promoteurs doivent conduire les pouvoirs publics à une reconnaissance officielle de la L.S.F. (langue des signes française).

L'éducation nationale doit, en particulier, offrir à tous les enfants sourds la possibilité d'accéder à une formation normale à travers un enseignement où la L.S.F. soit le complément et la base du français écrit et oral que tout Français doit posséder au travers de l'instruction obligatoire et gratuite.

Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour rendre possibles :

1° La reconnaissance de la L.S.F. ;

2° Sa pleine prise en compte par l'éducation nationale, qui doit pouvoir assurer la scolarité des enfants sourds de la maternelle à l'université, dans le cadre d'un projet éducatif spécifique : le bilinguisme L.S.F., français écrit et oral avec des enseignants de l'éducation nationale sourds et des professeurs polyvalents maîtrisant la L.S.F.

Question n° 687. — M. Jean-Pierre Sueur appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les difficultés financières auxquelles sont confrontés les jeunes horticulteurs et maraîchers.

Ceux-ci, en effet, lorsqu'ils créent ou reprennent une exploitation, sont contraints, pour faire face à une concurrence étrangère de plus en plus vive — en provenance notamment de Hollande — de mettre en œuvre des techniques élaborées et d'utiliser un matériel important et coûteux, telles les serres aux charges d'investissement et de fonctionnement extrêmement lourdes.

Les aides qui sont octroyées aux jeunes qui s'installent tels la D.J.A. ou les prêts de modernisation liés à l'élaboration de plans de développement, sont peu adaptées aux caractéristiques de production de ces secteurs. Les critères retenus (surface, revenu de référence...) prennent mal en compte la spécificité des productions horticoles et maraîchères. Le fait que les serres ne soient pas prises en compte dans les Codévi, alors que les bâtiments de conditionnement et d'élevage le sont, est considéré par les horticulteurs et maraîchers comme une injustice.

Il lui demande de lui préciser les mesures qu'il envisage de prendre afin d'adapter les aides octroyées à la situation spécifique des jeunes horticulteurs et maraîchers

Question n° 685. — M. Jean-Pierre Santa Cruz demande à M. le ministre de l'agriculture de préciser la position des pouvoirs publics au regard de la sélection et de l'amélioration génétique des races bovines dans l'Est de la France. Il souhaite, en particulier, connaître son avis sur l'introduction de la race Holstein dans les régions d'élevage où la race Montbéliarde est

prédominante. Il fait observer que, de l'avis des responsables locaux de l'amélioration génétique de la race Montbéliarde, cette introduction ne s'avère pas nécessaire dans la mesure où des études effectuées montrent l'absence de problèmes de consanguinité, la reconnaissance d'une qualité laitière de niveau satisfaisant et enfin un potentiel génétique de production en viande apte à favoriser une reconversion en période de réduction inévitable des productions laitières. Il fait observer, d'autre part, que l'introduction autorisée de race Holstein dans la race Montbéliarde serait de nature à détériorer ce potentiel génétique. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour préserver l'amélioration génétique de race Montbéliarde dans l'Est de la France.

Questions n° 676. — M. René André expose à M. le ministre de l'agriculture que les agriculteurs ont pris acte des dispositions du décret n° 84-481 du 21 juin 1984 concernant l'octroi de primes aux producteurs qui s'engagent à abandonner définitivement la production laitière.

Par contre, de graves incertitudes demeurent, nombreuses et insupportables, pour les milliers de producteurs qui entendent continuer leur activité laitière. Il est profondément regrettable que, trois mois après l'entrée en vigueur des dispositions prises, les textes officiels concernant la gestion et la redistribution des quotas ne soient toujours pas publiés.

Les producteurs en sont réduits « à piloter à vue » des exploitations qui engagent souvent des capitaux importants, et à voir planer sur eux l'épée de Damoclès de pénalités rétroactives.

Il lui demande de bien vouloir lui préciser :

— la date de publication des décrets complémentaires attendus ;

— les modalités de gestion et de répartition des quotas laitiers ;

— quelles solutions sont envisagées pour les jeunes qui veulent s'installer en production laitière ;

— quelles mesures seront prises à l'égard des producteurs de lait qui, pour s'être conformés à la limitation de volume imposée par le Gouvernement, ne pourront pas faire face à leurs échéances.

Question n° 680. — M. Emmanuel Hamel signale à l'attention de M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale les graves conséquences, dans le département du Rhône, de la réduction des crédits de l'aide ménagère à domicile consécutive à une décision unilatérale des caisses de sécurité sociale.

Il lui demande les raisons d'une diminution de moyens qu'il conviendrait au contraire d'accroître vu l'évolution des effectifs du troisième âge et pour éviter une augmentation des dépenses d'hospitalisation des personnes âgées et permettre, selon leur vœu, leur maintien à domicile.

Question n° 681. — M. Joseph-Henri Maujoui du Gasset rappelle à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale que la plupart des organisations professionnelles et syndicales représentatives de l'industrie hôtelière ont adopté, le 3 mai 1983, un protocole d'accord relatif à la convention collective nationale de l'industrie hôtelière. Il lui demande s'il envisage de procéder rapidement à l'extension de cette convention qui mettrait fin à de nombreux conflits du travail. Le texte approuvé par les syndicats concilie en effet, de manière particulièrement harmonieuse d'une part, les contraintes liées à la nécessaire souplesse des horaires, dans des professions au service du public, et, d'autre part, l'objectif de diminution du temps de travail des personnels et de meilleure organisation de leur vie familiale par une nouvelle définition du repos hebdomadaire.

Question n° 677. — M. Parfait Jans attire l'attention de M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale sur la situation des travailleurs lorsque intervient une modification dans la situation juridique de l'employeur telle que définie par l'article L. 122-12 du code du travail.

La loi n° 83-528 du 28 juin 1983 a apporté quelques précisions quant aux entreprises concernées par l'application de l'article L. 122-12, mais n'a rien changé dans la protection des travailleurs.

Or, plusieurs entreprises du groupe Desquenne-Giral, qui œuvre dans le secteur des travaux publics, refusaient d'appliquer la loi.

Trois jugements de prud'hommes ont condamné cette attitude en septembre et novembre 1983 et février 1984 sans que l'attitude de cet employeur soit modifiée.

Cette situation est durement ressentie par les 120 salariés du métro parisien que l'entreprise Desquenne-Giral refuse d'intégrer. C'est le cas aussi des salariées de l'entreprise Surbéco menacées de licenciements.

Il lui demande ce que compte faire le Gouvernement pour que la loi en son article L. 122-12 soit respectée et pour que la direction de l'entreprise Desquenne-Giral, qui se met dans l'illégalité, ne reste pas impunie.

Il lui demande ce qu'il compte faire pour que les travailleurs du métro parisien victimes de cette attitude patronale soient enfin payés et puissent reprendre le travail.

Il lui demande d'intervenir et de favoriser dans les deux entreprises Surbéco et ex-Drouard l'ouverture de négociations.

Il lui demande de rejeter toute demande de licenciements pour les travailleurs de ces entreprises.

Question n° 682. — M. André Bellon expose à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget le problème que rencontrent de nombreuses communes en raison de l'assimilation à une société anonyme du camping municipal.

Ces communes se trouvent assujetties au paiement de l'impôt sur les sociétés, qui grève lourdement le budget municipal, car il n'est tenu aucun compte des annuités de l'emprunt contracté pour l'acquisition et l'aménagement du terrain de camping ainsi que des charges de fonctionnement entièrement supportées par la commune.

Il lui demande quelles dispositions peuvent être prises afin de permettre à ces petites communes de poursuivre leurs programmes d'aménagement, permettant une activité nouvelle dans cette zone de moyenne montagne où peu d'emplois sont créés par ailleurs.

Question n° 675. — M. Bruno Bourg-Broc appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et du budget sur le fait que l'industrie française du médicament est un secteur dont la vocation est mondiale et que l'exportation est pour elle une nécessité vitale en raison de la stabilisation progressive du marché intérieur français.

Troisième exportateur mondial de médicaments, quatrième secteur industriel français par l'importance de son excédent commercial, l'industrie pharmaceutique a réalisé en 1983 un solde commercial positif de 6 518 millions de francs et a atteint, grâce à son effort de recherche-développement, une position mondiale de premier plan.

En raison de l'explosion des coûts de développement des médicaments nouveaux, la compétition mondiale dans le domaine de la pharmacie est devenue d'autant plus dure qu'elle exige des laboratoires un effort permanent de recherche et d'innovation scientifiques et technologiques.

Pour maintenir son rayonnement scientifique international et rester compétitive face à ses concurrents, l'industrie pharmaceutique doit donc impérativement intensifier son effort d'investissement et de recherche, afin de l'amener à un niveau comparable à celui de l'Allemagne fédérale ou du Japon.

Encore faut-il cependant que les prix des médicaments, tels qu'ils sont fixés par les pouvoirs publics, lui permettent de dégager les excédents suffisants pour situer cet effort au niveau que lui impose l'environnement scientifique international.

Or les groupes pharmaceutiques français à dimension mondiale ont réalisé en 1982 une marge brute d'autofinancement de 5,9 p. 100, alors que leurs principaux concurrents américains et japonais ont dégagé respectivement une M.B.A. de 15,4 p. 100 et de 8,6 p. 100.

Une telle distorsion de résultats devient très préoccupante dans la mesure où l'industrie pharmaceutique japonaise par exemple a, en 1982, consacré à la recherche-développement un volume de dépenses qui est à peu près le double de celui que l'industrie française a été en mesure de consentir.

Avec l'aggravation de la course mondiale à l'innovation scientifique et technologique, la position de l'industrie pharmaceutique française dans le monde risque de devenir extrêmement fragile si la politique économique qui lui est appliquée ne lui assure pas une capacité suffisante d'investissement et de recherche.

On constate que, depuis le début de 1984, cette industrie, hormis une hausse de 2 p. 100 accordée au titre de 1983, n'a fait l'objet d'aucun autre ajustement de ses prix alors que l'indice général des prix a déjà progressé de 3,1 p. 100 entre le 1^{er} janvier et le 31 mai 1984.

En outre, le dispositif, inauguré en 1983, de conventions passées avec les laboratoires dans le cadre d'une politique industrielle du médicament apparaît plus comme une compensation sélective de l'insuffisance des hausses de prix accordées chaque année que comme celle des efforts supplémentaires consentis par les entreprises concernées.

Il lui demande en conséquence s'il n'estime pas qu'il est plus que temps d'assouplir dès 1984 la politique des prix du médicament afin de donner à cette industrie de pointe les moyens d'affronter dans des conditions normales la compétition internationale.

A quinze heures, deuxième séance publique :

Discussion, en quatrième et dernière lecture, du projet de loi n° 2249 relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (rapport n° 2251 de M. Georges Hage au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) ;

Eventuellement, discussion, en quatrième et dernière lecture, du projet de loi créant une société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.) ;

Discussion, en troisième et nouvelle lecture, du projet de loi n° 2241 relatif à l'adaptation à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion des lois portant répartition des compétences entre l'Etat, les régions et les départements (rapport n° 2271 de M. Jean-François Hory, au nom de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République) ;

Eventuellement, discussion, en troisième et dernière lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social ;

Suite de la discussion du projet de loi n° 2169 relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (rapport n° 2235 de M. Alain Richard, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République).

A vingt-deux heures, troisième séance publique :

Eventuellement, discussion, en quatrième et dernière lecture, du projet de loi relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage ;

Eventuellement, discussion, en troisième et nouvelle lecture, du projet de loi relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances ;

Eventuellement, discussion, en quatrième et dernière lecture, du projet de loi relatif à la révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire ;

Eventuellement, discussion, en quatrième et dernière lecture, du projet de loi modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine.

La séance est levée.

(La séance est levée le vendredi 29 juin 1984, à zéro heure cinquante-cinq.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique de l'Assemblée nationale,
LOUIS JEAN.

Nomination de rapporteurs.

COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES, FAMILIALES ET SOCIALES

M. Yves Dollo a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Pierre Destrade et plusieurs de ses collègues sur la promotion des langues et cultures de France (n° 2157).

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LEGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

M. Gilbert Bonnemaison a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Francis Geng relative à l'élection de l'Assemblée de Corse (n° 2155).

M. Jean Foyer a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les articles 1^{er}, 2, 3, 5 et 6 de la loi n° 82-889 du 19 octobre 1982 relative aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 2191).

M. Jean-Jacques Barthe a été nommé rapporteur du projet de loi relatif aux mesures concernant, dans les eaux territoriales et les eaux intérieures, les navires et engins flottants abandonnés (n° 2220).

Commissions mixtes paritaires.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LE PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 16 AVRIL 1897 MODIFIÉE CONCERNANT LA RÉPRESSION DE LA FRAUDE DANS LE COMMERCE DU BEURRE ET LA FABRICATION DE LA MARGARINE

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 27 juin 1984 et par le Sénat dans sa séance du mardi 25 juin 1984, cette commission est ainsi composée :

Députés.

Membres titulaires.	Membres suppléants.
MM. Claude Michel. François Patriat. Kléber Haye. Georges Le Baill. André Soury. Jean-Louis Goasduff. Gilbert Mathieu.	MM. Dominique Dupilet. Jean Peuziat. Robert Chapuis. Roger Lassale. Michel Couillet. René André. Pierre Micaux.

Sénateurs.

Membres titulaires.	Membres suppléants.
MM. Michel Chauty. Marcel Daunay. Pierre Lacour. Charles-Edmond Lenglet. Marcel Lucotte. Louis Minetti. René Regnault.	MM. Augustin Chupin. Philippe François. Henri Olivier. M ^{me} Monique Midy. MM. Bernard Desbrière. Pierre Jeanbrun. Michel Souplet.

BUREAU DE COMMISSION

Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du code du travail et de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et relative aux étrangers séjournant en France ainsi qu'aux titres uniques de séjour et de travail.

Dans sa séance du jeudi 28 juin 1984, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Raymond Forni.
Vice-président : M. Jacques Larché.

Rapporteurs :

A l'Assemblée nationale : M. Roger Rouquette.
Au Sénat : M. Jean Arthuis.

Organisme extraparlémenaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU CARREFOUR INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales et la commission des finances, de l'économie générale et du Plan ont désigné respectivement MM. Alain Billon et Paul Mercieca membres de cet organisme.

Rectificatif

au Journal officiel (Débats parlementaires, n° 64, A. N. (C. R.)
du jeudi 21 juin 1984.

Page 3555, 2^e colonne, ajouter :

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

Assurance vieillesse :
régime de fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

674. — 21 juin 1984. — M. Pierre Mauger rappelle à M. le Premier ministre qu'aux termes de la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974, article 1^{er} (art. L. 1^{er} bis), « la République française reconnaît, dans des conditions de stricte égalité avec les combattants des conflits antérieurs, les services rendus par les personnes qui ont participé sous son autorité aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 ». Or les fonctionnaires et assimilés ayant servi en Afrique du Nord du 1^{er} janvier 1952 au 2 juillet 1962 se voient refuser les bénéfices de la campagne double et les majorations d'ancienneté. Dernièrement, les sénateurs unanimes avaient déposé une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés anciens combattants d'Afrique du Nord. Par application de l'article 40 de la Constitution, cette proposition a été jugée irrecevable par le Gouvernement, bien que les dépenses aient été couvertes par des recettes nouvelles. Il lui demande s'il peut lui indiquer quelle suite il pense donner à cette juste revendication, équitable par rapport aux différentes générations du « feu », qu'il a lui-même défendue autrefois, en tant que cosignataire d'une proposition de loi déposée avec ses collègues du groupe socialiste de l'Assemblée nationale au cours de l'ancienne législature.

Le présent numéro comporte le compte rendu intégral
des deux séances du jeudi 28 juin 1984.

1^{re} séance, page 3793 ; 2^e séance, page 3831.

Prix du numéro : 2,40 F. (Fascicule de un ou plusieurs cahiers pour chaque journée de débats ; celle-ci pouvant comporter une ou plusieurs séances.)